

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BALKAN-FÖDERATION

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЈА
 ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

BALKANSKA FEDERACIJA
 FEDERACIONI BALKANIK
 FEDERAȚIUNEA BALCANICA

بalkan فدراسیونی

Adressez la correspondance à
 F. LINDNER, Wien, IX
 Postamt 72, Postfach No. 37

Paraissant tous les
 1^{er} et 15^e du mois

Prix du numéro et abonnement pour 6 mois :
 1 et 10 Schil. pour l'Autriche
 20 cent et 2 dollars pour tous pays restants

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE ET L'OPINION EUROPÉENNE

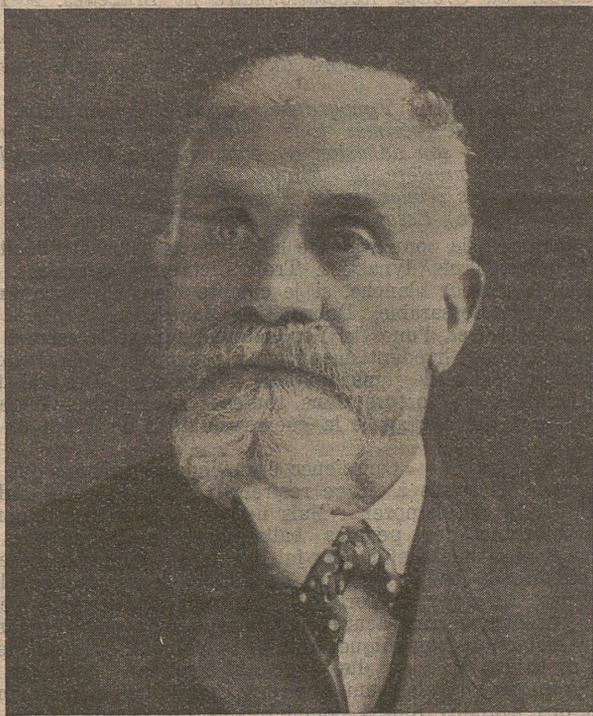
Notre Enquête

auprès des personnalités politiques et littéraires

VIII.

Pierre Cazals

PIERRE CAZALS, député de l'Ariège, président du groupe radical-socialiste de la Chambre, est agrégé de l'Université.



Ancien professeur au lycée de Toulouse,
 Chevalier de la Légion d'honneur.
 Après une longue carrière universitaire, il fut élu en
 1919 et réélu en 1924.

Il a pris part aux débats sur la réforme de l'Enseignement secondaire préparée par M. Léon Bérard, a défendu les collèges menacés par une proposition de loi de M. Louis Marin, a pris la parole au nom du parti radical-socialiste dans différents débats politiques. Il écrit dans plusieurs périodiques et revues.

Les radicaux-socialistes, pleins de sollicitude pour tout ce qui peut contribuer à la libération des peuples et à la paix européenne, suivent avec la plus vive sympathie, les efforts de la *Fédération Balkanique* dans ce sens.

Tout ce qui tend à unir les nations, à éteindre les ferments d'hostilité et de guerre, en dépit des impérialistes et des belliqueux, ne peut qu'être salué avec respect par les démocrates de tous les pays, qui aspirent à faire régner entre les peuples comme entre les individus une nouvelle ère d'entente et de fraternité.

Pierre Cazals

Dr. Zdenek Nejedly

Dr. ZDENEK NEJEDLY, né en 1878, homme de lettres, politique et journaliste. A l'âge de 22 ans, il publia une œuvre historique volumineuse sur l'origine de la confession hussite, puis une œuvre sur ZDENEK FIBICH, basée sur ses relations personnelles avec le grand maître tchèque.

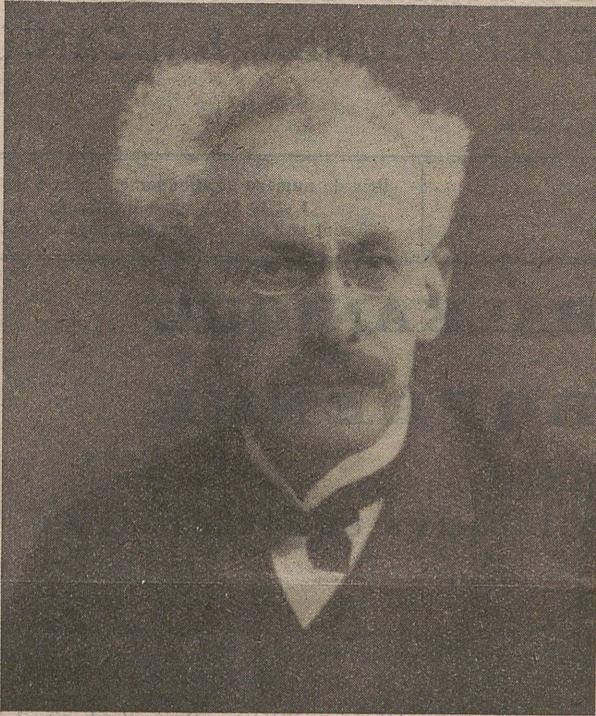
En 1902, il publia « l'Histoire de la musique tchèque » simple esquisse, complétée plus tard par une grande œuvre scientifique sur la musique tchèque, de l'origine jusqu'à nos jours. En outre, il publia des études sur les œuvres des grands maîtres tchèques Smetana, Fibich, Færster, Novak, et autres. Puis, dans les derniers temps : « BEDRICH SMETANA, sa vie et son œuvre. »

Dr. Nejedly est professeur de science musicale à l'Université tchèque de Prague et critique musical. Il possède d'énormes connaissances et une énergie inlassable pour un travail utile. Il est en même temps un excellent critique de Part en général. C'est un homme très avancé à tous points de vue. Il est le président de la nouvelle « Société tchèque pour le rapprochement culturel et économique avec l'U. R. S. S. »

Vous me posez des questions précises sur la manière dont j'envisage la question macédonienne actuelle et sa solution dans le cadre de la situation politique dans les Balkans. Je pourrais

répondre à la plupart de vos questions par un simple *oui-non*. C'est surtout aux questions 1^o, 2^o et 4^o que je réponds par un « non » catégorique. Permettez cependant que j'exprime à ma manière les idées que vous poursuivez, en ne me contentant pas seulement de pareilles réponses laconiques.

Etudiant les questions slaves, je m'intéressais aussi, et depuis fort longtemps déjà, à la question macédonienne et c'est ainsi que j'ai acquis la conviction qu'on n'arriverait jamais à la résoudre par les méthodes usuelles du XIX^e siècle. Du point de vue scientifique, l'on peut à peine douter aujourd'hui de ce que, ethnographiquement, linguistiquement et historiquement, les Macédoniens sont plus proches des Bulgares que de toute autre nation balkanique. Mais il est non moins sûr que la question macédonienne n'est une question ni ethnographique, ni linguistique et ni historique, mais une question essentiellement et absolument politique. Aussi, la poussée serbe vers la Macédoine est-elle



certainement due à l'aspiration de la Serbie à arriver à la mer au sud, et non point à un principe national. Il en est de même des autres états balkaniques, qui jettent leur dévolu sur la Macédoine, obéissant surtout à leurs propres intérêts, similaires à ceux de la Serbie, et nullement aux intérêts macédoniens. Voilà pourquoi les Macédoniens ont toujours, et avec raison, considéré comme arbitraire toute solution politique adoptée jusqu'ici à leur égard, et par lesquelles on cherchait toujours à sauvegarder les intérêts des autres, et non les leurs. Cet état de choses ne tarda pas à avoir une répercussion sur l'esprit des Macédoniens eux-mêmes, les disposant à adopter les tendances politiques les plus contraires. Tout ceci donne à la question macédonienne une importance autre que purement locale et en fait, ainsi que je le crois, un problème mondial des plus caractéristiques et des plus intéressants. On y reconnaît comme dans un exemple scolaire, les normes de l'évolution de l'idée nationale du XIX^e siècle, idée qui aboutit au mot d'ordre de l'auto-disposition des peuples. Cette idée ne pouvait libérer que des unités nationales compactes, un « tout » national, mais elle ne saurait résoudre la question là où la conception de la liberté ne s'accorde pas avec celle « de se suffire à soi-même ». Nous voyons ceci dans beaucoup de cas — chez nous en Tchécoslovaquie dans les questions slovaque et allemande, en Yougoslavie dans la question croate, et j'en ai parlé aussi en son temps publiquement —, mais ceci se voit d'une manière vraiment classique dans la question macédonienne, où toutes les méthodes adoptées jusqu'à présent font naufrage. Aussi pouvons-nous et devons-nous protester contre le procédé qu'on emploie aujourd'hui pour gouverner la Macédoine, et cela tant du point de vue de l'humanité que de celui de la justice et de la liberté ; mais nous devons en même temps avoir pleine conscience du fait qu'une telle protestation, et même la bonne volonté des gouvernants — si nous pouvions l'espérer — n'y pourraient remédier, et que la cause du conflit est bien plus profonde : c'est l'impossibilité de résoudre ces questions par les méthodes adoptées jusqu'à présent.

Après le processus de libération tel qu'il se présentait jusqu'à présent, et qui, en conformité avec la conception mondiale individualiste de l'homme du XIX^e siècle, se poursuivait aussi

dans les questions nationales d'une manière purement individualiste, pourtant égoïste, il est certainement du premier devoir de l'humanité de trouver la continuité de la voie à suivre pour assurer la liberté individuelle des nations dans des entités collectives supérieures. Celles-ci seraient seules en état de libérer non seulement ceux qui sont opprimés par la libération de leurs voisins, mais aussi de faire disparaître les éternelles sources de jalousies entre les nations déjà libres. Voilà pourquoi l'idée des Balkans réunis, de la République Balkanique Fédérative, m'est excessivement sympathique, et plus encore, elle est pour moi un signe sûr que l'histoire commence déjà à marcher dans la direction indiquée. Les nations balkaniques ne s'entretiennent certainement qu'obéissant à des instincts égoïstes. La conception purement individualiste de la patrie comme propriété personnelle du sol fait seule que les détenteurs du pouvoir et de la terre s'affrontent dans les Balkans avec une haine féroce. Mais aussitôt que les peuples sentiront plus collectivement, ils verront bien vite l'absurdité de cette destruction réciproque. Et par là, les Balkans donneraient un exemple à d'autres aussi, car il est hors de doute que, si les nations ne doivent pas s'entre-dévorner dans une haine farouche et inassouvable, la question de « vivre les unes à côté des autres » ne peut trouver, que cette solution, et nulle autre.

Vous demandez enfin qui pourrait réaliser une telle fédération. Certainement pas les gouvernements qui se succédaient jusqu'ici dans les pays balkaniques. Si je ne crois pas que, par un sentiment quelconque de noblesse, le capitaliste veuille réaliser le socialisme, je ne puis non plus croire que les gouvernements conduits seulement par l'égoïsme des nations puissent réaliser une union des états dans un esprit collectif. Et même s'ils pouvaient le faire, le but ne serait pas atteint, car ils ne pourraient le faire que comme des actionnaires ou des directeurs de grandes entreprises qui forment des trusts pour pouvoir continuer avec plus d'impudence encore leurs pratiques antisociales. Une vraie fédération ne peut être formée que par les nations se gouvernant elles-mêmes dans l'esprit des véritables intérêts collectifs, les rendant capables de penser collectivement et non en égoïstes dans les relations internationales aussi. Nul autre chemin ne mène à une véritable Fédération. Si cependant il se formait une Fédération d'une autre manière, par exemple par une simple union des états balkaniques actuels, elle ne pourrait avoir, pour le but indiqué ici, que la signification de rendre possible, de faciliter la collaboration des nations pour la création d'une vraie Fédération Balkanique nationale et populaire.

Zdenek Nejedly

Victor Serge

Né à Bruxelles, sans nationalité, fils d'émigrés révolutionnaires russes. 35 ans. Belgique, Angleterre, France, Espagne, Russie, Allemagne, Autriche. Langue maternelle : le français. A 16 ans, membre du Parti Ouvrier Belge. Fondateur du Groupe Révolutionnaire de Bruxelles. A Paris, directeur de l'ANARCHIE. 5 années de réclusion, 20 mois d'internement administratif (France). Deux années de guerre civile en Russie. Membre du Parti Communiste Russe à partir de 1919.

Autodidacte. Typographe, journaliste, écrivain. Considère comme périmés tous travaux littéraires et autres antérieurs à son adhésion au communisme. Collaboration à la presse ouvrière de France et des pays latins ainsi qu'à diverses revues russes. Essais sur la nouvelle littérature russe (Clarté). Essais et études sur la révolution russe.

A peu près la population de la France : 40.000.000 d'habitants. Et six pays. Trois dynasties. Trois dictatures militaires. Cinq régimes de terreur blanche, si je compte bien. Trois poudrières (au moins) : Bessarabie, Dobroudja, Macédoine. Trois « puissances » militaires, l'une (la Yougoslavie) tenant le second rang en Europe. Vingt irrédentismes locaux, vingt minorités nationales opprimées, terrorisées, martyrisées, assassinées. Des gibets et des chambres de torture dans toutes les capitales. Légende : Les Balkans dix ans après la guerre du droit au début du XX^e siècle...

S'il y avait une « conscience européenne », ailleurs que dans les revues littéraires à tirage restreint, la tragédie des Balkans suffirait à la « déshonorer ». Mais ne nous payons pas de mots.

L'infortune des peuples balkaniques ne s'explique pas, comme il plaît quelquefois aux falsificateurs (point désintéressés) de l'histoire et de la politique, de l'affirmer par des problèmes ethniques, religieux, historiques. Ou, plus exactement, ceux-ci ne se posent avec une acuité toute particulière qu'en raison des grands facteurs économiques qui les dominent. L'infortune des peuples balkaniques est due à ce qui fera sans doute un jour leur grandeur : ils occupent l'un des carrefours les plus importants des grandes routes commerciales du monde. Trois continents communiquent entre eux par Salonique et Constantinople. Route des Indes. Berlin — le Caire, *via* Salonique. Toutes les routes maritimes de l'Union Soviétique — autre continent, continent rouge — vers la Méditerranée passent par les Dardanelles... Depuis des millénaires, c'est en réalité autour des routes com-

merciales qui firent la fortune d'Athènes et de Byzance que se rallume sans cesse la guerre.

Et l'impérialisme moderne n'a pas dit son dernier mot. Il y a aujourd'hui plus de canons en Europe qu'il n'y en avait en 1913. Les grandes routes du monde sont à rançonner comme au moyen âge : il faut s'y ménager des positions stratégiques. D'immenses intérêts s'y croisent, s'y confrontent, s'y combattent. Le sort des Balkans dépend de plus en plus de la solution de



problèmes qui ne font que de se poser : émancipation des Indes et de l'Égypte, relèvement économique de la Turquie nouvelle, expansion italienne dans la Méditerranée, duel des impérialismes et des Soviets. Que peuvent bien peser en présence de semblables intérêts la chair et le sang des cultivateurs croates, serbes, albanais, grecs, macédoniens, roumains ? Le poids du matériel humain des conflagrations futures... Et encore ! Ils sont peu sûrs....

Dès lors, une double conclusion s'impose à notre esprit. — Il n'est de solution au morcellement et aux déchirements des pays balkaniques que dans une libre fédération des peuples.

A la veille des élections en Roumanie

Le bilan du premier mois du gouvernement Averesco se solde désastreusement sur le terrain économique aussi. Le lei a perdu dans ce court intervalle à peu près 30% de sa valeur : le dollar, qui coûtait les derniers jours du gouvernement brătianiste 230 leis, ne pouvait être acheté au commencement de mai pour 300 leis. Cette chute du lei a eu comme conséquence immédiate une panique de la bourse et du marché : les produits alimentaires de première nécessité montèrent brusquement de 20—30% et plus ; les produits textiles montèrent, certains jusqu'à 100%, vu qu'ici les spéculateurs ont pris aussi comme prétexte pour la hausse des prix l'incendie des entrepôts Filaret, où, à la suite de l'incurie, la plus grande partie des étoffes arrivées pour la saison d'été a été consumée par les flammes. Ainsi, la situation des masses populaires a empiré. Ces masses ont senti et compris dès le premier mois ce que signifie le « nouveau » gouvernement, parce que leur *standard of life* a dans ce court intervalle baissé de 25%. Si l'on considère que lors du départ du gouvernement Brătianu l'*index* officiel était déjà de 60 par rapport à 1916, alors que l'*index* des salaires n'était en moyenne que de 30, on voit par là, qu'avec le nouveau bond des prix, le *standard of life* des classes ouvrières est descendu à peu près au tiers de ce qu'il était avant la guerre. Et ceci s'appelle dans le langage de la presse gouvernementale « politique de consolidation », « restauration de l'économie nationale », « continuité et stabilité ». Où cette politique de « consolidation » mène — le général Averesco lui-même a été forcé de le dire publiquement. Au cours du voyage qu'il a fait en avril dernier en Bessarabie, il a déclaré à la presse qu'« il a constaté sur place que la situation des paysans est purement et simplement effrayante. Dans le district de Cahul des villages entiers manquent de vivres. Les hommes mangent

l'exemple de l'Union Soviétique montre que cette solution n'a plus rien d'utopique et quel chemin y mène. — Les peuples des Balkans n'ont rien à attendre des maîtres actuels du monde oligarques de la haute finance et de l'industrie lourde, docilement servis par les diplomates, les gouvernants, les dictateurs et les pendeurs ; les peuples des Balkans n'ont rien à attendre que d'eux-mêmes.

Quand les paysans de la péninsule auront pris conscience de cette vérité, la Fédération balkanique ne sera pas loin d'être faite. Car ils seront ce jour-là aussi forts qu'ils sont faibles aujourd'hui. Ce ne sont pas des mots. La grande commune russe a vaincu. La Turquie d'Angora s'est imposée. Depuis des années, dans l'autre hémisphère, la république de Canton tient les impérialistes en échec. Depuis plus de trois ans, une poignée de montagnards rifsains tient tour à tour en échec l'Espagne et la France. Il y a quelque chose de changé dans le monde. Désormais les opprimés qui veulent vraiment se libérer peuvent se libérer. Ceux des Balkans, quand ils auront enfin appris à vouloir, auront la tâche puissamment facilitée par la proximité de l'Union Soviétique.

La *Fédération Balkanique* ne peut naître que d'une révolution, d'une révolution paysanne, les pays des Balkans étant essentiellement des pays paysans. Le problème politique, national, s'y rattache par conséquent au problème agraire. Sa solution n'en paraît que plus ardue aux esprits timorés ; elle n'en est que plus sûre à nos yeux de communistes. La solution véritable du problème national commence par l'expropriation de la grande propriété foncière et féodale ; et les masses paysannes, invincibles dès qu'elles ont pris la terre, se trouvent du même coup mûres pour la fédération.

Cette révolution paysanne, nous en voyons lever les lueurs sur l'horizon d'une Bulgarie et d'une Bessarabie gouvernées au couteau. Nous ne sommes pas les seuls. Tous les gouvernements des Balkans se ressemblent en ce qu'ils incarnent la peur. C'est surtout d'être lâches qu'ils sont féroces.

Cette révolution paysanne est nécessaire : en dehors d'elle il ne peut y avoir que prolongation indéfinie de la sanglante anarchie actuelle ; mais, nécessaire, elle n'est point fatale. Rien n'est fatal. Mauvais révolutionnaire qui l'oublie. — Il la faut préparer, préparer méthodiquement, patiemment, inlassablement chaque jour, chacun dans son coin et tous efforts réunis. La seule « condition de réalisation d'une Fédération balkanique » est là, en définitive. De sorte que les problèmes qui se posent aux révolutionnaires des nationalités opprimées des Balkans ne paraissent être surtout des problèmes d'organisation, et d'abord d'organisation des masses paysannes. Il y aurait trop à dire sur ce chapitre. Qu'il me soit permis de me borner à une précision théorique : jamais il n'y eut de révolution victorieuse sans défection d'une partie au moins de l'armée ; or, dans tous les pays des Balkans, l'armée, appui principal de la réaction, est formée, dans sa très grande majorité, de paysans.

Leningrad, 25 mars 1926

Victor Serge

une fois tous les 2 ou 3 jours.» (Adeverul du 1^{er} mai.) Mais alors que les paysans de la Grande-Roumanie mangent une fois tous les trois jours, le gouvernement accorde aux industriels et aux spéculateurs des avantages nouveaux. Ainsi, pour toute une série d'articles, les tarifs de chemins de fer ont été réduits et les droits d'entrée augmentés « pour protéger la production nationale », c'est-à-dire le *capital* roumain. Une autre mesure du gouvernement Averesco : la suppression des taxes de transports pour les céréales destinées à l'exportation, apporte aux spéculateurs des dizaines de millions de bénéfices aux dépens des paysans. Ces taxes ont été supprimées maintenant que la récolte n'est plus entre les mains des paysans, ces derniers ayant été obligés de la vendre à vil prix en automne dernier, parce qu'à ce moment-là des taxes énormes pesaient sur les céréales d'exportation et que les percepteurs d'impôts assiégeaient les villages sur l'ordre exprès du gouvernement. Peut-on encore s'étonner lorsque l'on voit les bilans des banques accuser des centaines de millions de bénéfices !

L'accroissement du mécontentement populaire se manifeste par des grèves dans les villes et par révoltes locales dans les campagnes. Aux usines métallurgiques de Rechitsa 7.000 ouvriers ont été pendant six semaines en grève, à côté de 4.000 mineurs lockoutés. Ce sont des chiffres sans précédent en Roumanie et considérables pour les proportions modestes de l'industrie roumaine. Mais plus terrible encore est la misère qui a poussé ces ouvriers à la grève. (60—120 leis de salaire par jour, soit 1 fr. 20—2 fr. 40 or!) Mais la Société Rechitsa, elle, montre dans son dernier bilan 100 millions de bénéfice avoué — en dehors du bénéfice non-avoué qui est au moins tout aussi élevé. Quant à l'état d'esprit de la campagne, il est suffisamment caractérisé par la notice suivante, parue dans l'*Universul* du 1^{er} mai sous le titre : « La rébellion de Marmanesti » : « Les organes administratifs voulant procéder au remplacement

du maire élu par les paysans, ces derniers, armés de gourdins, ont barré la porte de la mairie et se sont opposés à ce remplacement. Ils disaient qu'ils avaient choisi et élu leur maire et qu'ils n'avaient pas besoin d'un autre. Les gendarmes, peu nombreux, n'ont pu intervenir. A la fin ont été amenées des forces policières qui ont procédé aux arrestations en masse des coupables.»

Le gouvernement Averesco, qui continue la politique économique de l'oligarchie, se trouve donc, à la veille des élections, dans une situation très difficile. Les masses populaires des villes et de la campagne sont décidément contre lui. Même la grande bourgeoisie n'est pas disposée à lui donner entièrement ses suffrages. Les libéraux, qui avaient pourtant préparé le terrain pour l'avènement du gouvernement Averesco, n'ont pas intérêt à le doter d'une base parlementaire trop forte; au contraire, ils veulent que la future majorité averescane subisse dans une mesure aussi forte que possible l'influence dominante du parti libéral. C'est pour cette raison que les libéraux présentent des listes séparées aux élections de mai. Quelles sont alors les classes sociales sur lesquelles le général Averesco peut compter? D'abord, une partie des grands propriétaires fonciers (le *Parti populaire* du général Averesco a l'intention de se rebaptiser « Parti agraire »); puis, une partie des paysans riches, profiteurs des abus commis par le précédent gouvernement Averesco lors de l'« application » de la réforme agraire; et enfin certains cercles carriéristes des couches intellectuelles et moyennes corrompues par l'odeur du rôt budgétaire. Mais cette base est trop étroite pour assurer au gouvernement une victoire électorale. Par conséquent, le gouvernement s'est vu obligé d'ôter le masque du nationalisme et de s'entendre avec les bourgeoisies minoritaires.

En faisant des concessions aux seigneurs hongrois et aux politiciens opportunistes allemands, concessions interdites par le code du parfait nationaliste, mais admises pour un valet du capital en embarras, le général Averesco a attiré dans son camp électoral les partis magyar et allemand. Plus encore : le général Averesco qui, en parfait nationaliste, nie le droit à l'existence politique de partis issus des minorités nationales, n'a pas hésité à créer *ad hoc* un parti « bulgare » dans la Dobroudja pour induire ainsi en erreur les masses de la minorité bulgare. Mais même s'il s'est trouvé quelques gros propriétaires terriens et quelques spéculateurs bulgares pour se prêter au jeu du général Averesco, il est certain que les masses bulgares ne suivront pas ces agents de la dictature oligarchique. Parmi les Hongrois de Transylvanie se produit également un mouvement hostile aux magnats dirigeants. Une aile gauche dirigée par l'ancien député Carol Koos et le paysan Bartos se détache du parti magyar pour se constituer dans un parti séparé sous le mot d'ordre de lutte contre les magnats. Il est donc clair que, malgré ses efforts, le gouvernement Averesco ne pourrait obtenir la majorité aux élections. Son salut, il le cherche donc dans le déclenchement d'une terreur électorale telle que la Roumanie ne l'a encore jamais vue.

Le pays est divisé en deux : la campagne et les villes. La première est complètement isolée des dernières. Personne ne peut pénétrer dans les villages pour y faire la moindre propagande électorale. Par des ordres spéciaux, les gendarmes empêchent toute réunion et confisquent toute sorte de tracts électoraux qui n'émanent pas des agents de l'oligarchie. Même les paysans qui ne font qu'héberger quelques propagandistes de l'opposition sont arrêtés, mis aux fers et envoyés « pour l'instruction » à la Cour martiale : il en a été ainsi de beaucoup de paysans des alentours de Bucarest. D'autres villages sont déclarés contaminés par des maladies contagieuses et cernés par des détachements militaires, qui les empêchent de prendre contact avec les partis de l'opposition. Des cartes d'électeurs ne sont pas délivrées aux personnes suspectes de sympathies pour l'opposition. Les cartes non-délivrées sont mises à la disposition des agents du gouvernement pour des votes en série. Dans beaucoup d'endroits, le gouvernement se prépare à empêcher tout simplement l'enregistrement des listes de candidats de l'opposition. En d'autres localités, il se dispose à écarter à la veille des élections, des bureaux de vote, les délégués des partis de l'opposition, pour fausser à son gré et en l'absence de témoins gênants les résultats électoraux. De nombreux commandants de gendarmerie « à poigne » et de juges « de confiance » désignés à présider les commissions électorales, sont inscrits en toute hâte sur les tableaux des déplacements et envoyés là où la terreur et le faux sont les seuls moyens qui restent encore au gouvernement.

Mais les masses paysannes et ouvrières sont aujourd'hui trop mécontentes, trop révoltées, et suffisamment conscientes; même les méthodes de terreur appliquées par le gouvernement ne peuvent rien contre elles. La lutte électorale prendra donc un caractère âpre et violent par suite des provocations du gouvernement aussi bien que par suite de l'indignation des masses contre la terreur gouvernementale. Déjà aux élections agricoles et municipales les bureaux électoraux ont été en beaucoup d'endroits attaqués et dévastés par les électeurs indignés des faux commis par les autorités. En d'autres endroits, les présidents des sections des votes n'ont pu échapper que par la fuite à la colère de la population. Les élections communales ont même

laissé sept morts sur le terrain. Mais les élections actuelles s'annoncent plus violentes encore. Et comme l'oligarchie est décidée à garder à tout prix le pouvoir, sa défaite électorale aura comme conséquence non pas l'abandon du pouvoir, mais la proclamation de la dictature ouverte. L'oligarchie sait d'ailleurs que les partis de l'opposition ne sont pas capables d'empêcher la proclamation de la dictature, parce qu'ils ne veulent pas le faire. L'oligarchie sait qu'en fin de compte ces partis se contenteront d'une déclaration platonique, et n'appelleront point les masses à la lutte pour chasser les dictateurs. Voilà pourquoi elle peut se permettre de « faire » les élections à sa manière à elle.

Les élections de mai ne seront donc pas une lutte sérieuse entre la dictature de l'oligarchie d'une part et la démocratie des partis de l'opposition de l'autre. Les élections de mai apporteront une réponse à cette question : l'oligarchie pourra-t-elle continuer à exercer sa dictature dans la forme « légale » d'aujourd'hui, ou la conscience politique et la résistance des masses populaires l'obligeront-elles de jeter par-dessus bord cette forme aussi et de proclamer la dictature ouverte? Ce qui est clair, c'est qu'au cas où la combattivité et la résistance des masses amèneraient la défaite du gouvernement aux élections et donneraient à l'opposition, malgré la passivité de celle-ci, la majorité parlementaire, ce ne serait pas un gouvernement de l'opposition qui prendrait la place du gouvernement Averesco. Car, à cause de la crainte et de l'averion de l'opposition pour une action effective des masses, le problème ne se pose pas maintenant : dictature ou démocratie, mais dictature « légale » ou dictature érigée sur les ruines de la constitution.

I. Mateescu

Sous le régime de la dictature militaire en Bulgarie

Le grand écrivain français, le citoyen Henri Barbusse a publié récemment quelques articles sur la situation en Bulgarie. Il a confirmé les crimes accomplis par les fascistes bulgares et que nous avons toujours révélés. Lorsque les actes de violence et les atrocités commis par eux furent ainsi proclamés au monde entier par une autorité telle que Henri Barbusse, les fascistes bulgares, dans leur désarroi, ne trouvèrent d'autre issue que de déclarer par un communiqué dans *Le Temps* de Paris que les faits exposés par Henri Barbusse se rapportaient au gouvernement Tsankoff, et non au gouvernement Liaptcheff. L'illustre défenseur de la cause des opprimés répondit par une lettre adressée au même journal et publiée dans le *Quotidien*, et dans laquelle il fit ressortir que le système de répressions pratiqué par le gouvernement Tsankoff continuait aussi sous Liaptcheff; que la Ligue Militaire avait délégué au gouvernement actuel ses plus typiques représentants tels que Volkoff, St. Vassileff, K. Georguieff, et que Tsankoff, actuellement président du Sobranié, jouait toujours un rôle de premier plan dans le gouvernement. Enfin, Henri Barbusse annonça qu'il possédait une longue liste où sont énumérés les actes de violence, de brutalité, d'arrestations et de meurtres accomplis par les agents du nouveau gouvernement, et qu'il tenait cette liste à la disposition du directeur du dit journal.

Les faits publiés par notre ami émurent et alarmèrent les dictateurs fascistes bulgares. La presse gouvernementale toute entière, à laquelle s'unit aussi l'organe de M. Malinoff, le *Znamé*, éternée par ces révélations, attaqua violemment Barbusse, le déclarant « ennemi du peuple bulgare ». L'association des « étudiants bulgares », celle des « correspondants de la presse bulgare » et la section parisienne de la Ligue bulgare pour la Défense des Droits de l'Homme adressèrent le 27 avril un communiqué au *Temps* dans lequel il fut déclaré qu'au cours des derniers procès « faits avant le changement ministériel, quelques personnes avaient bien, en effet, été condamnées, mais non pour des actes politiques, mais pour des crimes de droit commun », que « l'ordre et la tranquillité règnent en Bulgarie, et que depuis un an pas un seul assassinat politique n'avait eu lieu dans ce pays. »

On pourrait difficilement s'imaginer qu'il puisse exister des gens d'une plus grande impudence et se permettant de mentir d'une façon si éhontée, en vue de donner le change à l'opinion publique de l'Europe occidentale.

De notre côté, nous exposerons la situation en Bulgarie sous Liaptcheff espérant contribuer par là à démasquer ses agents parisiens. Nous présenterons des données exactes sur les actes de violence et de meurtres accomplis ces derniers temps.

Dès le 1^{er} février on put lire dans notre journal :

« Un mois a suffi pour juger Liaptcheff. Les citoyens vivent toujours sous un régime de terreur et d'oppression, comme sous Tsankoff : insécurité personnelle, aucune mesure pour l'allègement de la pénible situation économique des ouvriers et des paysans. Pas une seule des lois sanglantes de Tsankoff n'est suspendue, pas un décret barbare de Volkoff et de Rousseff n'est abrogé. La loi sur la défense de l'Etat continue à être suspendue comme une épée de Damoclès sur les têtes des ouvriers et des paysans bulgares; les restrictions légales et illégales à la liberté de réunion, de coalition, de la presse et de la parole, existent toujours et sont appliquées par Liaptcheff; tous les préfets, chefs

d'arrondissements, commissaires de police, etc., en un mot toutes les personnalités administratives, policières et militaires qui sont responsables des arrestations, de la brutalisation et des massacres de citoyens bulgares continuent à occuper leurs postes. *Pas un chef de l'appareil administratif, de police ou militaire n'a été destitué.* Et, ce qui plus est, en assumant le ministère de l'intérieur et de la police, Liaptcheff exprima publiquement par l'intermédiaire des préfets ses remerciements au personnel administratif et policier, pour leurs services.

Enfin, Liaptcheff ne diffère non plus en rien de son prédécesseur quant à la question de « l'amnistie des victimes de la terreur blanche. »

Nous pouvons répéter entièrement aujourd'hui ce que nous écrivions alors. Plus de trois mois se sont passés depuis, et le gouvernement Liaptcheff ne diffère absolument en rien de celui de Tsankoff.

Afin de soutenir notre affirmation, nous citerons des faits empruntés uniquement à la presse bourgeoise bulgare.

L'amnistie accordée par Liaptcheff avait pour but de jeter de la poudre aux yeux du peuple bulgare et de donner le change à l'opinion étrangère. Elle fut octroyée pour les voleurs et les persécuteurs — agents du gouvernement. Aujourd'hui encore, plus de 1.500 ouvriers, paysans, intellectuels, adolescents languissent en prison. Environ 2.000 émigrés restent toujours à l'étranger, et leur nombre augmente de jour en jour.

Le régime des prisons est insupportable. Les journaux bourgeois le disent eux-mêmes. L'organe même du sanguinaire Tsankoff, *Napred*, écrivait : « Depuis quelques mois, le régime dans la prison centrale à Sofia est plus que barbare. Les punitions infligées par le procureur même pour les plus petites fautes sont monstrueuses. » (*V. Fédération Balkanique* n° 43.) La situation dans la prison de Sofia est à ce point intenable que les détenus politiques se virent obligés de faire la grève de la faim pendant 10 jours. Le régime de cette prison fut décrit par Georges Mallet au dernier meeting tenu dans la salle des Sociétés Savantes à Paris avec une netteté qui nous dispense de nous arrêter en ce lieu sur le même sujet. Le régime des autres prisons en Bulgarie fasciste n'est pas meilleur. Les condamnés à mort, isolés dans leurs cellules, ont en permanence de lourdes chaînes aux pieds. Ils vivent dans l'incertitude, ne sachant pas s'ils seront graciés ou livrés au bourreau qui les guette. C'est il y a à peine quelques semaines que Boris III commua en détention perpétuelle les sentences de mort de cinq détenus à Bourgas, de trois à Plovdiv et d'un à Sofia.

Les proches parents des détenus politiques adressent en vain des pétitions au gouvernement pour que leurs maris, fils, pères, soient mis en liberté.

Et les procès politiques continuent de plus belle.

59 nouveaux verdicts de mort ont été récemment prononcés à Sliven et à Sofia. Dans le procès du Comité central de l'Union des Jeunesses communistes qui s'est terminé le 24 avril, Ruben Lévi, Gocho Lambreff, Valko Tchervenkoff et Peter Iskroff ont été condamnés à mort par une inhumaine application de la loi barbare sur la défense de l'Etat. On fera bientôt les procès de « l'attentat du club militaire », de « l'attentat sur Kaloff », de « l'attaque du village d'Ogoya par les émigrants », et beaucoup d'autres encore.

Les émissaires parisiens de Tsankoff et de Liaptcheff ont cependant l'impudence de déclarer qu'avant le dernier changement ministériel, des gens ont été bien condamnés, mais ce non pas pour des actions politiques, mais pour des crimes de droit commun. Le cynisme de ces agents à la solde des dictateurs fascistes bulgares est inouï.

Ces agents déclarent aussi que « la paix et la tranquillité règnent dans le pays et qu'aucun assassinat politique n'a été commis depuis un an. »

Nous répondons :

Après l'attentat de la cathédrale, le 16 avril 1925, environ 3.000 ouvriers, paysans et intellectuels furent massacrés, et 25.000 arrêtés dont 1.000 environ furent assassinés dans les mois de mai et de juin de la même année. Nous avons déjà publié les listes d'un très grand nombre des victimes de la dictature fasciste. Nous ajoutons : En juin 1925 furent assassinés : à Tirnovo, dans la cour de sa maison, Nicolas Gabrovsky, avocat, fondateur du parti socialiste bulgare, ancien député du même parti, et, par la suite, du parti communiste ; Milan Popoff, dans l'hôpital d'Etat à Svichtov ; Mariné Popoff, député de l'Union agrarienne, dans sa propriété ; Pantcho Mikhailoff, voyvode macédonien, à Sofia. Dans le même mois de juin, 12 paysans macédoniens, l'instituteur de village G. Pazoff et le secrétaire de mairie Boris Gueorguieff furent assassinés dans le village de Gradévo, arrondissement de Gorna Djoumaya ; en août furent massacrés dans le village de Kroupnik 15 paysans macédoniens et Tacho Komitoff de Doiran, demeurant à Gorna Djoumaya.

En septembre 1925 furent assassinés à Varna les détenus Nedeff, Erébalakoff et un troisième, pour avoir « provoqué » leurs gardes ; à Plovdiv le condamné à mort Mileff fut fusillé le 30 septembre pour « tentative de fuite ». A la même époque deux meurtres politiques furent commis à Sofia et un à Pléven ; un détenu politique « se suicida » dans la prison de Bourgas.

(Extraits de l'appel des savants, des professeurs, des écrivains, des journalistes, des hommes politiques et des artistes viennois, inséré dans la *Fédération Balkanique* du 15 novembre 1925.)

Cela se passait avant l'avènement de Liaptcheff au pouvoir. Indiquons maintenant les actes de terreur et les assassinats commis depuis qu'il est chef du gouvernement.

Le 28 janvier 1926 fut arrêté, par des gendarmes, Minko Traikovsky, du village de Borina, arrondissement de Troian ; sa femme éplorée s'adressa en vain par télégramme au chef de l'arrondissement pour savoir où se trouvait son mari.

Dans la nuit du 3 et du 4 février, juste un mois après l'arrivée au pouvoir de Liaptcheff, dans le village de Litiakovo (région d'Orkhanie), aux portes de Sofia, Ilija Moneff, couché dans son lit entre sa femme et son enfant, fut assassiné. Ce meurtre politique provoqua l'indignation du village tout entier. 54 paysans télégraphièrent au président du conseil Liaptcheff : « Depuis le 9 juin 1923 nous vivons dans la terreur et l'inquiétude. Trouvez l'assassin et rendez-nous la sécurité de notre vie. 800 familles sont indignées de ce crime inouï. Dites nous : où faut-il aller pour sauver notre vie ? »

L'agriculteur Iv. Spasoff fut assassiné dans les environs de Stanimaka. A Gorna Bania on trouva le cadavre d'un Macédonien qui avait été enlevé à Sofia en automobile. Le détenu Osman Ouzounoff fut abattu à coups de fusil sur la route de Stanimaka—Hvoina, pour « tentative de fuite ». Le paysan Stoil Kabachki, des environs de Plovdiv, subit le même sort.

Treize émigrants qui, ayant ajouté foi aux promesses de Liaptcheff, étaient rentrés à leurs foyers, furent assassinés dans la région de Kustendil. L'émigrant Ch. Ivanoff, arrêté à Sofia, succomba aux coups que les policiers de Liaptcheff lui infligèrent lors de son arrestation.

Est-il besoin d'ajouter que pas un des assassins ne fut arrêté. C'est qu'ils agissaient sur l'ordre du gouvernement Liaptcheff.

Et on ose dire que depuis un an pas un seul assassinat politique n'a été commis en Bulgarie et que l'ordre et le calme y règnent !

Nous avons maintes fois décrit l'ordre et la paix dont jouissent les citoyens bulgares ; nous ne citerons maintenant que quelques cas de violence et de terreur qui se produisirent ces dernières semaines :

Le 14 février eurent lieu les élections municipales dans la plupart des villes bulgares, et le 21 du même mois dans la campagne. La terreur, les bastonnades, les arrestations furent partout les procédés pratiqués par les organes du pouvoir. Nous en avons publié en son temps les détails. Ces mêmes procédés, auxquels on ajouta des menaces de mort et le blocus des maisons des candidats de l'opposition (*Znamé* du 17 avril 1926) furent aussi appliqués par le gouvernement Liaptcheff pendant les élections partielles, du 18 avril dernier, à Vratza, Haskovo et Doupnitza, où l'opposition réunit, malgré la terreur gouvernementale, environ 70% des voix.

Le système Tsankoff continue sous Liaptcheff. Les libertés constitutionnelles sont suspendues. Les violences se succèdent sans relâche. Les facteurs irresponsables continuent à assassiner les adversaires politiques du gouvernement. Nous n'en citerons que quelques exemples typiques.

Les organes des ouvriers et paysans *Novini* et *Zemja i Troud* furent suspendus, leurs rédacteurs arrêtés ; ils sont poursuivis en vertu de la loi sur la défense de l'Etat.

Un des fondateurs de l'Union agrarienne, Jordan Pékareff, fut arrêté au village de Slatina (environs de Sofia), puis emmené on ne sait où. Dès que la presse eut annoncé que Pékareff avait disparu, le gouvernement déclara qu'il avait été envoyé à Varna, en prison. Les autorités avaient, au début, décidé de le « faire disparaître sans trace », mais lorsque la presse et l'opinion publique s'en émurent, elles n'osèrent mettre leur dessein à exécution et elles l'envoyèrent à Varna « pour y répondre dans une affaire pénale » datant de quatre ans.

L'ancien ministre Tomoff, membre de l'Union Agrarienne, et les députés agrariens N. Borissoff et P. Karaivanoff furent attaqués à la gare de Broussartzi par une bande de 15 individus armés de revolvers ; les agresseurs les firent descendre du train, les chargèrent dans un camion, les conduisirent loin de la gare, puis ils les maltraitèrent, les forcèrent ensuite d'aller à pied jusqu'à la gare de Vassilevtzi, les y firent monter dans le train et les reconduisirent à Sofia. Les agresseurs de Tomoff et des autres députés étaient des agents de police et des jeunes gens de la section de Lom de la société fasciste-antisémite « Rodna Zachtita » (Défense Nationale). Pas un des agresseurs ne fut arrêté !

C'est en vain que les organisations agrariennes du pays protestent contre ces actes de violence en adressant des télégrammes au président du conseil Liaptcheff, insistant auprès de lui pour qu'il fasse cesser ces actes aussi cruels qu'insensés des facteurs « irresponsables ».

Contre l'opposition légale aussi, le gouvernement Liaptcheff continue l'œuvre de violence et de sang de Tsankoff.

L'indignation provoquée par ces actes iniques ne s'était pas encore calmée que ces « irresponsables » se distinguèrent par de nouveaux « hauts-faits ».

Nous avons déjà relaté la propagande antisémite que mènent diverses organisations de patriotards dans le pays, dont la société « Rodna Zachtita », qui a pour président le général Chkoy-noff, l'un des massacreurs de Vladya. Il y a quelques mois, des membres de cette organisation à Choumen maltraitèrent le rabbin ; à Lom, ils forcèrent les juifs bulgares de quitter le pays. Avant les fêtes de Pâques ils apposèrent aux murs, à Sofia et partout en Bulgarie des affiches tricolores avec le texte suivant : « Bulgares, n'achetez rien chez les étrangers, n'achetez que dans les magasins bulgares ! » Cette propagande est organisée par la Ligue Militaire et exécutée par la jeunesse fasciste inspirée par la bourgeoisie spéculatrice bulgare.

Le gouvernement Liaptcheff ne recherche naturellement pas les auteurs de ces provocations ; car ils devraient être poursuivis en vertu de la loi sur la défense de l'Etat, et avec eux leur chef responsable le général Volkoff, chef de la Ligue Militaire et dictateur réel de la Bulgarie.

En même temps, à Borissovgrad, on répandit des proclamations vertes contre « les chiffons rouges et contre les étrangers » — visant la Conférence Syndicale Balkanique.

Ces manifestations xénophobes obligèrent l'opposition légale de s'exprimer en des termes violents contre les facteurs irresponsables. Cette opposition qui considérait hier Tsankoff et considère aujourd'hui Liaptcheff comme représentant la Bulgarie à l'étranger, craint que la campagne contre la dictature fasciste en Bulgarie ne se renforce encore, à la suite de ces menées xénophobes, car l'opposition, elle aussi, entend continuer l'œuvre des dictateurs fascistes et ne ferait, appelée demain au gouvernement, qu'appliquer les lois de Tsankoff et de Liaptcheff. D'où son indignation contre cette propagande xénophobe, qui révolterait l'opinion européenne et rendrait plus difficile encore la tâche du futur gouvernement. Le journal *Znamé* du 30 avril écrit : « Les faux patriotes s'efforcent de compromettre le bon renom de la Bulgarie. Ils deviennent involontairement des agents des ennemis (?) de la Bulgarie, dont l'œuvre infatigable à l'étranger consiste à nous présenter comme un peuple barbare, assoiffé de vengeance. » Pour M. Malinoff, aussi bien que pour les nationaux-libéraux et pour le parti de la Ligue Militaire, l'Entente Démocratique, les étrangers et Bulgares émigrés qui travaillent contre la dictature fasciste bulgare sont les ennemis de la Bulgarie. Non, Messieurs les fascistes, les ennemis de la Bulgarie de Tsankoff et de Liaptcheff à l'étranger sont les meilleurs amis du peuple bulgare, et comme tels ils mènent une lutte contre ces Bulgares, agents de Tsankoff et de Liaptcheff, qui massacrent le peuple bulgare et jettent du discrédit sur la Bulgarie.

« La Ligue bulgare pour la défense des Droits de l'Homme » se montre aussi très emue des actes des facteurs irresponsables. Cette ligue, dirigée par V. Ganef et D. Micheff, et créée pour enduire en erreur l'opinion européenne sur la situation en Bulgarie, cette ligue qui, en voyant les torrents de sang versés en Bulgarie, ne trouva pas une seule fois l'occasion de protester contre les crimes des différents facteurs responsables et irresponsables bulgares, elle est actuellement effrayée des conséquences certaines de la xénophobie de la Ligue Militaire ; elle craint l'éroulement du régime fasciste ; aussi proteste-t-elle contre ces actions des facteurs irresponsables.

Nous considérons comme un fait significatif qu'une organisation telle que la Ligue bulgare pour la défense des Droits de l'Homme ait été, elle aussi, obligée de constater, « que les actes de différents facteurs sont devenus tout un système dans la vie politique bulgare » ; et « que pour ces actes et pour d'autres des différentes organisations conspiratives l'on ne saurait ne pas tenir responsable le gouvernement bulgare ».

Faut-il des preuves encore pour démontrer que sous le gouvernement Liaptcheff il n'existe pas de paix ni de l'ordre en Bulgarie, que les meurtres politiques se suivent tout comme sous Tsankoff et que les facteurs irresponsables, c'est-à-dire la Ligue Militaire dirigée par les ministres Volkoff, St. Vassileff, K. Guéorguieff et le professeur Kouleff, et ses sections, comme l'organisation du bourreau Protogouéoff et celle de l'armée Wrangel, sont les forces obscures qui gouvernent toujours la Bulgarie ?

G. Kazanovsky

L'oligarchie roumaine et l'émigration en Dobroudja

La politique oligarchique roumaine en Dobroudja a pour but de piller les paysans, d'exploiter les ouvriers, de chasser les minorités nationales et de coloniser le pays avec des Roumains. Cette politique est menée depuis un demi siècle environ. L'oligarchie roumaine l'introduisit systématiquement depuis 1878, lorsque la Dobroudja du nord fut cédée à la Roumanie. Avec toutes les terres appartenant à l'Etat turec et aux Sultans, l'Etat roumain forma un fonds agraire auquel il ajouta ensuite les terres des Mahométans forcés d'émigrer en Turquie et celles des Bulgares forcés d'émigrer en Bulgarie. Le gouvernement roumain se mit alors à installer à leurs places des Roumains de la vieille Roumanie, auxquels il donna des terres, des outils, du bétail. Par suite de cette politique, 55% environ de la population

de la Dobroudja du Nord étaient, en 1911, des Roumains. La Dobroudja quadrilatérale du sud fut aussi annexée en 1913 ; de cette population de 290.000 habitants essentiellement bulgares et tures, il n'y avait que 6.000 Roumains. Avant la guerre mondiale, de toute la population de la Dobroudja d'environ 1.000.000 d'habitants, les Roumains ne composaient que 33 ou 34%. Après l'annexion de la Dobroudja du sud, l'oligarchie roumaine renforça cette politique. La population fut terriblement exploitée et soumise à des réquisitions, à la corvée, à une terreur administrative, et à des persécutions ; les éléments éveillés furent massacrés ; en un mot, la Dobroudja, comme aujourd'hui la Bessarabie, fut transformée en une colonie africaine. En outre, l'oligarchie roumaine faisait tout pour enlever les terres aux paysans afin de les appauvrir et de les forcer de quitter le pays.

Nous avons déjà parlé en détail, dans un des derniers numéros de notre journal, du dépouillement de la population de la Dobroudja à laquelle on dérobait ses terres, de l'établissement des colons de la vieille Roumanie et de la Macédoine, et de la politique de dénationalisation et d'assimilation par force du gouvernement. Nous exposerons cette fois une autre méthode pratiquée par ce dernier et tendant à modifier le caractère ethnique de ce pays : l'émigration de paysans et d'ouvriers en Amérique du Sud.

Ainsi que nous avons démontré plus haut, la question de l'émigration des Bulgares et des Turcs ne date pas de nos jours. Elle revêtait seulement une autre forme aujourd'hui. Les Bulgares et les Turcs n'émigrent plus en Bulgarie et en Turquie, sachant bien qu'ils n'y trouveront pas de place. Faisant aussi le jeu des différentes compagnies capitalistes de transport, le gouvernement force la population pauvre bulgare et turque de quitter le pays et de chercher son « bonheur » dans l'Amérique du Sud. L'intérêt que le gouvernement roumain manifeste pour l'émigration des Dobroudjanais résulte de sa tendance à changer le caractère ethnique du pays et à se débarrasser des « éléments révolutionnaires » : ouvriers et paysans, petits propriétaires ou complètement dépossédés, dans le but d'y installer des colons qui soutiendront, pense-t-il, sa politique d'oppression et de réaction, et, au surplus, pour offrir aussi la possibilité à des bourgeois indigènes et étrangers d'exploiter cette population pauvre. Des bourgeois indigènes avides d'argent, des avocats, des intellectuels et des paysans corrompus — tous agents du gouvernement et des compagnies transatlantiques — s'approprient l'argent des émigrants, alors que les compagnies exploiteront leur labeur durant toute leur vie...

Cette union des exploiters donne à ces derniers de bons résultats. Les paysans et les ouvriers pauvres viennent se prendre à leur hameçon. Leur recrutement s'effectue de la manière suivante. La Compagnie Transatlantique, qui a son siège à San Paolo, a aussi sa succursale pour la Roumanie à Bucarest. Georges Galouter en est le directeur. Cette Compagnie a ses agents officiels dans chaque département. La tâche de ces agents consiste à recruter des émigrants. Mais avant le travail de recrutement proprement dit, une propagande préalable pour l'émigration en Amérique du Sud est faite par divers agents officieux et par des journaux bourgeois et surtout gouvernementaux. Ils trompent la population par des mensonges. Ils lui racontent qu'il existe beaucoup de terres libres au Brésil ; que chaque famille obtiendra autant de terres à cultiver qu'elle voudra ; que chacun pourra s'établir là où bon lui semblera ; que dans le courant de dix années les émigrants rembourseront 90% de leur dette en produits de la terre, et qu'après cela ils deviendront les propriétaires de la terre qu'ils cultivent (si, évidemment, ils survivent jusqu'alors à leurs souffrances) ; tout émigrant obtiendra un inventaire mobile et immobile ; on leur construira des habitations, des écoles ; on organisera à leur intention des cours sur l'agriculture moderne ; ils obtiendront la nationalité brésilienne dans un court laps de temps ; le climat y est salubre. Bref, ils lui promettent un paradis terrestre.

Afin de rendre leur propagande plus efficace, ils engagent les paysans indigènes à se rendre au Brésil, et après un séjour de deux ou trois mois dans des conditions favorables, ils les font revenir dans la Dobroudja, où ils décrivent aux pauvres Dobroudjanais les beautés de ce pays. Après avoir de cette manière préparé le terrain, la Compagnie envoie ses divers agents officiels qui, ayant en main l'autorisation du Ministère roumain du Travail, du 16 novembre 1925, n° 20385, suivant laquelle les représentants de la Compagnie Transatlantique « Georges Galouter et G. Balkanski ont le droit de recruter des émigrants parmi les paysans et les ouvriers des diverses nationalités non roumaines », insèrent les paysans désireux de partir pour la « terre promise ». Ils obligent les paysans trompés de signer des contrats, dont ils ne peuvent plus s'affranchir. Les agents de la Compagnie prennent à ceux qui s'inscrivent 2500 leis par personne, dont 1000 leis pour le passeport (quoique la taxe pour le passeport en Roumanie ne soit que de 128 leis), puis 1000 leis pour le voyage et l'alimentation jusqu'à San Paolo (?), et enfin 500 leis de « gratification » pour les deux avocats chargés par le gouvernement « de s'occuper de procurer des passeports aux émigrants ». Pour montrer l'intérêt que l'oligarchie roumaine

manifeste pour l'émigration des paysans et des ouvriers dobroudjanais, il suffit de mentionner le fait suivant : la Préfecture de Dobritch a annoncé officiellement par une circulaire n° 5038 à toutes les mairies, que seule la Compagnie Transatlantique a le droit de recruter des émigrants pour le Brésil, et leur a ordonné de « faciliter le travail » de ses agents. La préfecture n'a pas oublié d'annoncer en même temps que la situation au Brésil est excellente. Par suite de cette propagande, beaucoup de paysans, trompés, s'inscrivirent pour émigrer au Brésil. Cela continue toujours. Le délai d'inscription, qui finissait le 1^{er} mars, fut prolongé jusqu'au 1^{er} juin, parce qu'il y avait beaucoup de paysans qui manifestaient le désir de partir pour le Brésil... ».

Cette propagande ne se limite point aux Dobroudjanais ; elle s'étend aussi à la Bessarabie et à la Transylvanie. Elle trouve surtout un terrain favorable en Bessarabie. La population y gémit sous un régime des plus féroces. Le procès de Kichenev nous a montré l'oppression politique, administrative et économique sous laquelle y vit la population. Beaucoup de paysans sont aussi tombés sous les griffes des agents de la Compagnie et du gouvernement à la suite de la mauvaise récolte de ces deux dernières années. Deux mille personnes sont parties jusqu'à présent. Six mille personnes sont inscrites pour partir en été prochain.

Cependant, les paysans et les ouvriers comprirent tout de même qu'ils devinrent victimes de l'avidité capitaliste et de la réaction gouvernementale (il en fut de même en Bulgarie ; environ 8000 paysans et ouvriers bulgares, trompés par la même Compagnie assistée par le frère de G. Balkanski, lui-même originaire de Dobroudja, partirent pour le Brésil, où beaucoup d'entre eux périrent). La question de l'émigration des paysans et des ouvriers dobroudjanais au Brésil fut soumise à l'examen des Chambres agricoles de la Dobroudja par les représentants du parti agrarien qui voulaient faire cesser cette infamie et sauver les paysans et les ouvriers de la mort ou de l'exploitation scandaleuse. Ceux qui présentèrent ces interpellations n'omirent pas de démasquer les véritables intentions de l'oligarchie : la dénationalisation de la Dobroudja. Mais le succès de ces efforts est très improbable, vu que l'oligarchie est par son caractère même disposé à se servir de pareils moyens pour dénationaliser la Dobroudja.

N. Kalinka

La nouvelle politique économique en Roumanie

« Tout par nous-mêmes », telle était l'orgueilleuse devise du capital financier roumain aspirant sans cesse à augmenter sa puissance et qui, après la fin de la guerre, parvint en effet à s'assurer dans les provinces nouvellement conquises de la Grande-Roumanie des possibilités illimitées d'exploitation. « Tout par nous-mêmes », répétait le gouvernement Bratiano, qui abandonna ces derniers temps le pouvoir, après avoir géré pendant quatre ans les affaires de la haute-finance.

Mais le nouveau gouvernement formé par le général Averesco, et qui doit son avènement à la faveur de la dynastie et l'aide de Bratiano, se contenta de paroles plus modestes. D'après le programme économique du gouvernement Averesco la tâche la plus importante de sa politique économique consiste à « s'assurer la coopération du capital étranger ». On ne pouvait vraiment exprimer en des termes plus brefs et plus précis la pleine et entière capitulation devant le capital étranger.

Le regroupement politique, opéré à la suite de la démission de Bratiano, et la nomination du nouveau gouvernement Averesco, n'étaient que l'expression extérieure de la modification que subirent les idées du capital financier roumain. Il s'agissait, en effet, des efforts fiévreux du capitalisme roumain de se tirer du pétrin. Après sept années de combats contre des moulins à vent, il emporta la paix et la protection du capital étranger qui, cependant, lui dicta une complète capitulation.

La situation économique de la Roumanie dut subir des crises d'une gravité exceptionnelle avant que la haute-finance régnante se vit dans l'obligation de renoncer sans conditions à la lutte inégale avec le capital étranger. Aux premiers pas offensifs, à la nationalisation des sociétés roumaines de pétrole, le capital étranger répondit, comme on le sait, par un coup qui abattit non seulement la partie adverse, mais la vie économique roumaine toute entière. La crise monétaire roumaine, pour ne citer qu'un exemple, doit être considérée comme l'une des conséquences de cette lutte. Aujourd'hui, le lei roumain a atteint aux bourses de l'étranger son point le plus bas. Un dollar vaut à Bucarest 300 leis dans le commerce privé, soit dix fois plus que lors des premières tentatives de nationalisation. Parallèlement avec la chute de la monnaie roumaine, le pays fut envahi par une énorme vague de cherté qui abassa le *standard* de la vie des masses travailleuses. D'après les statistiques officielles, l'*index* dans la période allant de la fin de la guerre au janvier 1926 est, en moyenne, de 48. Depuis, le renchérissement a été plus rapide. L'abaissement du *standard* de la vie des masses travailleuses peut être constaté par les statistiques du ministère de l'industrie,

d'après lesquelles les salaires n'ont augmenté de 1924 à fin 1925, que de 24 fois.

En même temps que la force d'achat de la monnaie diminuait, la pénurie d'argent et l'usure prenaient des proportions énormes. Des crédits de banque à 40—60% sont en Roumanie des « crédits normaux ». C'est, bien entendu, les larges masses des consommateurs qui doivent supporter les conséquences désastreuses de l'usure bancaire. Mais il est également compréhensible que les capitalistes roumains veulent arrêter cette crise monétaire. Aussi le gouvernement Averesco se propose-t-il comme but la stabilisation du lei.

Mais ceci ne peut se faire qu'au cas où le capital étranger arrête son offensive contre l'économie roumaine, accourt à son secours. La question d'un large crédit étranger se trouve de nouveau au premier plan. La tâche dans laquelle le gouvernement abhorré de Bratiano avait échoué, c'est le gouvernement Averesco qui doit l'accomplir aujourd'hui. Cependant, la France est occupée de ses propres problèmes économiques, le capital anglais exige de larges garanties et il a fait aussi de tristes expériences avec la bonne volonté de paiement des gouvernements roumains. Il ne reste donc autre chose que de tenter la chance chez Mussolini. On croit atteindre d'une pierre deux oiseaux. D'abord, on veut s'assurer d'amicales relations diplomatiques avec l'Italie afin d'obtenir une ratification de l'annexion bessarabienne, et deuxièmement on croit pouvoir arriver à se faire accorder un large crédit italien. On caresse cependant des espoirs bien peu fondés si l'on croit qu'en établissant dans le pays le régime fasciste on puisse en même temps acquérir les sympathies et les crédits de Mussolini.

Nous pensons que Mussolini, et en tout premier lieu les capitalistes italiens, en dehors des assurances que « les Italiens et les Roumains sont apparentés par le sang et ont besoin les uns des autres », voudront avoir des garanties plus concrètes. Le capitalisme roumain n'a guère pour le moment des chances sérieuses d'obtenir des crédits italiens, quoique la diplomatie et la haute-finance roumaines déploient les plus grands efforts dans ce sens. Ce sera pour l'instant un grand succès si le gouvernement actuel peut payer les intérêts, prévus dans le budget, des différents crédits étrangers.

La révision de la politique d'exportation, promise dans le programme économique, indique les conditions modifiées de l'économie roumaine. Les énormes droits d'exportation sur les céréales passaient pour être d'importantes sources de revenus, et exprimaient en même temps le caractère capitaliste de la politique économique roumaine d'après-guerre. D'après le nouveau programme économique d'Averesco, cependant, cette politique douanière doit disparaître. Graduellement diminueront et disparaîtront les droits d'exportation sur les céréales, afin que la production agraire roumaine soit à même de tenir tête à la concurrence. Les statistiques de l'année écoulée nous montrent que pendant les neuf premiers mois l'exportation de blé n'a représenté que 24% de l'exportation totale, contre 43,9% en 1924.

Les agrariens dirigeants attirent depuis longtemps déjà l'attention du gouvernement sur le fait que la production rurale roumaine perd ses débouchés de plus en plus, et que cette perte ne peut nullement être compensée par l'augmentation relativement importante de l'exportation du pétrole.

Le leader des cercles agraires, Garoflid, étant arrivé au poste de ministre, on veut mettre fin à la crise agricole en supprimant les droits d'exportation sur les céréales. En même temps, le programme économique promet un élargissement de la réforme agraire par des répartitions de nouvelles terres boisées et marécageuses. Derrière ces promesses électorales du gouvernement se cachent cependant d'autres plans. La Roumanie possède 73 millions d'hectares de forêts, exploitées surtout par des sociétés à capitaux étrangers. L'exportation du bois commence peu à peu à prendre la place de celle du blé. D'après les statistiques susmentionnées, elle représente 22,5% de l'exportation totale : presque autant que l'exportation du blé. Le capital bancaire roumain cherche depuis longtemps déjà à s'emparer de cette affaire lucrative. Au Sénat, le patriarche orthodoxe Christea Miron ouvrit lui-même une offensive contre les « étrangers qui pillent les forêts ». Donc, sous le masque d'une réforme agraire, les grandes banques patriotiques, et en premier lieu la banque gouvernementale *Banca Romaneasca*, veulent participer aux affaires des exportateurs de bois. Cette tentative suscitera certainement dans les cercles capitalistes étrangers intéressés des inquiétudes susceptibles de mettre en danger la politique économique de conciliation. Mais ce qui est certain, c'est que par cette offensive les masses paysannes sans propriétés ne deviendront point propriétaires de terres boisées et que l'exportation roumaine de bois ne sera nullement augmentée.

La crise agraire s'exprime non seulement par la diminution catastrophique de l'exportation du blé, mais aussi par la terrible misère des petits cultivateurs. Le nouveau programme économique veut venir en aide par des crédits agricoles aux masses paysannes affamées. Nous craignons que ces crédits ne servent qu'à obtenir des taux d'intérêts usuraires, tout comme le financement de la réforme agraire et la dernière assistance contre la

famine en Bessarabie ne servirent qu'à assurer à quelques grandes banques de brillantes possibilités de bénéfices.

Rien n'illustre mieux les conséquences désastreuses de cette politique que les chiffres relatifs à l'émigration. Rien que dans le courant de l'année écoulée 2.961 personnes (dont 2.034 de la Transylvanie) émigrèrent aux Etats-Unis d'Amérique, 1.019 (dont 508 de la Transylvanie) au Canada, 537 (dont 394 de la Transylvanie) en Argentine, 14.661 (dont 11.100 de la Bessarabie et 2.703 de la Transylvanie!) au Brésil, 1.825 (dont 1.108 de la Transylvanie et 383 de la Bessarabie) en Palestine.

Ces chiffres parlent éloquemment. Encore faut-il y ajouter les dizaines de milliers, qui partirent illégalement. Le fait que c'est la population paysanne de la Bessarabie et de la Transylvanie qui prend le douloureux chemin de l'émigration, en dit plus de l'oppression nationale et de la misère économique que des bibliothèques entières. Nul programme économique du gouvernement actuel ne peut y remédier, nulle nouvelle tactique ne peut supprimer la crise économique; c'est avant tout le système actuel de l'exploitation et de l'usure illimitées qui devraient disparaître complètement.

Transilvanicus

Souvenirs de la vie et de l'activité de Todor Panitza

Il y a exactement un an depuis que le courageux révolutionnaire T. Panitza succomba, à Vienne, aux coups d'une main mercenaire. Il mourut loin du pays pour la liberté duquel il consacra toute sa vie, dès sa prime jeunesse, assassiné par une lâche progéniture macédonienne d'origine aroumaine (koutsovalaque), fille d'un usurier en faillite. La meurtrière, malade, avait besoin de moyens pour faire une cure à l'étranger et pour aider sa famille ruinée par les spéculations du père. Les assassins des peuples macédonien et bulgare corrompirent la lâche meurtrière avec beaucoup de millions, pris par la terreur à la population macédonienne dans la région de Pétritch et dans toute la Bulgarie.

En ma qualité d'ancien camarade de Panitza, je considère comme mon devoir de raconter à l'occasion de l'anniversaire de sa mort tragique au moins quelques épisodes de sa vie politique turbulente, épisodes qui remontent au début de son activité dans notre région de Drama, où il se distinguait pendant des années de suite comme ami et défenseur dévoué de la population paisible sans distinctions de religions ni de races.

C'est en 1904 qu'il apparut pour la première fois dans la région de Drama. Ce fut après le congrès de Pirine où les délégués de Drama insistèrent à ne plus envoyer dans leur région de tchéta permanente et autonome, à cause des pénibles conditions d'action par suite de la propagande grecque renforcée, des trahisons fréquentes des gros propriétaires gréco-manes et enfin par suite de l'établissement de l'armée turque dans tous les villages après l'attentat du pont de l'Anguista, que G. Deltechev avait fait sauter en l'air en 1913. Comme preuve les délégués rappelaient le cas du premier voïvode de Drama Dim. Gochtanov, obligé après quelques tournées, de renoncer à notre région; puis celui du voïvode Atanase Téchovaliata qui entreprit quelques actions pénibles et enfin le sort de Mirtcho Voïvoda qui fut trahi, après un séjour de deux mois, par le gros propriétaire Krstile de Kalopote, qui voulait s'accaparer les 150 livres turques appartenant à l'organisation et déposées chez lui. Le voïvode fut tué, tandis que les tchetnitsis se dispersèrent et n'apparurent plus. Malgré l'insistance des délégués, le congrès envoya dans la région de Drama un tchéta autonome sous la direction de M. Daev et de T. Panitza, qui accepta avec plaisir.

A leur départ pour l'arrondissement ils entendirent beaucoup de paroles décourageantes et de mauvais présages, de la tchéta de Nevrokope et d'autres militants légaux. Ils leurs disaient entre autres: vous pourrez tenir à peine 2-3 mois et si quelqu'un de vous retourne vivant, nous serons heureux d'aller à sa rencontre.

Heureusement les pronostics ne se réalisèrent pas. A son arrivée dans la région de Drama, la tchéta divisa l'arrondissement en deux rayons: celui de Drama et de Zrno. Le premier rayon eut pour voïvode T. Panitza et le second — M. Daev.

Prenant la direction de son rayon, Panitza s'empressa de se rendre compte de la situation et de prendre les mesures nécessaires afin d'éviter le sort de ses prédécesseurs. La région était couverte d'un vaste réseau d'espionnage, la trahison y était à l'ordre du jour. Le pouvoir corrompu et les divers gros propriétaires villageois et citadins faisaient bloc contre les révolutionnaires. La pauvre population paysanne était soumise à un régime d'exploitation et d'oppression. Panitza n'hésita pas à appliquer la seule méthode possible dans cette situation: semer la panique dans les rangs des oppresseurs, des traîtres et des espions et remonter l'esprit de la population opprimée. Il attaqua la maison des Kambovov au village Egri-Déré. Ce fut une famille de gros propriétaires, mouchards dangereux. (Par exemple ils trahirent en 1890 Stoyo Voïvoda.) Panitza mit à mort les membres les plus connus de cette famille de mouchards, tout en épargnant les innocents et

incendia la maison. De cette manière il répandit une grande peur parmi tous les traîtres et espions et redonna courage à la population opprimée. Il parcourait les villages, encourageant la population bulgare terrorisée. Par son équité et sa tolérance il réussit en peu de temps à gagner les sympathies de la population qui l'adorait. Ses rencontres à Plevnia, à une heure de distance de Drama avec les gréco-manes sont vraiment typiques.

Dans la maison où logeait la tchéta, arriva un jour par hasard le gros propriétaire du village et gréco-mané fanatique Dim. Yantchooglou et vit les tchetnitsis. Le propriétaire de la maison et les membres du comité villageois insistèrent auprès du voïvode pour qu'il donnât l'ordre de faire disparaître ce tchorbadji, car ils étaient sûrs qu'il les trahirait. Cependant, pour le grand étonnement de tous, Panitza invita celui-ci à un entretien en lui expliquant qu'il n'avait pas pour tâche de poursuivre ni de tuer des turcs, des grecs et des bulgares patriarchistes, mais au contraire de les unir tous et de les opposer au pouvoir tyrannique turc, donc l'esclave est le peuple macédonien entier, sans distinctions de culte ni de nationalités, et de conquérir une pleine liberté et des droits égaux pour tous; et qu'enfin l'organisation dont il était membre ne poursuivait et ne punissait que ses ennemis et les traîtres. Après cet entretien, Yantchooglou, ravi et convaincu, s'en alla et non seulement ne devint pas un traître mais dès le premier jour de fête il emmena toute sa famille à l'église bulgare, envoya ses enfants à l'école bulgare et demeura jusqu'au dernier moment de sa vie un membre fidèle de l'organisation. La même chose arriva à un autre gros propriétaire gréco-mané du village, Anghel Ouroumooglou. Ce fut aussi le cas du tchorbadji Ivan Bolgounev du village Vissotchen, devenu également membre fidèle de l'organisation.

En 1906, poursuivis par l'armée turque nous tombâmes par hasard sur un groupe de faucheurs turcs à Bozdague, qui à notre vue furent saisis de panique. Panitza les encouragea, examina leurs revolvers et les leur rendit. Puis il leur expliqua que lui et ses camarades ne luttaient pas contre la population paisible et pauvre, mais contre le pouvoir des sultans et les beys, qui opprimaient également les paysans turcs. Nous ne mangeâmes rien pendant deux jours. Nous demandâmes si le village était très éloigné et si nous y pouvions obtenir du pain; en réponse de quoi ils nous offrirent du pain, mais le voïvode ne l'accepta pas, car le village était loin et eux-mêmes devaient souffrir de faim. Panitza, en les quittant, leur indiqua l'endroit où nous devions passer la journée et leur disait qu'ils pouvaient nous trahir et nous dénoncer à l'armée, s'ils le désiraient. Le lendemain, des troupes turques randoant dans la région, tombèrent sur les mêmes faucheurs. Elles dérobèrent aux paysans leur pain et leurs revolvers en les ruant de coups. De retour à leur village Karliakovo, les faucheurs trouvèrent les chefs de l'organisation Kara Vassil et Guéorgui Trambouradjia et le prièrent de les admettre comme membres, en leur racontant la rencontre avec Panitza et avec les soldats turcs. Une autre fois, nous fûmes découverts à l'endroit Stavréva Padina à Bozdague, par des bergers turcs qui demeurèrent, à notre vue, stupéfaits de terreur. Panitza les calma. Reprenant courage, ils se mirent à raconter qu'ils avaient déjà entendu parler d'un certain Panitza qui ne faisait pas de mal aux habitants paisibles et que par conséquent ils n'avaient pas grand-peur des comitadjis. Panitza leur expliqua qu'eux-mêmes étaient esclaves des beys et du pouvoir des sultans et que lui et son organisation luttaient pour la liberté de la population pauvre, sans distinctions de religions ni de nationalités. Les bergers saluèrent et descendirent vers le village. Cependant ils revinrent vers le soir, accompagnés du vieux chef des bergers (kehaya) qui nous apporta du pain et entra en conversation avec nous. Il nous raconta en détail les souffrances des paysans de cette région terrorisée par Démir Aga, le tout-puissant bey de Karliakovo; il pria Panitza de tuer cet oppresseur, après quoi nous serions reçus dans tous les quartiers turcs et considérés comme sauveurs.

Panitza l'écouta attentivement et lui dit qu'il obligerait Démir Aga de s'amender, d'une autre manière, ne voulant pas le mettre à mort, car dans ce cas, tous les villages bulgares en souffriraient. A leur départ, le voïvode paya toutes les nourritures qu'ils avaient apportées en dépit de la résistance du kehaya qui ne voulait pas accepter de l'argent.

Dans le but d'amener les beys, propriétaires fonciers et accapareurs de la dime, à renoncer à exploiter les ouvriers des fermes et les paysans pauvres de la région de Drama, Panitza recommandait à ces derniers de cacher une grande partie de la moisson. Ainsi, après peu de temps, les accapareurs de la dime renoncèrent à l'acheter, et de cette sorte elle pouvait être achetée à un prix très bas par les paysans eux-mêmes. Les propriétaires de fermes furent ainsi obligés de vendre leurs terres aux paysans. Ainsi furent achetées par ces derniers les fermes suivantes: «Obayata» près du village Egri-Déré, «Ramentsi», peuplée de 40 familles et «Lissé» — de 50 familles non loin du village Elesse.

Les fermiers partagèrent leurs terres suivant le nombre des membres de la famille.

Panitza et ses camarades eurent pendant deux années, environ vingt combats avec l'armée turque. Panitza éleva le mouvement révolutionnaire dans la région de Drama à la hauteur des autres arrondissements du département de Sérès. (Il est à remarquer que ces autres arrondissements subirent moins l'influence de la propagande grecque et les actes arbitraires de l'armée turque.)

Dans tous les villages fonctionnaient des tribunaux révolutionnaires, qui examinaient et tranchaient les différends et les litiges entre les habitants du village, et cela rapidement, impartialement et sans vénalité. La population turque elle-même demandait la justice à ces tribunaux révolutionnaires. En 1907, Panitza partit avec la permission du comité départemental pour sa ville natale où il vendit tous ses biens pour acheter des munitions, des armes, des longues-vues, des livres révolutionnaires et des médicaments pour les tchetnitsis et les paysans, et divers cadeaux pour les enfants pauvres. Cela émut profondément tous les milieux révolutionnaires du département.

Il continua aussi plus tard son action révolutionnaire, dans la région de Drama, jusqu'à l'Ouriète (la Constitution); il fut alors élu membre du comité départemental, mais il n'en continuait pas moins son action révolutionnaire dans l'arrondissement. A cette époque il participa vivement à l'affaire de l'enlèvement de l'anglais Eliot, et fut blessé dans le combat avec les Turcs. Il accomplit sur l'ordre du comité départemental l'action contre les tout-puissants de Sofia, Sarafov et Garvanov.

Ce ne sont que quelques épisodes du glorieux début d'une activité de 25 années au service de la cause macédonienne. L'activité du grand révolutionnaire fut utile au peuple et touchante par ses exemples édifiants. Il risquait sans cesse sa vie. Il semait la panique et faisait tressaillir les cœurs des tyrans et de traîtres du peuple. Son nom vit toujours dans la mémoire du peuple macédonien opprimé comme le synonyme d'une rare intrépidité. Sa vie, faite d'abnégation, de dévouement et d'héroïsme servira toujours d'exemple dans la lutte pour la libération de la Macédoine.

Ja. Dramsky

REVUE DE LA PRESSE

Presse roumaine

La terreur électorale en Bessarabie

L'*Adeverul* du 7 mai écrit :

« Les informations reçues de Bessarabie par les partis de l'opposition présentent une gravité particulière.

« Aujourd'hui est arrivé dans la capitale M. Bogos, l'ancien ministre de la Bessarabie, qui vient directement de Kichenov. Il nous a dit que sous aucun des gouvernements précédents la terreur n'a été aussi grande qu'à présent. Les autorités empêchent les leaders de l'opposition de quitter les villes ou les villages où ils descendent pour faire de la propagande électorale. Ils ne peuvent utiliser ni la poste, ni le télégraphe, ni le téléphone. On fait toutes les difficultés possibles pour empêcher l'enregistrement des listes de candidats. »

Dans l'*Aurora* du 1^{er} mai nous lisons :

« Il y a quelques jours, MM. Halippa et Cazaclin, anciens députés, empêchés d'aller à Soroki, ont été hébergés pour la nuit dans la commune de Floresti chez le paysan Botnar. Après le départ de MM. Halippa et Cazaclin, une perquisition a été faite chez leur hôte. On a confisqué tous les papiers qu'on a trouvés dans sa maison. Botnar lui-même a été arrêté, emmené, et jusqu'aujourd'hui on ne sait pas quel a été son sort, les autorités refusant toute réponse aux demandes adressées à ce sujet. On craint fort que Botnar n'ait été assassiné par les gendarmes. »

Et dans la Dobroudja aussi!

L'*Aurora* du 2 mai écrit :

« Après avoir nommé des préfets qui font encore partie des cadres actifs de l'armée, après avoir déclaré des villages entiers « contaminés par des maladies contagieuses » (pour en empêcher les habitants d'aller exercer leur droit de vote), après avoir essayé d'empêcher un immense nombre de citoyens de participer aux élections par la convocation des classes de la réserve, le gouvernement « de l'ordre et de la légalité » a trouvé qu'il est plus facile de se débarrasser des citoyens qui sont contre son régime — tout simplement en les expulsant.

Il a été procédé ainsi dans le district de Durostor, sur l'ordre du préfet, à l'expulsion d'un grand nombre de citoyens roumains d'origine bulgare, citoyens paisibles et autochtones, y possédant des maisons, des terres, des vignes, etc. »

Presse bulgare

Les « Narodniaks » sont avides de sang*)

Le journal *Narod* du 28 avril dernier écrit sous ce titre : « Al. Savov profère des menaces dans l'article de fond du journal *Mir* n° 7.744 du 20 avril : « Si un insensé se permet de faire sauter un train, une église ou un théâtre, cet acte de folie sera payé cher avant tout par les anciens membres du parti communiste. »

Nous demandons aux hommes politiques bulgares : sous quel régime vivons-nous ?

Sonnez le tocsin, tant qu'il est temps, non pas pour sauver quelques dizaines ou centaines de citoyens bulgares innocents, si un fou ou un provocateur jette une bombe dans un théâtre quelconque et cause la mort de quelques spectateurs, mais pour empêcher le crime que les Narodniaks propagent dans les colonnes de leur organe, pour que la Bulgarie ne doive pas de nouveau rougir devant l'opinion publique européenne, et pour

*) Les « Narodniaks » c'est le Parti des usuriers, des banquiers et des spéculateurs qui donne tout son appui au gouvernement de la dictature fasciste. (N. de la R.)

qu'enfin le peuple bulgare ne soit pas considéré comme un peuple barbare.

N'existe-t-il pas de lois pour protéger la patrie contre les provocateurs, n'y a-t-il pas de procureur contre eux ?

Ces Bulgares anciens communistes, qui ont toujours condamné et condamnent l'effusion de sang pour résoudre des questions politiques, peuvent-ils être sûrs de leur vie et de celle de leurs familles ?

Mais si un insensé ou un provocateur sadique commet un attentat, de quoi les anciens communistes sont-ils donc coupables ? — ces citoyens bulgares et leurs familles doivent-ils donc être livrés comme des otages aux Narodniaks ?

C'est une chose inouïe ! C'est un cynisme criminel sans pareil ! Est-ce là le moyen d'arriver à la pacification ?! Vous dites aux anciens communistes de quitter la Bulgarie !! Mais pourquoi faites-vous alors appel aux émigrés de retourner dans leur patrie ? Est-ce seulement pour les massacrer ?!

Les Narodniaks sèment l'orage.

Les cruautés des autorités serbes

La situation dans les territoires bulgares de Tsaribrod, de Bossilégrad et autres, annexés à la Yougoslavie, est aussi pénible que dans la Macédoine serbe. Les Serbes y pratiquent aussi leur système de violences, de pillages, de meurtres.

Le Comité Directeur des émigrés de ces régions vient d'adresser à la Société des Nations un télégramme demandant son intervention pour mettre un terme à cette situation insupportable. Il est inutile de rappeler que la Société des Nations, dans sa constitution actuelle, est incapable de régler cette question. Mais c'est pour illustrer les conditions de vie auxquelles sont soumis les Bulgares de ces régions que nous citerons ce télégramme, publié par le *Radical* de Sofia du 30 avril dernier :

« Nos frères de nos foyers paternels subjugués sont soumis à des violences indicibles par les autorités serbes, violences auxquelles viennent toujours s'ajouter de nouveaux et cruels meurtres. En voici quelques-uns des plus récents : Pavel Grigoroff, 22 ans, du village de Bélouté, assassiné, Ivan Stoeff, 27 ans, de Bobéchino, et Stoïne Tsvetkoff, 21 ans, de Dolna Lioubata, tués à 500 mètres de la frontière, en territoire serbe ; Kiril Gospodinoff, 14 ans, Vesselin Nikoloff, 17 ans, Anghel Jakimoff, 20 ans, du village de Bistr, tous trois orphelins de guerre, emmenés de force pendant la nuit de leurs domiciles et fusillés par les soldats serbes sans jugement ni sentence. Nous venons d'apprendre qu'aujourd'hui même eurent lieu deux nouveaux meurtres dans la région de Bossilégrad. La place ne permet pas d'énumérer en ce lieu les bastonnades et les pillages incessants. Tous ces actes de violence sont commis sur l'ordre exprès du capitaine serbe Thomas Stankovitch à Bossilégrad, qui menace publiquement de barricader les frontières avec des cadavres bulgares.

Et ceci se passe à un moment où il n'est partout question que de pacification et de fraternisation des peuples !

Le Comité Suprême de l'émigration des régions occidentales bulgares considère la Société des Nations comme l'unique organe compétent et autorisé pouvant empêcher le renouvellement de ces douloureux événements, et demande une enquête et la cessation définitive de cette extermination de la population innocente de notre pays. »

Comment vivent les enfants bulgares ?

Le journal *Narod* du 14 avril dernier écrit :

L'*Union pour la protection des enfants* a fait une enquête sur l'état de santé des élèves des écoles primaires de Sofia et des villages des alentours.

Il a été établi que 40% des élèves à Sofia et 20% de ceux dans les villages sont atteints de la tuberculose.

Naturellement, ce sont surtout les enfants du peuple laborieux et pauvre qui sont atteints de cette maladie.

Car, non seulement ils ne mangent pas à leur faim, mais aussi la nourriture qu'ils reçoivent est d'une qualité inférieure, grâce aux agissements des spéculateurs; aussi ces pauvres petits malheureux dépérissent-ils à vue d'œil. Et d'autre part, les

demeures misérables, étroites, humides et froides dessèchent la sève vitale de ces frères existences.

Ils sont devant nous, pâles, faibles, courbés, languissants!

Ouvriers et paysans, à vous de lutter pour la protection de la vie de vos enfants!

PARTIE ALLEMANDE

Die Balkan-Föderation und die europäische öffentliche Meinung Unsere Enquete bei politischen und literarischen Persönlichkeiten

Das tragische Schicksal des mazedonischen Volkes legt uns die Pflicht auf, um seine Befreiung zu kämpfen.

Unter dem feudalen Regime der Türkei haben sich Tausende und Abertausende von Mazedoniern auf dem Altare des Befreiungskampfes geopfert. Nach dem Balkankriege hat Mazedonien nur die Herren gewechselt: es wurde aufgeteilt, verteilt unter Serbien, Bulgarien und Griechenland. Und dann wurde diese Teilung feierlich eingeweiht durch den europäischen Krieg, welcher, wie man uns sagte, für die Befreiung der unterdrückten Völker geführt wurde. Heute aber kennt das mazedonische Volk eine viel ärgere Knechtschaft als zur Zeit des türkischen Joches.

Heute wollen seine jetzigen Herren das Volk sich assimilieren oder vernichten. Geleitet von der Idee, die mazedonische Frage aus der Welt zu schaffen, schrecken die Beherrscher Mazedoniens vor keinem Mittel zurück, um dieses Volk zu vernichten.

Durch eine Politik systematischer Schreckensherrschaft wurden einerseits Massenabschlachtung und andererseits Verfolgung und Raub organisiert, so daß das mazedonische Volk sich gezwungen sieht, seine Häuser und seine Güter zu verlassen und sein Heil in der Massenemigration zu suchen.

Und diese schreckliche Tragödie vollzieht sich infolge der in allen Balkanländern herrschenden Reaktion und Gewaltherrschaft der blutdürstigen weißen Regierungen.

In Bulgarien haben Tsankoff und sein Erbe, die Militärliga, die Blutbadpolitik türkischer Sultane brutal angewandt, aber in einer mehr methodischen und raffinierteren Weise. Neben den Massenschlächtereien, die sie organisierten, haben sie noch Kondottieri angeworben und den „Richtern“ die Todesurteile einfach diktiert; so sind Tausende und Abertausende unter dem Messer der von der Regierung bezahlten Mörder gefallen. Die durch die Hinrichtungen und das „Verschwinden“ entleerten Gefängnisse füllen sich immer aufs neue. Der heftigste Schrecken herrscht im ganzen Lande. Die Reaktion hat ihren Höhepunkt erreicht.

In Jugoslawien hat Paschitsch eine reaktionäre Diktatur eingeführt, welche mit ihrer willkürlichen und auf eine äußerste Zentralisierung basierten Politik unter den verschiedenen Nationalitäten des Landes einer Unzufriedenheit Bahn gebrochen hat; schwer werden die Folgen sein.

In Griechenland sind es die Militärdiktaturen, die aufeinanderfolgen.

In Rumänien herrscht eine Regierung der feudalen Reaktion, welche die arbeitenden Massen erdrückt, die ethnischen Minderheiten vergewaltigt.

Endlich hat sich in Albanien ein Abenteurer, Ahmed Zogu, zum Werkzeug und Helfershelfer von Paschitsch gemacht, er terrorisiert das Volk durch seine Diktatur und mordet seine politischen Gegner.

In allen Balkanländern ist es die Reaktion, die in ihrer vollsten Roheit herrscht. Es herrschen Haß und Rivalität, welche die Völker der Halbinsel zerreißen. Es erfolgen Aufstände, Metzeleien und Krieg.

Was ist das Heilmittel?

Wir sind überzeugt, daß es nur ein einziges Mittel gibt, um der Gefahr vorzubeugen: es ist die Föderation der Balkanvölker. Um diese durchzusetzen, haben wir die Veröffentlichung der „Balkan-Föderation“ unternommen.

Die Idee einer Balkan-Föderation, einer freien Gruppierung aller Balkanvölker in Vereinigten Staaten, unabhängig und solidarisch zu gleicher Zeit, erfüllt seit langen Jahren die verschiedenen Völker der Balkanhalbinsel mit Hoffnung, welche gestern von den türkischen Sultanen unterdrückt waren und heute von den reaktionären und faschistischen Regierungen unterjocht und ausgebeutet werden.

Diese Idee, welche immer tiefer und tiefer in die Balkanmassen eindringt, wir haben sie den autorisiersten Vertretern der europäischen öffentlichen Meinung unterbreitet.

Wir haben uns an wissenschaftliche, literarische, politische Persönlichkeiten gewandt.

Wir haben ihnen folgende Fragen unterbreitet:

1. Betrachten Sie die jetzige Lösung der mazedonischen Frage als den Prinzipien der Gerechtigkeit, der Freiheit und den Interessen des Friedens entsprechend?

2. Glauben Sie, daß unter der jetzigen balkanischen Reaktion die Rechte der Minderheiten genügend geschützt, geachtet oder garantiert sind?

3. Welches ist, Ihrer Ansicht nach, das Mittel, welches der

Reaktion ein Ende machen könnte, einerseits der Unterdrückung der ethnischen Minderheiten, andererseits den Rivalitäten, welche die Balkanstaaten gegeneinander hetzen?

4. Glauben Sie an die Möglichkeit der Verwirklichung einer Balkan-Föderation durch die jetzigen Regierungen?

5. Was denken Sie, im allgemeinen, von einer Förderung der Balkanvölker, und welche sind, Ihrer Ansicht nach, die Bedingungen, unter welchen man sie verwirklichen könnte?

Die Antworten, die wir erhalten haben, bilden eine Reihe von Argumenten, von historischen, politischen, ökonomischen, sozialen Gründen zugunsten der Bildung der rettenden Balkan-Föderation. Sie beweisen allen unter der Balkanunterdrückung gemarterten Herzen, daß diese Forderung von den autorisiersten Vertretern der arbeitenden Massen und qualifiziertesten Intellektuellen Europas verstanden, gebilligt und unterstützt wird.

Diese Mobilisation der europäischen öffentlichen Meinung zugunsten der Balkan-Föderation ist die Antwort auf die faschistischen und reaktionären Gewalttaten der Regierungen, die sich nur auf den weißen Terror stützen.

Sie ist für uns, für unser Organ, für die Aufgabe, die wir uns gestellt haben, mehr als eine wertvolle Ermunterung: sie bildet einen äußerst wertvollen moralischen Erfolg, welcher den kommenden Sieg verkündet.

Es sei uns denn gestattet, beim Beginn der Veröffentlichung dieser Antworten an all die Männer des Gedankes und der Wissenschaft, welche uns den Weg der Rettung haben bestätigen wollen, im Namen der Balkanvölker unseren innigsten Dank zu richten.

Die Redaktion

Henri Barbusse

Henri Barbusse wurde am 17. Mai 1873 in Asnières geboren. Er ist einer der wenigen Schriftsteller, die zu gleicher Zeit den denkenden und den handelnden Menschen verkörpern. Der berühmte Autor des „Le feu“ stellte sich an die Spitze der „Ehemaligen Kriegskämpfer“ und führte einen äußerst entschlossenen Kampf gegen den Krieg und die kapitalistische Gesellschaft. Er ist auch Generalsekretär der „Ehemaligen Kriegskämpfer“.

Nur wenige Schriftsteller haben den Erfolg gekannt, den sich Henri Barbusse durch seine hartnäckige Anklage gegen die große Schlächtereien, gegen den Krieg erobert hat.

Nach dem „Feuer“ hat er in kurzer Folge: „Klarheit“, „Einige Winkel des Herzens“, „Worte eines ehemaligen Kriegers“, „Der Lichtschein im Abgrunde“, „Das Messer zwischen den Zähnen“ und erst kürzlich „Die Verkettungen“ veröffentlicht.

Genosse und lieber Kollege!*

Sie haben mir, die Situation auf dem Balkan betreffend, einen Fragebogen zukommen lassen, den zu beantworten ich als meine Pflicht erachte, infolge der tragischen Bedeutung dieses großen Problems, in welchem nicht nur der Wohlstand, sondern auch das Leben zahlreicher Menschengruppen auf dem Spiele stehen.

Alle diejenigen, die ein Herz haben und die nicht einfach interesselos an allem dem vorbeigehen, was um sie in der Welt vorgeht, haben die Entwicklung des beispiellosen und ausgangslosen Dramas, welches sich in den Balkanstaaten entfesselte, mit Beklemmung verfolgt. Tatsachen sind wohl zum Gewissen der öffentlichen Meinung des Westens gelangt, aber das Problem wurde nicht genügend tief erforscht, denn bisher wurde es nicht in seinem ganzen Umfange aufgerollt. Dies zu tun ist die Aufgabe, die sich die „Balkan-Föderation“ gestellt hat, dieses edle und heroische Organ einer menschlichen und moralischen Sache. Ich hatte die nützliche Tätigkeit erfahren, mit welcher sich Ihre Zeitung bemüht hat, Licht über die Ereignisse, welche sich dort unten in einer so tragischen Weise begeben, zu verbreiten, und bevor ich auf Ihren Fragebogen antworte, will ich Sie zu den Anstrengungen beglückwünschen, welche Sie unausgesetzt entwickeln, um die durch die Unordnung und die Begierde geschaffene furchtbare Lage zu entwirren, um in aller Aufrichtigkeit und Wahrheit das europäische Publikum darüber zu unterrichten.

* Die Antwort Henri Barbusses auf unsere Enquete war an unseren Freund und Genossen D. Vlachoff, gewesener Abgeordneter im türkischen Parlament und unermüdlicher Kämpfer in der Sache Mazedoniens, gerichtet.

Sie, der Sie für die Gerechtigkeit und den Frieden gekämpft und gelitten haben, Sie, der alle Details der Entwicklung des Bruderkampfes der balkanischen Bevölkerungen gekannt hat, Sie sind dazu geführt worden, die Republikanische Föderation der Balkanvölker als das einzige Mittel der Rettung vor dem gegenwärtigen Unglück und vor den zukünftigen Gefahren, welche die Anarchie der Halbinsel vervielfachen, festzustellen und zu verbreiten.

1. Jedes reine Gewissen, jeder von Parteiknechtung freie Geist wird anerkennen, daß die gegenwärtige Lösung der mazedonischen Frage nicht den Grundsätzen der Freiheit und der Gerechtigkeit entspricht (welche die Wortführer der Zivilisation mit so viel Beredsamkeit im Munde führen), daß sie nicht den Interessen des Friedens entspricht. Die gegenwärtige Aufteilung Mazedoniens ist ein Kompromiß, um die Nachbarstaaten Serbien, Griechenland und Bulgarien zufriedenzustellen. Aber diese Teilung, welche so willkürlich ein ethnisches Ganzes zerschneidet, trägt gar keine Rechnung den Wünschen und Bedürfnissen der Völker, die sie zerstückelt. Man kann beobachten, daß diese Verstümmelung, welche alle hehren Prinzipien des Rechtes und der Moral vergewaltigt, welche danach strebt, durch künstliche und krasse Mittel eine „territoriale Persönlichkeit“ zum Verschwinden zu bringen, nicht einmal volle Zufriedenheit den Staaten gibt, denen sie zugute gekommen ist. Man kann im Gegenteil feststellen, daß derartige Teilungen in den Staaten, welche daran teilweise profitiert haben, die Begierden und die Gegensätze nur steigern.

Es gilt wirklich zu erklären, wie Sie es tun, daß das mazedonische Volk heute unter einer weit ärgeren Knechtschaft seufzt als zur Zeit des türkischen Joches, und daß gegen dieses Volk eine Zeit systematischer Verfolgungen begonnen hat. Ich habe oft, durch persönliche Dokumente, die Beweise für diese Knechtung und Vernichtung des mazedonischen Volkes erhalten. Es steht außer Frage, daß, falls man diese lebende Masse retten will, man ihr die Möglichkeit geben muß, sich normal zu entfalten, ein eigenes Leben zu leben; man muß eine andere Lösung finden, als die rohe Art, welche darin bestanden hat, ein Volk in drei Teile zu zerschneiden, es in fremden Elementen untergehen zu lassen.

2. Die Rechte der ethnischen Minderheiten können unter der reaktionären Herrschaft, welche jetzt auf der Balkaninsel mit einer in der Geschichte nie dagewesenen Heftigkeit wütet, weder geachtet noch garantiert werden. Nie können Regierungen von despotischem und willkürlichem Charakter, deren Diktatur sich mittels einer wilden und raffiniert organisierten Polizei austobt, Rechte dieser Art zu achten denken. Das ist sozusagen wider ihr Wesen selbst, gegen ihre ganze Politik und gegen all die Elemente, auf welche sie ständig ihre Autorität aufbauen und verteidigen.

3. Ohne Zweifel schafft die Formel einer Föderation der Griechen, Jugoslawen, Bularen, Rumänen, welche nebeneinander in den Grenzen der großen östlichen Halbinsel eingeschlossen sind, ein vernünftiges Mittel, um unter ihnen nach Belieben provozierte Hindernisse, Rivalitäten, Haß und Krieg zum Verschwinden zu bringen. Man muß darauf verzichten, entgegengesetzte nationale Forderungen zu erfüllen. Nie werden die in dieser Hinsicht erfüllten Wünsche die einen und die anderen befriedigen. Sie werden sich immer als benachteiligt betrachten. In der gegenwärtigen Lage der Dinge ist es eine Art materieller Unmöglichkeit, durch ein Spiel von Dosierungen der territorialen Beute unter Konkurrenten, d. h. ewig feindlich gesinnten Ländern, einen dauernden Frieden zu erreichen. Dies würde aber nicht so sein, wenn diese Nationen politisch die Teile eines einzigen Ganzen bildeten, mit administrativer Autonomie für eine jede von ihnen. Dann würden alle Kräfte, alle Quellen jeder Nation ihren vollen Schwung nehmen können und sich gegenseitig vermehren. Es würde daraus logischerweise eine ganz besonders mächtige und blühende „Über-Nation“ entstehen. Andererseits würden die ethnischen Charaktere, die „Persönlichkeiten“ jeder Gegend, welche sich so, frei und fest, miteinander verbinden würden, es nicht mehr nötig haben, Gewalt anzuwenden, um sich gegenseitig zu bedrücken oder um nicht zu verschwinden. Entwaffnet durch ein gemeinsames Einverständnis und ein geistiges Spiel der Kräfte könnten sich diese Individualitäten entfalten, tiefer Wurzel schlagen, während sie unter dem jetzigen System nur zur offensiven oder defensiven Kraft gedeihen.

4. Die gegenwärtigen Regierungen können nicht darauf Anspruch erheben, eine Balkan-Föderation zu verwirklichen. Eine derartige Institution kann nur in einem rein demokratischen System entstehen und sich dauernd festigen. Alle jetzt in der Welt existierenden Föderationen bestehen nur dank der Verwirklichung dieses Prinzips. Die Geschichte der Vergangenheit und hauptsächlich die der Gegenwart zeigen uns, daß eine jede despotische Regierung und sogar eine jede Regierung, welche sich nicht auf die Volksschichten stützt, unabwendbarerweise dazu kommt, nach den Interessen der Herrschenden und nicht nach denjenigen der Massen zu handeln, welche letztere jedoch die wirkliche Grundlage eines Landes bilden; das so errichtete Gebäude würde keine Grundlage haben und würde zerbrechlich und unsicher sein.

5. Die Republikanische Föderation der Balkanländer ist wie viele andere klare und einfache Ideen: sie befriedigt die Vernunft und sie sichert ohne Zweifel die Beruhigung dieses ungeheuren und dauernden Herdes von lokalen und allgemeinen Kriegen. Aber die Verwirklichungsschwierigkeiten sind gegenwärtig sehr groß infolge der tyrannischen Machtfaktoren, welche diesen Teil Europas unterjochen. Dies muß aber die Männer nicht entmutigen, welche, nachdem sie diesen großen Plan der Befreiung erdacht haben, mutig darum kämpfen, die Idee zu verbreiten. Denn dort, wie überall in der Welt, werden die furchtbaren Folgen der Politik der Eifersucht, der Konkurrenz und der Kämpfe diesen tüchtigen, diesen mutigen Neuerern zu Hilfe kommen. Die beste Lösung wird sich mit Gewalt aufdrängen, sie wird sich aufdrängen durch die Not selbst und die Ruinen, welche die alten künstlichen Regimes verursachen. Dieses Ideal wird nach und nach seinen Weg machen und tief in die daran interessierten Massen eindringen, sie gewinnen. Seine Macht besteht in seinem praktischen Charakter, und es gibt nichts so Praktisches und Klares, als sich der Aufgabe zu widmen, die Augen der Völker zu öffnen.

Mit freundlichen Gefühlen

Henri Barbusse

Nach der Schlacht

Pangalos, der neue Präsident, hat „Ruhe und Ordnung“ wieder hergestellt. Die Freiheitsbewegung der Republikaner ist niedergeschlagen. Die aufständischen Truppen von Saloniki wurden dem Terror der brutalen monarchistischen Offiziere wieder überantwortet, der Rache der „unabhängigen“ Justiz. Das neue Regime des Diktators geht von der spezifisch griechischen Form der reaktionären Unterdrückungspolitik aus, die keineswegs mit den organisatorischen Methoden des italienischen Faschismus verwechselt werden darf. Mussolini stützt sich auf eine wohlorganisierte Partei, in deren Reihen der Klassenkampf der Arbeiter gegen die Kapitalisten, der Pächter und Bauern gegen den Großgrundbesitz, der lumpenproletarisierten Intelligenz gegen die Bourgeoisie sich Bahn bricht. Pangalos braucht keine Partei, er versucht die Ideen Napoleons des Kleinen ins Griechische zu übertragen: eine starke Staatsgewalt, die sich stützt auf die Vereinigung aller reaktionären Kräfte. Der neue Bonapartismus übertrifft sein französisches Vorbild, das immerhin die Existenz einer liberalen Opposition gewährleistet hat. Pangalos ist ebenso Antiparlamentarier wie Mussolini, aber die wichtigste Frage scheint ihm nicht — wie den italienischen Kollegen —, die Wirkungsmöglichkeit der Oppositionspartei nur zu beschränken, sondern die Bildung einer organisierten Opposition von vornherein zu unterdrücken. Wie Napoleon Exlegitimisten und Exjakobiner um sich grupperte, so vereinigt Pangalos die gegenrevolutionären Kräfte vom Monarchisten Metaxas bis zu den liberalsten Venizelisten, welche die Modernisierung der Ehe durch Einführung der Zivilehe und die Abschaffung der Mönche als notwendig erklären.

Wie die Napoleonen je nach Bedarf mit oder gegen die Kirche zu operieren verstanden, ist Pangalos bald der Träger der phanariotischen Idee, der Vorherrschaft des griechischen Klerus über alle Balkanvölker, bald der „Reformator“ der Schule, der den Protest des konservativen Metropoliten von Athen provoziert durch scheinbare Konzessionen an die radikalen Venizelisten von gestern. Pangalos unterschätzt keineswegs die Bedeutung der ihm zu Gebote stehenden Machtmittel. Er beruhigt zeitweise die Bauern durch die Proklamierung der Klosterenteignung bei Proklamierung der zweiten Diktatur. Er gewinnt die Kapitalisten durch die brutale Aufhebung des Mieterschutzes, er verheißt den Flüchtlingen rasche Staatshilfe, im Rahmen des Völkerbundes wirkt er für sozial-politische Reformen, die ratifiziert, aber nicht durchgeführt werden. Das Washingtoner Abkommen wurde von Griechenland angenommen, dennoch herrscht dort der Zehn- bis Zwölfstundentag. Das Nachtarbeitverbot der Bäcker wurde praktisch niemals durchgeführt, wie schon die Enquete der vernichteten „Risospastis“ beweist. In der nationalen Frage hat man die fremdsprachigen Schulen durch einen scheinbaren Modernismus vernichtet, indem man die Staatsschule einführt und dadurch die exarchistischen Schulen ihres Einflusses auf die slawische Bevölkerung beraubt. Anknüpfend an die hellenistischen Kulturideale der Bourgeoisie kämpft das System Pangalos gegen die tief in den Massen verankerte Timotitibewegung, die Bewegung der „Volkssprachler“, welche an die Stelle eines den Massen entfremdeten Idioms die lebende sprachgestaltende Kraft des Volkes setzen wollte. Für das Regime Pangalos gibt es nur straffste Zentralisation und Uniformierung und Reglementierung bis ins kleinste Detail. Heute stützt sich Pangalos durch die republikanische Garde vor den Republikanern und vor der Konkurrenz des gestürzten nationaldemokratischen Innenministers Kondylis. Die Großbourgeoisie wird zum Teil durch kulturelle Konzessionen an ihren Liberalismus, zum Teil durch ausgiebige Geschenke zum Teil durch die imperialistische anglophile Außenpolitik gefügig gemacht. Darum mußte die Partei Michalakopulos zum Zusammenbruche gebracht werden, wie ja Pangalos die Aufhebung aller bestehenden Parteien als wesentliches Merkmal

seiner Politik betrachtet. Die kleinbürgerlichen Wähler der Kafandalis- und Sofulisgruppe wagen keinen Vorstoß gegen die Diktatur und die „republikanische Union“ Papanastasius kämpft vergebens nach ihrer Auflösung um legale Geltung. Immerhin hat diese Gruppe durch die Forderung der Gemeindeautonomie eine halbwegs legale Plattform für den Kampf gegen den Überzentrismus des auch hierin echt napoleonischen Pangalosregimes aufzustellen versucht. Die Wahl Pangalos zum Präsidenten der Republik, die blutige Niederwerfung der Erhebung von Saloniki ist der 18. Brumaire eines neuen Louis Napoleon, der nicht an seinem Wortbruch zugrundegehen wird, sondern an den inneren Widersprüchen seines Systems, an der Unvereinbarkeit der modernen Entfaltung Großgriechenlands

mit den reaktiv-diktatorischen Methoden des herrschenden Regimes. Gezwungen zur nationalen Expansion, unfähig, die Widerstände im eigenen Lande dauernd zu überwinden, geht Pangalos dem Schicksal Louis Napoleons entgegen. Auf den 18. Brumaire Napoleons des Kleinen folgt Sedan.

Die Konzentration der Opposition, das gemeinsame Vorgehen aller radikalen Arbeiter und Bauernelemente auf Grundlage einer entschiedenen Agrarreform (unter Berücksichtigung des Flüchtlingsproblems) und der Sicherung des Koalitionsrechtes, der Anerkennung der Rechte der Minderheitsvölker, wird der erste Schritt dazu sein. Für Sedan sorgt Pangalos selbst, er rüstet zu neuen Kämpfen.

Melinos

PARTIE ROUMAINE

In fața alegerilor

Prima lună de guvernare averescană se încheie cu un bilanț dazastros pe tărâmul economic. Leul a pierdut în acest scurt răstimp aproape 30% din valoarea sa de până acum: dolarul, care a costat în ultimele zile ale guvernării brătieniste 230 lei, nu se găsea de cumpărat la începutul lui Mai nici cu 300. Această scădere a leului a avut de urmare imediată o panică generală a bursei și a pieței: alimentele de prima necesitate s'au urcat brusc cu 20% și mai mult. Mărfurile textile s'au urcat, unele, chiar cu 100%, pentru că aici speculanții au luat ca pretext al scumpirii și incendiul uriaș dela antrepozitele Filaret, unde din pricina încuriei au fost mistuite de flăcări cea mai mare parte din textilele sosite pentru sezonul de vară. Situația masselor populare s'a înrăutățit astfel și mai mult; masele au simțit și înțeles din prima lună ce însemnă „noul“ guvern, pentru că nivelul lor de viață s'a coborât numai în acest scurt răstimp cu un sfert. Dacă pe lângă asta mai ținem socoteală că și la plecarea guvernului Brătianu indexul scumpetei era de 60 față de 1916, pe când indexul salariilor era în mijlociu de 30, atunci constatăm că cu noul salt al prețurilor standardul claselor muncitoare s'a coborât la aproape numai o treime din ce a fost înainte de război. Și asta se numește în limbajul oficialității „politică de consolidare“, „refacerea economiei naționale“, „continuitate și stabilitate în cârmuirea țării“.

Unde duce această politică de „consolidare“, a fost silit s'o confirme în public chiar și generalul Averescu. În călătoria ce a făcut-o în cursul unei trecute în Basarabia d-sa a decalarat presei, că „a constat din arătările sătenilor, că situația lor e pur și simplu îngrozitoare. În județul Cahul sunt sate întregi fără mîrînde. *Oamenii mănâncă odată la 2 sau 3 zile*“. (Adeverul din 1 Mai.) În timp însă ce sătenii României-Mari mănâncă odată la 3 zile, guvernul acordă industriașilor și speculanților avantajii noi. Astfel pentru o serie de industrii s'au micșorat taxele de transport la produsele lor, în timp ce taxele de import la produsele similare străine au fost crescute „pentru a ocroti producția indigenă“, de fapt capitalul indigen. O altă măsură a guvernului Averescu aduce speculanților un câștig de sute de milioane în paguba sătenilor: este vorba de suprimarea taxelor de transport pentru cerealele destinate exportului *acuma, când recolta nu mai e în mâna țărănilor*, aceștia fiind siliți s'o vîndă cu un preț de nimic încă în toamna pentru că asupra cerealelor apăsau atunci taxele de export și pentru că percepții fuseseră inadins asmuțiți atunci asupra satelor pentru încasarea birurilor. Mai poate fi de mirare când vedem bilanțurile băncilor arătând beneficii de sute de milioane?

Ascuțirea nemulțumirilor populare se arată prin greve la orașe și prin revolte locale la sate. La uzinele metalurgice dela Reșița 7000 de lucrători au fost peste șase săptămâni în grevă, împreună cu 4000 de mineri lokauțați. Sunt cifre necunoscute încă în România și considerabile pentru proporția modestă a industriei românești. Dar mai considerabilă este mizeria care a împins pe acești lucrători la grevă: 60—120 lei salariu pe zi (1,20—2,40 franci aur). Societatea Reșița însă arată în ultimul ei bilanț un câștig mărturisit de 100 milioane lei — în afară de câștigul nemărturisit cel puțin tot atât de mare. Cât privește starea spiritelor la țară, următoarea noțiță, pe care e silit s'o înregistreză și ziarul de dreapta *Universul* sub titlul de „Rebeliunea din Mărmărești“, este caracteristică: „Organele administrative voină să procedeze la înlocuirea primarului ales prin o comisiune interimară, sătenii înarmați cu bâte s'au grămădit în poarta primăriei amenințând și opunându-se la această instalare. Ei au spus că și-au ales primar și n'au nevoie de altul. Jandarmii n'au putut să intervie fiind puțini la număr. În urmă au fost aduse forțe polițienești, cari au procedat la ridicarea în masă a celor vinovați.“

Guvernul Averescu, care continuă politica economică a oligarhiei, se află deci în fața alegerilor într'o situație foarte grea. Masele populare dela sate și orașe sunt hotărât împotriva lui. Chiar marea burghezie nu-i dispusă să-i dea în întregime voturile. Liberalii, deși părinții guvernului Averescu, nu au însă interesul să-l înzestreze cu o bază parlamentară prea puternică; dimpotrivă, ei ar vrea să facă viitoarea majoritate parlamentară averescană dependentă pe cât se poate de liberali. Deaceia liberalii pun liste separate la alegerile generale din Mai. Care sunt categoriile sociale, pe care pot atunci conta averescanii? Întâi, o parte a marilor proprietari

agricoli (Partidul Poporului are intenția să se boteze Partid Agrarian); al doilea, o parte a chiaburilor profitori din improprietăre, creaturi economice ale „aplicării“ reformei agrare de către trecutul guvern averescan; și al treilea, anumite cercuri carieriste din păturile intelectuale și mijloeci corupte de mirosul fripturei bugetare. Această bază este însă prea îngustă pentru a asigura o victorie electorală. Deaceia guvernul s'a văzut silit să lepede masca naționalismului și să se înțeleagă cu burgheziile minoritare.

Făcând concesii magnaților unguri și conducătorilor oportuniști ai sașilor, generalul Averescu a atras în frontul său electoral Partidele Maghiar și German. Mai mult: generalul Averescu nu s'a dat în lături de a crea *ad hoc* un partid bulgar în Dobrogea pentru a induce astfel în eroare masele minorității bulgare. Dacă s'au găsit câțiva moșieri și speculanți bulgari cari să se preteze jocului generalului Averescu, este sigur însă că masele bulgare nu vor urma pe acești agenți ai dictaturii oligarhice. În sânul maghiarimei din Ardeal deasemenea se produce o mișcare potrivnică magnaților conducători: o aripă stângă, sub conducerea fostului deputat Carol Kooș și a țărănilor Bartos, se desprinde de Partidul Maghiar pentru a se constitui în partid separat sub parola de luptă contra magnaților. Este limpede deci că, cu toate sforțările sale, guvernul Averescu nu ar putea să capete majoritatea trebuitoare în alegerile apropiate. Scăparea el o caută deaceia în deslănțuirea unei terori electorale cum nu s'a văzut încă în România.

Țara este împărțită în două: satele și orașele. Cele dintâi sunt complect despărțite de cele din urmă. Nimeni nu poate pătrunde la țară pentru a face cea mai inofensivă propagandă electorală. Prin ordine speciale jandarmii împiedică orice întruniri și confiscă orice fel de manifeste electorale. Chiar și acei țărani cari numai găzduiesc pe vre-un propagandist sunt arestați, puși în lanțuri și trimiși spre „cercetare“ Consiliilor de Război, cum a fost cazul cu mai mulți țărani din împrejurimile Bucureștilor. Alte sate sunt declarate contaminate de boli contagioase, pentru a fi izolate cu cordoane militare și împiedicate de a lua contact cu partidele politice. Cățile de alegător nu sunt eliberate celor ce sunt bănuți ca partizani ai partidelor de opoziție. În multe părți guvernul se pregătește să împiedice pur și simplu depunerea listelor de candidați opoziționiști. Iar în alte părți el ia măsuri pentru a înlătura în ajunul alegerilor pe delegații opoziționiști dela birourile de votare, ea să poată apoi falsifica fără control numărătoarea voturilor. Numeroși comandanți de jandarmi și judecători președinți de votare sunt trecuți în grabă pe tablouri de mutare și trimiși acolo unde teroarea și falșul sunt singurile mijloace rămase guvernului.

Dar masele țărănești, ea și cele muncitorești, sunt astăzi prea nemulțumite pedeoparte și destul de conștiente pedealta, pentru ca chiar o astfel de teroare să nu mai poată fi eficace. Lupta electorală va lua deci un caracter aprig și violent nu numai prin provocările guvernului, ci și prin reacțiunea masselor. Deja la alegerile agricole și comunale localurile de votare au fost în unele părți atacate și devastate de alegători pentru că votarea fusese falsificată. În alte părți președinții de votare au putut să scape doar prin fugă. În total alegerile comunale au lăsat șapte morți pe teren. Alegerile de acum se anunță și mai violente însă. Și cum oligarhia este hotărâtă să păstreze puterea cu orice preț, un eșec al ei în alegerile generale va avea ca urmare nu plecarea ei dela cârma statului, ci proclamarea dictaturii pe față. Oligarhia știe că la urma urmei aceste partide de opoziție nu sunt în stare, pentru că nu vor, să împiedice proclamarea dictaturii. Oligarhia știe că la urma urmei aceste partide de opoziție se vor mulțumi cu o declarație platonice, dar nu vor chema masele la luptă pentru alungarea dictatorilor. Deaceia ea își permite să „facă“ alegerile așa cum le face.

Alegerile din Mai nu vor fi deci o luptă serioasă între dictatura oligarhiei deoparte și democrația partidelor de opoziție dealta. Alegerile din Mai vor fi o punere la încercare a eficacității formei de astăzi a dictaturii oligarhice: poate oligarhia să-și continue stăpânirea în forma „legală“ de astăzi, sau conștiența politică și împotrivirea masselor populare o silese să arunce și această formă și să proclame dictatura fățișă? Și este limpede: dacă îndârjirea și rezistența masselor va înfrânge guvernul în alegeri și va da opoziției, cu toată pasivitatea ei de fapt, majoritatea parlamentară, atunci în locul guvernului Averescu nu va veni un guvern al opoziției. Căci problema nu se pune acuma: dictatură sau democrație, ci: dictatură „legală“ sau dictatură împotriva legilor?

I. Mateescu

PARTIE BULGARE

Под режима на военната диктатура в България

Великият френски писател А. Барбюс публикува неотдавна няколко статии в француския печат по положението в България. В тях се даваха сведения за злодеяния, които извършиха българските фашисти. Чувствителни, каквито са, когато се посочват пред европейската обществена съвест техните насилия и жестокости, българските фашисти в чужбина пообързаха да заявяват, в едно съобщение в «Le Temps», че фактите, които гр. А. Барбюс бил изнасял, се отнасяли до управлението на Цанков. На това, бележития защитник на каузата на угнетените в едно писмо, адресирано до същия вестник, и публикувано в «Котидиен» отговори, че системата на управление и репресии, практикувана от правителството на Цанков продължава и при Ляпчев; че военната лига има в тоя кабинет своите най-типични представители Вълков, Ст. Василев, К. Тергиев и че самия Цанков, сега председател на Народното Събрание продължава да играе важна роля в управлението. Накрай гр. Барбюс уведомява, че той притежава един нескончаем списък на насилнически действия, бруталности, арестувания и убийства, извършени от агентите на новото правителство и че той държи тоя списък на разположението на директора на вестника. Изнесените факти от нашия приятел разтревожиха българските фашистки диктатори. По даден знак целата правителствена преса в България, към която се присъедини и органа на г. Мадринов, в. Знаме, силно нервирани от разоблаченията на гражданина Барбюс, се нахвърлиха срещу него и се опитаха да го представат едва ли не за враг на «изнемошеля български народ». Дружеството на «българските студенти», дружеството на «кореспондентите на българските вестници» и «Парижката секция на българската лига за защита на правата на човека» излезе с едно съобщение пак в «Le Temps» от 27 Април, в което заявяват, че през време на последните процеси, «заведени преди министерската промена, били осъдени хора, но не за политически дела, а за убийства, грабежи, терористически действия, че ред и спокойствие царувало в България и че от една година насам никакво политическо убийство не било извършено в тая страна.

Трудно може да си представи човек, че може да съществува хора, които имат такъво големо нахалство и безочливост, че се решават да лъжат прямо в очите западно-европейското обществено мнение.

Ние, от своя страна, искаме да посочим какво е положението в България под Ляпчев за да изобличим неговите Парижки агенти. Ние ще приведем данни върху извършените безакония, насилия и убийства в последно време.

И наистина, ето вече месец от като той е на власт и «делата» му са на лице. Гражданството продължава да живее при същия режим на терор и угнетение, както при Цанков: пълна лична несигурност, никакви мерки за облекчение тежкото икономическо положение на работници, еснафи, чиновници, служещи и селяни. Нито един от кървавите закони на Цанков не е сменен; нито едно от варварските разпореждания на Вълков и Русев не е отменено; закона за защита на държавата продължава да тегне като Дамоклиев меч над главите на българските работници и селяни; всички законни и незаконни ограничения на свободата на сдруженията, на събранията, на словото и на печата продължават да съществуват и да се прилагат от Ляпчев; всички окръжни управители, околийски началници, градоначалници, полицейски пристави и пр., с една дума всички административни, полицейски и военни лица, които са заповедали арестуванията, малтретиранията и избиването на българските граждани, стоят по местата си. **Нито едно административно, полицейско и военно началуващо лице не е отстранено.** Нещо повече. Сам Ляпчев, с поемане ръководството на министерството на вътрешните работи и полицията чрез окръжните управители изказа публично на целия административен и полицейски персонал своята благодарност «за техната добра служба».

Най-сетне, в отношението си по въпроса за амнистията на жертвите на белия терор, Ляпчев по нищо не се отличава от своя предшественик.

Това което писахме тогава, можем да го преповторим изцяло. От тогава до сега, ето повече от три месеца изминаха, и правителството на Ляпчев по нищо, абсолютно по нищо не се различава от това на Цанков. За подкрепа на това наше твърдение, ние ще приведем факти, заети изключително от българската буржуазна преса.

Амнистията имаше, която Ляпчев даде, за цел да хвърли прах в очите на българския народ и чуждото обществено мнение. Тя беше за крадците, мошениците и за насилническите правителствени агенти. И сега още има повече от 1500 души работници, селяни, интелигенти и младежи, които се намират в затворите. Около 2000 души емигранти продължават да живеят в чужбина. Техния брой не се намалява, а напротив, той се увеличава с нови политически лица бежанци.

Режимът в затворите е неносим. Това изнасят самите буржуазни вестници. Даже вестника на кръволюба Цанков, «Напред», писа: «От няколко месеци насам режима в Централния Затвор в София е по-лош от варварски. Наказанията, налагани от прокурора, са чудовищни и те се налагат за най-дребни постъпки (Гледай Балк. Федерация, брой 43).

Положението в Софийския Затвор е толкова лошо, че политическите затворници са били принудени да обявят 10 дневна гладна стачка. Режимът, който там цари, беше описан от Жорж Мале на митинга в залата на «Sociétés Savantes» в Париж, за да нема нужда да се спираме на това тук. Положението в другите затвори в фашистка България не е по-добро. Осъдените на смърт се държат изолирани в отделни килии, с вериги на краката. Смъртните присъди продължават да висят над главите им. Едва напоследък, Борис III е заменил смъртните присъди на 5 души от Бугарския затвор, 3 от Пловдив и един от Софийския, с доживотен затвор.

Близките на политическите затворници подават петиции до правителството, за да бъдат освободени техните мъже, синове и бащи, които, макар и осъдени по закона за защита на държавата, продължават да гният в затворите. А в това време политическите процеси продължават: Неотдавна беха произнесени нови 59 смъртни присъди, в Сливен и София. На 24 Април се произнесе присъдата по процеса против Ц. К. на младежкия комунистически съюз. Осъдени са на смърт по член 16 от варварския закон за защита на държавата: Рубен Леви, Гошо Ламбрев, Вълко Червенков и Петър Искров. Предстояще е разглеждането на делата по «атентата в военния клуб», «по атентата върху Калфов», «по нападението на село Огоя от емигрантите» и други. И Парижките емигранти на Цанков и Ляпчев имат нахалството да заявяват, че преди последната министерска промена, осъдени са били хора не за политически дела, а за кражба и пр. Цинизма на платените агенти на българската фашистка диктатура нема граница.

В страната «владее мир и спокойствие и от една година насам не било извършено политическо убийство», заявяват безсрамните агенти на правителството на военната диктатура в Париж.

Отговаряме:

След атентата в св. Неделя на 16 Април миналата година, избити беха около 3.000 български работници, селяни и интелигенти и арестувани около 25.000 души български граждани. От тях около 1.000 души са убити през месеците Май и Юни. Ние дадохме на времето списъка на мнозина от жертвите на фашистката диктатура. През Юни са били убити в Търново, в двора на неговата къща, Н. Грабовски, адвокат, основател на българската социалистическа партия, бивш депутат от социалистическата, впоследствие от комунистическата партия; Милаш Поцов, адвокат, убит в помещението на държавната болница в Свищов; Марин Попов, депутат от земеделческия съюз, убит на нивата си. В София е бил убит Панчо Михайлов, македонски войвода. В Горна-Джумайска околия са били убити в село Градево, през месец Юни, 12 души македонски селяни, и учителя в селото Г. Пазов, и секретар бирника на същото село Борис Георгиев; в село Крушик 15 души македонски селяни, и Ташо Комитов от гр. Дойран, живущ в Г. Джумая.

През Септември в Варна са били убити арестантите: Недев, Еребалаков и още едно лице, понеже били провокирали стражата, в Пловдив на 30 Септември е бил застрелян при «опит за бегство» осъдения на смърт Милев. Пак по това време в София са били извършени две нови политически убийства, в Плевен—едно и в Бургаския затвор» се е «самоубил» един политически затворник. (Из позива на Виенските учени професори, писатели, журналисти, общественици и художници, поместен в «Бал. Федерация» от 15 Ноември 1925 год.)

Тия факти са преди Ляпчев да стане м-р председател. Нека сега посочим на факти на терор и убийства, извършени от като той е шеф на правителството.

На 28 Януари е бил задигнат от стражарите жителя на с. Борина, жена му с телеграма пита окол. началник къде е мъжът?

На 3 срещу 4 Февруари т. г., точно един месец след идването на власт на Ляпчев, в с. Литяково, Орханйско, до вратите на София, е бил убит в леглото си, между жена си и детето, Илия Монев. Това политическо убийство е предизвикало възмущението на целото село. 54 души селяни телеграфират на м-р Ляпчев: От 9 Юни 1923 година насам ние живеем в тревога и ужас. Намерете убиеца и гарантирайте нашия живот, 800 семейства са възмутени. Кажете ни: къде трябва да отидем за да спасим живота си?

В Станимашко е бил убит земеделеца Ив. Спасов. При Г. Баня е бил изхвърлен трупа на един македонец, който е бил задигнат с автомобил в София и убит. Арестантът Осман Узунов, при «опит за бегство» е бил убит на пътя от Станимака за Хвойна. Селянинът Стоил Кабански от Пловдивско е бил застрелян веред селото.

В Кюстиндилско са били убити 13 души емигранти, които повервали на обещанието на Ляпчев, се върнали в селото си. В София е бил бит до смърт емигранта Хр. Иванов.

Излишно е, чини ни се, да се споменава, че нито един от тия убийци не е заловен, като се знае че те са извършили тия злодеяния по заповед на правителството Ляпчев.

Агентите на българската фашистка власт в Париж имат куража да заявяват, че в България под Ляпчев господствувало ред и спокойствие. Каква лъжа! . . .

Ние често сме имали случай да посочим какъв е реда и спокойствието, които царуват там. Тук ще скицираме само случаите на насилие и терор станали само през последните няколко седмици.

На 14 февруари станаха общински избори в повечето градове в България, на 21 с. м. в селата. Терор, побой, арести беха повсеместни практикуваните методи на действие на органите на властта. Не ще изнеомаме тия случаи на насилие, защото тех изнесохме своевременно. Същите методи на насилие: арестувания, заплашвания, побоища, пребиване от бой, блокиране къщите на кандидатите на опозицията («Знаме», 17 Април 1926 год.) правителството на Ляпчев приложи и в частичните избори за градски съветници на 18 Април тази година в Враца, Хасково и Дуница, където въпреки това опозицията получи около 70% от подадените гласове.

При Ляпчев, системата на Цанков продължава. Конституционните свободи са суспендирани. Лична гаранция не съществува. Насилията продължават. Неотговорните фактори влинеят. Тук ще посочим само на няколко типични случаи.

Вестниците на работниците и селяните «Новини» и «Земля и Труд» беха спрени, редакторите им арестувани и дадени под съд, по силата на Закона за защита на държавата.

Юрдан Пекаров, един от основателите на земеделския съюз, е бил арестуван в село Слатина, Софийско и откаран неизвестно где. След като печатът хроника, че Пекаров е изчезнал—правителството съобщи, че той бил изпратен във Варна, където се намирал в затвора. Ясно е, че правителството се е опитало да го унищожи, но когато неговото изчезване е станало известно, за да не се дискредитира още повече—то го изпраща във Варна, за да отговаря . . . по некакво углавно дело от преди 4—5 години.

Членът на постоянното присъствие на Земеделския съюз, бившият м-р Томов, народните представители Н. Борисов и П. Караиванов, са били нападнати на гара Брусарци от една банда от 15 души цивилни лица, въоръжени с парабели и ги натоварили на един камцион като ги стоварили далеч от железопътната станция, морално ги тормозили, карали ги пеш до гара Василевци, и от там ги натоварили на трена обратно за София. Кои са тия цивилни лица, които вършат тия произволи?—Полицейски агенти и младежи от клона на фашистско-антисемитското дружество «Родна Защита» в Лом. Има ли нужда да се указва, че нито един от нападателите не е бил арестуван, никакво дело не е заведено?

Напразни са протестите на земеделските организации в страната, които отправят телеграми до м-р председателя към когото те апелират да спрат «бушуванията на неотговорните фактори». Напразни са и протестите на легалната опозиция—неотговорните фактори, т. е. правителството на Ляпчев, продължава своето насилническо и кърваво дело.

Още не стихнало възмущението от насилията на тия «неотговорни», ето че с нови «подвизи» те се отличават.

Ние и други път сме указали на антисемитската пропаганда, която равни «патриотарски» организации вършат в страната. Една от тия фашистки организации е дружеството Родна Защита. Нейн председател е генерал Шкойнов, един от главорезите в 1919 год. при Владая. Преди няколко месеци членове на тая организация в Шумен беха малтретирали тамошния равин; в Лом—те заставяли евреи—български граждани, да се изселват от България. Сега преди Великденските празници те са разленили в София и във всички градове в България триколийрни афиши с следното съдържание:

«Българи, не купувайте от чужденците! Купувайте само от българските магазини!» За никого не е тайна, че тая пропаганда се върши от воената лига, чрез нейните младежки фашистки организации и че тя се инспирира от българската спекулантска буржуазия.

Правителството на Ляпчев естествено не издирва виновниците за тая провокация, която се наказва съгласно Закона за защита на държавата, защото то трябва да тегли под отговорност шефа на воената лига, генерал Вълков, фактическия диктатор в България.

Как по това време, по повод Балканската синдикална конференция, от Борисовград се прехват зелени афиши против «червените парцали, против чужденците».

Тия ксенофобски прояви принудиха легалната опозиция да заговори с по-силен език против неотговорните фактори. Тая опозиция, която смета че Ляпчев, както вчера и Цанков, представлява в чужбина България, се изплаши да не би да се засили кампанията против фашистката диктатура в България. И понеже, тя смета да управлява с законите на Цанков и Ляп-

чев, ако утре бъде на власт, то от тук и нейното смущение против тая ксенофобска пропаганда. Вестник «Знаме» от 30 Април пише: «Самозванните патриоти успеват да изложат доброто име на България. Така те неволно стават сътрудници на врагвете (?) на България, които неуморно и непрестанно работят в чужбина за да ни представат като един варварски народ неспособен да убие в себе си жаждата за мърт и отплата.» За г. Малинов, както и за национал-либералите и за партията на воената лига, Дем. Сговор, враговете на България са всички ония чужденци и българи, които работят против фашистката диктатура в България.

Не, господа фашисти, враговете на Цанкова и Ляпчева България в чужбина са най-добрите приятели на българския народ и именно, защото те са негови доброжелатели, затова и те водят борба против тия българи, които колят своя народ, и позорат неговото име.

От тия дела на неотговорните фактори се е стретнала и «Българската лига за защита правата на човека». Тая лига, на чело на която стоят В. Ганев и Д. Мишев, създадена за да заблуждава европейското-обществено мнение по положението в България, след, за да подкрепя режима на фашистката диктатура, тая лига, която до сега при реките кръв, които протечеха из българската земя, не намери нито един път случай да протестира против злодеянията на разните отговорни и неотговорни фактори в България, сега, уплашена от последствията от ксенофобията на воената лига, пред страха да се сгромоляса фашисткия режим в България, протестира против тия действия на неотговорните фактори.

За нас тук е важно да констатираме, че един институт на правителството Ляпчев, като Лигата за защита правата на човека в България е принуден да констатира, «че тия деяния от отделни прецеденти са станали цела система в нашия политически живот. Дело на разни конспиративни организации и неотговорни фактори, за тех не може да не бъде държано отговорно отговорното правителство на България».

Нужни ли са още доказателства, че при управлението на Ляпчев не само нема мир и спокойствие в България, но и че политическите убийства продължават както и при Цанков, и че неотговорните фактори, т. е. воената лига на чело с министрите Вълков, Ст. Василев, К. Георгиев и професор Кулев и нейните отделения: организацията на главореза Протогеров и тая на офицерите от Врангеловата армия, са тъмните, сили, които днес ръководят съдбините на България?

Г. Казановски

Реакционния блок на балканските държави

От дълги години, балканските царства, където интригите на великите сили се ширеха безгранично, съставляваха една опасност за европейския мир. В 1886 г. България се инспирираше от Русия, както Сърбия от Австро-Унгария. По-късно, положението се измени. Царизмът потърси своята опорна точка в Белград, използвайки сръбския предентизм, както Австрия, а зад нея Германия, се ослабиха на правителството на Фердинанд Кобургски в София. Ромжния беше свързана посредством един договор с правителствата в Берлин и Виена; Карол I беше си останал чист хохенцолер. Германското, френското и английското влияние се състезаваха в Атина, както впрочем и в Цариград във времето, когато Турция имаше значение на континента. Световната война избухна вследствие на една дунавска афера от сръбски род, както и в 1909 г. вследствие анексията на Босна и Херцеговина от барон Ерентал, през време на предявените австро-унгарски искания към Сърбия, а също тъй и в 1912 и 1913 г. през време на балканските войни.

Днес има едно затишие между балканските държави. Те вече не мислят да се самоизтребяват. Напротив, техните правителства се стремят да се сближат един други с оглед, да могат да образуват единен реакционен блок.

Ромжния и Югославия принадлежат вече и двете към малката антанта, и мжнотияте, които можаха да изникнат между тях относно Банат са вече избегнати. Югославия е преговаряла скрито с България, въпреки че тия две държави имат зад себе си една дълга традиция на враждебност и ненавист. Също тъй, Югославия се стреми да постигне един компромис с Гърция, на която тя едва можа да прости поведението на Константин през време на световната война. Македония беше, която можеше да раздели правителствата на Белград, София и Атина, които некога си оспорваха кървовете от тая страна и от която сега всека една от тях владее по едно парче. В действителност, Македония ги обединява. Те се сключват против всеки опит на македонците за освобождение, както в миналото страхат от полските възстания пментираше съюза между Хохенцолерите, Романовците и Хабсбургите.

Балканските разпри не всеват вече такъв голем страх както в миналото: напротив, балканските правителства са сключили взаимни задължения против революцията. Това е лесно обяснимо, понеже фашизмът, т. е. режимът, който подчинява масите на една силно въоръжена олигархия прибягва до всички видове насилие, без да се грижи за своята собствена легалност, както

и за елементарните свободи, — този режим е общ, от Карпатите чак до Пелопонес.

Пангалос се държи като един малък Мусолини. През януари още той беше заявил, че ще концентрира всичката обществена сила в своите ръце. През февруари той беше заточил по островите своите политически противници: през март, той застави Кондуриотис да напусне председателството на републиката.

Но и Братиано не постъпи другояче в Ромъния, където беа употребени съжестрашна сила практикуваните в Унгария, във времето на хабсбургите и в царска Русия, методи.

Ляпчев, наследника на своя шеф Цанков в София, продължава да предава на военните съдилища всички лица, чиято опозиция смущава неговото спокойствие. Пресата, сдруженията, събранията, синдикатите знаят какво струва в България да провяват такава независимост.

Крал Александър I и Пашич в Югославия не отстъпват пред никакъв произвол на властта, особено, след като си осигуриха подкрепата на Радич, като по този начин мислят да тероризират опозицията в Словения, Хърватско, Босна-Херцеговина и в Черна-Гора. Попитайте за това работниците в кралството, които се третират като обикновени престъпници, от момента, когато те си позволяват да предават едно каквото и да е искане.

Ето, прочее, четири държави, броящи приблизително 40 милиона население, които са подчинени на един и същ метод на управление — метод на насилие и трудно дигизирана диктатура. Ако се забелезва едно преустановяване на техните раздори на границите, това става, защото землевладелските, финансовите и военните аристокрации, които управляват тия страни, намират, че е по-благоуразумно да образуват един компактен фронт, един здрав отбранителен съюз без процеди, против работническите и селски трудици се маси. Пангалос не ще апелира вече направо към крал Александър I в случай на опасност от едно работническо въстание, както Борис към Фердинанд I.

Изтреблението на селяните и комунистите от Цанков в България, се посрещна с акламация от управляющите в Атина, Белград и Букурещ.

Както преди 110 години, пруския крал и австрийския и руски императори образуваха свещения съюз, който беше един взаимно-отбранителен съюз, така днес и балканските правителства се съюзиха, за да се предпазят от възможни репресии. И този съюз, не ще закжисне, при дадения случай, да бъде подкрепен от феодална Унгария на Хорти, въпреки злостата на маджарската олигархия против държавите наследници на австро-угарската монархия.

На тая федерация на балканските правителства, пролетарията е длъжен да отговори. Той трябва да работи за изграждането на една друга Балканска Федерация, целяща стромоляването на монархиите и диктатурите.

Пол Луи

За Балканската Федерация*)

II

Режима на националните малцинства

В предишната своя статия аз се опитах да покажа доколко една економическа организация на Балканския полуостров, както и установяването в този размерен и бунтуващ се в продължение на толкова години от войната насам край, на един економически живот, зависи от създаването на една Федерация, която да включва в своите граници различните балкански държави.

Въпроса за морските дебушета и пристанища, проблемата за железопътния транзит, митническите режими, целия тоя съвкуп от економически разрешения, би бил ускорен от една „Федерация“.

Федеративната система защита отделните суверенитети като ги обединява в едно и съгласува техните интереси. Тя създава един общ организъм на координация, взаимна контрола и равновесие.

В централна и южна Европа, а също тжй и на Балканите, където размесването на населението е големо, и където съществуват едно до друго разни раси и религии, много мъчно може да се приспособи грубия и строгия централизъм. Ето защо, федерализма се явява като най-подходящ в географическо, економическо и социално отношение за народите, които населяват тия страни.

Трудно е, за да не кажем невъзможно, точното и строго сливане на понятието държава и народ, вследствие на което и териториалните разграничения са тжй преплетени и спорни. Границите, които са начертани съгласно етнографическия принцип довеждат до безмислено откъсване на територии, които не могат дълго да просъществуват, защото са обречени на загиване под напора на географическите и економически нужди.

Всичко това може да се приложи за Балканския полуостров. Неоспорим факт е, че новите граници, трансирани съгласно желанието на военния аеропап, са лоши. Също тжй неоспорим факт е, че всеко ново разграничение ще се сблъска с мъчно-

тите, които са неразделна част от тжй пжстроцветните населени, които изпълнят всички краища на Балканския полуостров.

Без съмнение, Македония именно заслужава своето име и особено значение, което има в нашия език. Там се сблъскват почти на всека крачка и българи, и гърци, и сърби, турци, власи, евреи, албанци.

Всеко едно изменение на сегашните граници, не ще по пречи, щото националните малцинства да бъдат включени в различни държавни суверенитети. Това е една истина, която не може да се скрие. За да се избегнат всички тия неудобства, трябва щото всеко национално малцинство да има един ясен, либерален статут, който да му гарантира едно свободно културно развитие. Необходимо е, щото в самите държави, народите или части от тях, да могат свободно да се развиват. Това е една тежка проблема, която обржца с главата надолу класическото разбиране на международното традиционно право за суверенитет, която, обаче по силата на необходимостта, се налага. Това е практичният и истинският интернационализъм. Но, тук отново се явява на сцената нуждата от една Балканска Федерация. Всички тия тржжливи въпроси, които поставят въж взаимна борба разните държавни суверенитети, ще паднат сами по себе, ако една Балканска Федерация успее да се наложи на сегашните държави. Тия проблеми ще бъдат, наистина, от „федерална компетентност“.

Федерацията ще следи за техното приложение и за техното взаимоотношение в държавите, които я съставяват.

Това, което ми се вижда за най-необходимо и най-належащо, това е, даването на македонския народ един режим на свобода и реални гаранции посредством ясни и определени статутаи.

Аз не вервам, че присъединението на цела Македония към България, ще бъде един въпрос на мир и организация. Аз не мисля също тжй, че режима, който царя в разпокжсаната и разделената между Югославия, България и Гърция Македония, може да бъде некакво разрешение на въпроса.

Създаването и образуването на една отделна македонска държава, ще бъде една трудна работа, вследствие етнографическите условия.

Обаче, даването на национална и културна свобода на всички националности, населяващи Македония — его според мен, едно по-скромно, да това обаче по-осъществимо искане, което една федеративна система е в състояние да реализира.

Ж. Зиромски

Пжтя към катастрофата

Падането на централните сили

Литературата върху империалистическата война е вече обширна и непрекъснато се обогатява с нови съчинения, мемоари и сборници от официални документи. Така постепенно се хвърля светлина върху тжмните страни на миросжкрушителните събития от миналото десетилетие и се разпржскат легендите около причините за обявяването и хода на войната, създадени от заинтересованите класи и отговорни правителства и фактори.

Първи разкриха тайните архиви болшевиките и, въж основа на съдържачите се в тех официални документи, посочиха на народните маси истината. Така че, за да може истината да пробие дебелата слой от официални и заинтересовани лжжи, необходимо бе победоносната октомврийска революция. Не бе достатъчно да се събори само царизма, но трябаше да бъде сметена и властта на помещиците и капиталистите.

Падането на монархизма в Германия и разпадането на австроунгарската монархия за един момент откриха на народните маси достъпа към „светая светих“ на тия две империалистически държави. Почна се публикуването на тайните документи и възстановяването на историческата истина. Но капиталистическата реставрация скоро тури край на тия публикации, които разбулваха лжжата и лицемерието не само на съборения монархически режим, но и на солидарно с него отговорната капиталистическа буржуазия.

В страните на съглашението не е дошло още до никакви официални разоблачения. Глупаво би било да се очаква от тржжествуващите класи сами да си снемат маските. Но разкритията на болшевиките засегнаха естествено и тех. Те установиха неопровержимо общата отговорност на монархическите и републикански правителства от двете воюващи страни. Те бидоха потвърдени и от показанията на отделни искрени съглашенски деятели, като бившия френски посланик в Петербург, Жорж Луи.

В България, обаче, по тия събития царя още пхляна тжма. Парламентарните анкети се натжкнаха на противодействието на заинтересованите партии, групи, личности и учреждения. Те не можаха да се доберат до много от тайните документи и успеха да разоблачат само някои от официалните лжжи и заблуждения. Много страни от дейността на отговорни и неотговорни фактори, които причиниха неоправими злини на народа и подкопаха бъдещето на страната, останаха обвити в мъгла. Но даже и онова, което биде разкрито благодарение на публикациите в другите страни, управляващите класи грижливо пазят да не проникне до

*) Гледай в „Балканска Федерация“ от 1 Май 1926 г.

знанието на народните маси. Нищо чудно няма в това, като се знае, че и днес в страната господствуват същите сили: монархизма, милитаризма и капиталистическата буржуазия, които носят отговорност за народните нещастия. Народните маси само тогава ще могат да узнаят пълната и нефалшифицирана истина върху сподетите ги катастрофи, когато станат пълни господари в страната си.

Ние ще се опитаме да вдигнем малко гъстото черно було, като укажем на разкритията, засягащи и България. Такива разкрития ние намираме, например, в двете книги на Карл Новак: „Пътя към катастрофата“ и „Падането на централните сили“.

Техния автор, Карл Новак, е лице, близко до управляващите през време на войната дворцови и военни среди в централните държави и по своето положение е можал не само да бъде в течение на всички можливи влияния и задкулисни интриги, които насочваха и препречваха политиката на тия държави, но и да надникне в архивите на ръководните щабове и канцеларии. Освен това, изложението от него факти, съж били проверени и чрез лични беседи с главните действащи лица. Така щото, ако неговите книги не съдържат пълната истина, то, във всеки случай, изнесените в тях обвинения срещу управляващите среди и личности трябва да се приемат напълно отговарящи на действителността.

Първата от тия книги — „Пътя към катастрофата“ — разглежда военните събития от гледището на австро-унгарската главна квартира, или, по-право, на главнокомандующия фелдмаршал Конрад. В първата глава, посветена на предисторията на голямата война, бъдещия главнокомандующ се рисува като едно от първите лица на военната партия под водителството на престолонаследника Франц Фердинанд, който бе винаги за една решителна политика и през 1914 г. гласна монархията във войната. В следната глава се излагат перипетията на източния фронт (руското настъпление в Галиция, пробиването на фронта им в Карпатите и отхвърлянето им далеч към границата), събитията на юг от Дунава (нещастната офанзива на генерал Тотойорек срещу Сърбия и разгрома на последната от съюзните армии) и най-после действията срещу италианците (както на Изонцо, така после и в Южните алпи). Във всички тия щастливи за оражията на централните сили операции се изтъкват заслугите на Конрада. Отделено е значително място на въпроса за общесюзническото главно командване и съж описани подробно ипиритите на дворцовата камарилка след смъртта на стария император, следствие на които сам главнокомандующия изпаднал в немилост пред слабоумния и безхарактерен император Карл, бива сменен и пратен да командва тиролския фронт. След това идва Брест-Литовския мир — апогей на самоувереността на генералите в победата — за да настъпи толкова по-бърже катастрофалната развръзка.

Втората книга — „Падането на централните сили“ — започва с описанието на преговорите за мир в Брест-Литовск. Два противоположни политически лагера се срещат на една дипломатическа маса, олицетворявани от шведската делегация и от делегата на германската главна квартира, генерал Хофман. Дипломатите на централните сили искат поне временно да ги примирят чрез плиткоумни хитрости и двусмислени формули, но илюзията се пръска от юмрука на генерала Берлин и Виена тържествуват по повод „победния“ мир на Изток. Но скоро идва олимпийството на Брест-Литовск. Втората и четвъртата глава съж посветени на вътрешните кризи и междусъюзническите спорове около Букурещкия мир (спора за Добруджа) и опитите на Виена за сепаративен мир, както и тоя на Берлин да намери почва за един мир по споразумение. В това време — това се излага в третата глава — на Запад влизат в действие танковете, чувства се вече американското участие във войната, а германската индустрия не може да смогне да фабрикува даже достатъчно гранати. Техническото и материално превъзходство е вече на страната на Съглашението, изхода на войната е вече решен. Думата има най-напред оголялата, обосиля и изгладняла българска армия, изоставена почти само на собствените си сили срещу един във всяко отношение превъзхождащ и противник. И тя проговори на Добро Поле. Новак посветява цяла глава на българската войска, на събитията на фронта и войнишкия бунт, на примирението и на абдикацията на Фердинанд. След това, с гръмотевична бързина последва катастрофата на италианския фронт, разложението на германската армия, просябата за мир на австрийския кабинет и паниката в германската главна квартира. До сключването на примирението на Запад, австро-унгарската монархия е вече труп, а Германия — фактически една република.

В двете книги се съдържат твърде ценен материал по участието на България във войната и се правят нови разкрития, или се потвърждават важни факти, които се разпространяваха в страната, като слухове. Ние ще се спрем на някои от тях.

Известно е, че Радославов цяла година усюкояваше разтревожената след избухването на мировата война страна с „неутралитета“ на България. Но тоя неутралитет бе една легенда. В „Пътя към катастрофата“ (стр. 110) ние четем: „Известно време централните сили подпомагаха своя съюзник (Турция) през Ромъния и България. Те изпращаха, колкото им бе възможно, муниции. Българите правеха по-малко пречки на превоза от ромъните. Всеки вагон с гранати, който пристигаше

на турска земя, струваше толкова злато, колкото теглеше. Трябаше да се подкупват и българите“. Ние знаем за „деклозиеровата афера“ — тоя опит да се купи с злато намесата на България във войната на страната на Съглашението. За него се говори и в „Руските документи“. Сега Новак авторитетно показва на потока от германско злато, който „сиомогна“ за „определението“ на България като съюзник на централните сили. Кои съж тия „патриоти“, които срещу злато хвърлиха страната в пропаст, Новак не казва, но българския народ знае. Върху техните дела, обаче, амнистията на „демократическия съговор“ вече хвърли дебелилото було на забравата. Спете си покойно 300.000-атали али войници във вашите незнани гробове! Язте безтревожно вашите милиони български патриоти и отечество-спасители!

За да станат „искрени съюзници“ с турците, българските управници съж искали от последните териториални отстъпки около Одрин. Занитресованите германци наистина успеха да склонят Енвер паша да отстъпи Карагач и една ивица по левия брег на Марица. В камарата Радославов по тоя повод заяви тържествено, че вече спорове между България и Турция не ще има. Но какво се оказа? Новак в „Падането на централните сили“ разказва, че германците обещаха устно на турците, какво, при едно „териториално“ уголемяване на България, те пак ще си вземат обратно отстъпването и „даже ще получат и други компенсации“. Автора прибавя, че българите „нищо не знаеха за тия немски обещания на Турция“. Известно бе само, че турския парламент не утвърди българо-турското съглашение. При преговорите около букурещкия мир (с Ромъния) тоя въпрос виезано изпада отново. България искаше цяла Добруджа. Радославов, между другото, се позоваване на личното обещание на кайзера, което обаче веднага е било политически обезсилено с едно противно заявление на министра на външните работи, Цимерман, до българското правителство. Срещу това пък турците поискаха, „въж от възвръщането на Карагач и долината на Марица, още ред населени с турци местности на черноморския бряг“. „На турците — казва Новак — симпатизираше началника на германската главна квартира — Лудендорф. Насъжкван против българите от началника на своя български отдел, полковник Мерц, тоя усиливаше съпротивата на Париград. Полковник Мерц от дълго време донасяше на генерала само неблагоприятни работи за България. Сега докладите на тоя офицер бяха още по-неблагоприятни. С своя можък глас Лудендорф, във всеки случай, взе страната на турците“. Понеже съглашение не се постигна, стара Добруджа остана общо владение на съюзниците. Едва на 26 септември, когато българската армия бе в пълно отстъпление и правителството вече просеше отделен мир, от Берлин се получила телеграма, че „било постигнато споразумение по турските искания във връзка с Добруджа и че Германия сега считала присъединението на цяла Добруджа към България за справедливо“. Но — прибавя автора — „никой вече в София не знаеше, какво да прави с тая телеграма...“

В надвечерията на настъплението срещу Ромъния целия източен фронт на централните сили биде обединен под едно „общо съюзно командване“, начело с германския кайзер, а фактически в ръцете на Лудендорфа. Това биде извършено в интереса на „общосюзното дело“. В първата книга на Новак (194—200) съж изнесени истинските подбуждени на германската главна квартира. Това не е било нищо друго, освен един комплот срещу българите и турците, които е трябвало да бъдат „по-здраво свързани за въжето на Германия“. На австрийския главнокомандующ е било обяснено, че това съглашение ще има сила само за българите и турците, а отношенията между германската и австро-унгарската главна квартира ще си останат такива, каквито съж били до тогава. Конрад най-после отстъпил, но като подписал общосюзническото съглашение съж следната забележка: „Когато бъдат засегнати жизнени интереси на монархията, император Франц Йосиф има право да възразява“. Тая забележка била обявена за особено споразумение между германците и австрийците, което трябало да се пази в пълна тайна. „Българите и турците не трябваха нищо да узнаят за неговото съществуване“. Така още от 1916 г. българското правителство направи България васал на германската монархическо-милитаристическа клика, която веднага пристъпи към нейното систематическо ограбване. Никой нямаше право да възразява, даже когато жизнените интереси на страната бяха застрашени. В Плес България бе вече безрезервно капитулирала. Резултатите от тая политика, обаче, изпитаха и германците след септемврийската катастрофа. „Българите — пише Новак — отпаднаха от съюза с дива умраза, с извистелно самодоволство, с лудо злорачество... Де беше предвидливостта на генералите от Плес (германската главна квартира), които оставиха да се развие между българни и немци едно такова чувство, че най-накрай при Ниш те застанаха един срещу други, готови да си открийт огън?“

В главата, посветена на България, — „Падането на централните сили“ (стр. 201—235) — автора дава една доста пълна картина на разорената, изтощена и обезкръвена страна и на отчаяното положение на фронта. 20% от войниците бяха без обуща. Те бяха обезсилени от систематическо гладуване. Българските

војници с завист гледаха на бјали хляб и добрата храна на немските солдати, следствено на което германските офицери заповядаха „в бъдаще храната да се раздава поне два-три километра надалеко от българските войски“. В най-критическото време бидоха изтеглени почти напълно германските части от Македонија, тјй като сјгласненската мелница вече топеше германските корпуси на западниот фронт. Срећу 221.000 отпочинали и снабдени с всичко сјгласненски войски на солунскиот фронт е 1824 тона и огромни технички средства, стојаха 170.000 бжл. подумжртви солдати с 1.500 ордјиа. Боевиот дух се беше вече изпарил од окопите, дисциплината бе силно подкопана — всички жадуваха за мир. При тия условија Добро Поле бе неотвратимия пристјп на зреспната катастрофа. Но легенда е, че Добро Поле зављакло и сјюзниците. На Западниот фронт сјвсее самостојателно се умножаваха признаците на един подобен разгром. Лудендорф нямаше вече армија. Това бе тјй истина, че на 29 септември беше тој бе решил да иска премирие. В предвидјане на катастрофата, на 1 октомври тој даде на правителството само неколку часа срок да поиска од Сјгласнението спиране на војната.

Интересно е, какво казва Новак за военните качества на генерал Русева, којто командваше на Добро Поле: „Тогаваш генерал Русев изгуби самообладанието си. Тој оттегли разбитата си втора дивизија зад Черна. Првната паника бе обхванала генерала, тој бе избягал од цаба си, офицери с часове го тјрсеа. Никого не бе уведомир тој за својата заповед, нито сјседните

началници — което естествено увеличи бјркотијата и злото — нито армеекото командовање, което го отстрана“. Ето какјв храбрец е бил геројот на 9-јуни и убицеца на десет хиљади безоржјни и беззащитни граѓани! По карактеристиката на тој подлец и дезертиор, за којто воено наказателниот закон предвижда куршум, е сјщевремено такава и за целиот режим, којто тој одицетворява. Воено-банкерската банда в кјрвавиот сј поход срећу бјлгарскиот народ не можеше да си избере по-достоеен шеф од Русева...

Нај-накрај Новак разбива и легендата, разпространена од Малинова, за неговите заслуги по абдицијата на Фердинанд. Последниот „оце на 26 септември сјобцил на правителството, че тој е готов да се откаже од престола, ако никој би го считал како пречка за внтрешниот ред или за мира. Правителството без веяко колебање отговорило: „Нека царј си остане владетел на страната“... „Едвам на трети октомври по свој собствена иницијатива, поучен без сјмнение од Радомирскиот бунт, Фердинанд подписа приготвениот по негова заповед без знаието на правителството акт за отказвање од престола и го предал на силно изненаданиот министјр-председател“. Сјщата вечер тој напусна и страната“.

Многу други факти и разјаснения сјдржат книгите на Новак, чието знаије е необходимо за осветљавањето на сјдбоносните за Бјлгарија сјбития од миналото десетилетие.

И. Веж.

PARTIE SERBE

Балканска федерација и европско јавно мишљење

Наша анкета код знаменитих политичара и књижевника

Виктор Маргерит

Виктор Маргерит је Лоренан. Роден се је 1866. Син сјојника, генерала Жана Маргерита, ишио је очевом каријером. Године 1896 као поручник драгона он напушти војничку службу да се посвети књижевности и да се постави један од најгласовитијих књижевника у Француској. Он је напишао заједно са својим братом Павлом низ дела, особито она са насловом *UNE ÉPOQUE*, која утврдише славу браће Маргерит.

Од марта 1905 до априла 1907 он председа Друштву књижевника. У 1906 *Le Journal* доноси негово најдобро дело: *PROSTITUÉE*. Зитим излази *LE TALION*. У 1909 *LA ROSE DES RUINES*. У 1917 *LA TERRE NATALE*. После рата у 1919 *AN BORD DU JOUFFRE, UN COEUR FAPOUCÉ*, алжирски роман и *LE SOLEIL DANS LA GÉOLE*. У 1922 излази *LA GARÇONNE*, оштра студија моралног расула, што га је изазвало велико јудско кљње. Овај роман доживео је огромен успех, премда се одигане на неговој ауторот сав француске и реакционари силе. Тујуба лиге отаца породице под председањем генерала Кастиљно. Брисање из реда легије части ради преступи проти „чисти“.

Виктор Маргерит је извршен тим више нападајима што је у трагичном моменту светске конфлиграције осетио пробуђење и упути се револуционарним путем.

Виктор Маргерит исповеда или овим убедливим речима еволуцију: Мој породични одеој, моја литерарна прошлост — погледом на дела као *Prostituée* — упутише ме путем традиционалних каријера... Легија чисти, Академија, чинилило се да су чистови средни да их се постигне. Још к тому остиде ми и неко вајничко празноверје...

То је узрок, да и ако сам ја — после мале историје рата од 1870 и после *Une Époque* — посве уверени пацифиста, ја сам себи узео као сјрзу живота: Борба за право!

После *LE COMPAGNON* и *LE COUPLE* са *LA GARÇONNE* свршиа трилогију Жене у будућности. У 1925 пише *LES CRIMINELS*, одвајсна оптужба проти подупирателот рата. И онди: *LES VICTIMÉS*.

Виктор Маргерит свом таланту великог писца придружује данас храброст одличног борца за сваку праведну ствар.

Уговори о миру, који 1919 растргаше Европу — нису ништа друго него пуко средство непрестаног рата. Под знаком силе поставља се „краљевство животне“. Нарочито Македонија, распарчана, тероризирана, угњетавана, денационализована, остаје увек „барутана“ Европе.

Само једна „Балканска Федерација, не федерација садашњих влада — јато гаврана на бојном пољу — него само федерација народа може основити, Еру Мира“.

Када? То је тајна оник, који су данас „Слаби, али јаких сутра, кад се нјихове воље удруже.

Виктор Маргерит

Франтишек Сукуп

Доктор права, адвокат и политичар. Лидер социјалистичке странке у Чехословачкој, член извршног одбора II Интернационале, сенатор, подпредседник чехословачког сената и бивши министар правде.

На питања, која ми је поставила ваша поштована редакција, ја ово одговарам;

Балканско питање није локално питање, него је то једно европско питање. Балкан мора престати бити легло каоса и расуда. Реч „Балкан“ не сме значити веред и дебакл. Невријатељи мировних уговора воле наглашавати да ће се пропаћу Аустро-Угарске балканизирати читава Централна Европа. То није истина. Аустро-Угарска није била политичка потреба. Све нове државе, које настадоше на нејипој територија имају све услове независног живота и доброт суседства. Ја могу само речи да ми у Чехословачкој непрестано доквујемо, да је Чехословачка јака тврђава стабилизације, реда, мира и напретка.

Пут европском миру води преко Балкана, а пут миру самог Балкана преко Балканске Федерације. Балканска Конфедерација постаће један велики светски темељ за негову будућу интернационалну економску и политичку констелацију. Ја сам члан извршног одбора социјалистичке интернационале, у којој представљам чехословачку социјалдемократију. Био сам на конференси у Брислу на којој нам је Емил Вандервеед изложио један потанки извештај о неговом путу на Балкану. Са ужасом саслушасмо вести о правој сеоби народа, која је настала на Балкану после рата и ми смо подумели кораке према Друштву народа учини све што је у неговој власти да ши овај ретешки проблем — са материјалног, културног и политичког гледишта.

Ми схваћамо врло добро проблем народних мањина на Балкану. Ниједан део света није толико продукт народних мањина баш колико балкански полуоток, где су се за време турског господства народи стално мешали. Тако је и решење овог проблема у двосрукот више тешко него ли и где друговде и од туда огромне потешкоће пред којима стоја Европа у решавању маједонског питања.

Нема сумње да је Балканска Конфедерација једини начин, на који се може решити то питање на основу истих принципа и истих гаранција.

Има тому неко по године дана окупила се у Прагу конференција балканских социјалиста у згради нашег парламента уз суделовање наших пријатеља из Енглеске, Немачке и Белгије. Из Бугарске дојше Сагасоф, Пастукоф и Нејкоф. Захтев једне Балканске конфедерације ушешен је у наш интернационални програм. Изван сваке је сумње да ће на економском пољу Балканска Федерација постати фактор првог реда, Она ће имати на располагању при мора, имаће отворен пут на светску пијацу, подигниће свој економски положај и помоћу усавршених технички средстава биће у стању експлоатисати методички неизмерно природно благо Балкана.

Мислим да је сувшино нагласити посебици да су садашње владе у Југославија, Румуњској, Грчкој и Бугарској сасвим неспособне да створе Балканску Федерацију. За стварање Балканске Федерације потребно је провоцирати један свеопшти покрет народа међу свим балканским народима. Треба свакако створити таково политичку, културну и нацијоналну атмосферу, која ће приправити и омогућити овај чин. То је разлог зашто Балканска Федерација неће бити дело данашњих ефемерних балканских влада, него смо продукт споразума и воље балканских народа. У том правцу ваља радити свом снагом и Балкан ће имати последњи у Европи и свету поштеву демократију.

Др. Фр. Сукуп

Реакционарни блок балканских држава

Дуго времена биле су балканске државе где се испољују без граница интриге великих сила, права погубељ за европски мир. Год. 1806 тражила је Бугарска у Русији своју инспирацију као што Србија у Аустро-Угарској. Затим се променише прилике. Царизам је тражио свој ослонац у Београду израбаљујућ српски национализам а исто тако Немачка ослабајућ се на владу Фердинанда Кобуршког у Софији. Румунска је била везана савезима са кабинетима Берлина и Беча, у осталом је Карол I остао чисти Хохензолери. Уплив се је немачки, француски и енглески крижао у Атини као и Цариграду, у време када је Турска још нешто значила на континенту. Светски рат настао је због једног дунавског или балканског спора, али је он имао букнути још 1908 ради сличног спора—у време анексије Босне по барону Еренталу, 1909 у време опомињања Аустро-Угарске Србији 1912 и 1913 за време балканских ратова.

Данас је наступило међу државама полуострва неко умирење. Они савају веома мало о том да се међу собом раздере. Напротив њихове владе настоје се приближити једна другој и на такав начин да створе заједнички, јединствени, реакционарни блок.

Румунска и Југославија припадају већ—једна и друга—малој антанти и потешкоће које су могле настати међу њима ради Баната биле су отклоњене. Југославија је потајно преговарала са Бугарском, и ако ове две државе имају иза себе дугу традицију непријатељства и раздора. Исто тако Југославија настоји доћи до компромиса са Грчком, и ако јој једва може опростити држање Константинново за време светског рата. Мађедонија би могла раздвојити кабинете Београда, Софије и Атене, који се направдаше за сваку честицу ове земље и поседују сваки по комадић. Стварно их Мађедонија уједињује. Они се удружују проти свакој тежњи мађедонског народа за еманципацијом, као што је увек страх пред пољским устаницима служио као цемент савезу међу Хохензолима, Романовима и Хабзбурзима.

Заиста се мора у ови час мање плашити балканских обраћунавања него ли неког, напротив балканске владе утврдише реширочне обвезе проти револуције. Ништа се не тумачи лакше, пошто је фашизам т. ј. режим, који подређује масе једној јако оружаном олигархији, спремној на свако насиље, исто тако мало забринутим за своју легитимност, као и за елементарне слободитине општи режим од Карната до Пелопонеза.

Пангалос се понео као мали Мусолини у јануару је јавио да он уједињује сву јавну власт у својим рукама. У фебруару потерао је у изгнанство на острва све своје политике противнике; у марту присилио је Кудуриотиса да напусти председништво републике.

Али се и Брацијано није друкчије понашао у Румунској, где су опет постављене на снагу махинације практиковане у Угарској за време Хабзбурга и у Русији царева?

Љапчеф, наследник свог шефа Цанкова у Софији, наставља стављати пред војни суд све оне чланове опозиције који би га могли узнемиравати. Штампана, друштва и удружења, синдикати знаду веома добро што значи и Бугарској очитовати ма и мало неодвисности.

Александар I и Пашиф у Југославији не презају пред никаквом гестом откада осигураше помоћ Радића и стеклоше уверење да тако могу ушуткати осталу опозицију и Словенији, Хрватској, Босни и Херцеговини, у Црној Гори.

Питајте раднике у Краљевини, с којима се поступа као са простим зликовцима, да се усуде поставити макакав захтев. Ето четири државе, које броје заједно 40 милиона становника и подложне су истом методу владања—методу грубе силе и једва маскираној диктатури. И ако они учине примирје у питању пограничних сукоба, то је за то, што аграрна, финансијска и милитаристичка аристократија, која управља овим државама дошла до уверења да треба створити компактну линију, једну дефанзивну линију чврсто повезану.

Пангалос не би више узалуду апеловао на Александра I проти устанку радника, као ни Борис на Фердинанда I. Уништење сељака и комуниста, које је провео Цанков у Бугарској—нашло је на потпуно одобравање властодржаца у Атини, Београду и Букурешту.

На исти начин како пред неких 110 година Краљ Пруске и Цареви Аустрије и Русије установише свету алијансу, која и не бијаше него савез међусобне обране, тако се удружише и балканске владе у страху пред могућим репресалијама. И овај савез у даном случају имаће сигурно потпору Хортијеве Феудалне Угарске и успркос беса мађарске олигархије на наследне државе.

На ову федерацију властодржаца морају одговорити пролетери. Јер је то она друга федерација, коју они морају створити и тако оборити монархије и диктатуре.

Пол Луи

PARTIE CROATE

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Naša anketa kod znamenitih političara i književnika

Teodor Bartošek

Doktor prava, advokat i političar. Urednik „Volna Myšlenka“ (Slobodna Misao), predsjednik češkog društva za kulturno i ekonomsky približenje U. R. S. S. Jedan od voda organizacije slobodnih mislilaca.

Na pitanja „Balkanske Federacije“ o Macedoniji i prilikama na Balkanu, mogu ovo odgovoriti:

1. Sadašnje riješenje macedonskog pitanja, ja ga nemogu naći niti da odgovara principima pravедности niti slobode, niti interesima mira, pošto to riješenje nije izraz potreba niti volje macedonskog naroda, nego izraz sile zainteresovanih država. Sve dotle, dok se i na Balkanu ne prizna nepovrijedljivo pravo, da se narodu ne može nametnuti režim protiv njegove volje, sve dotle neće biti mira na Balkanu i izrazi „balkanske prilike“, „balkanizacija“ ostati će tipični izrazi za diskvalifikaciju једног nemogućег režima.

Riješenje, koji bi odgovaralo slobodi, pravедности i interesima mira u macedonskom pitanju bio bi samo režim, koji bi odgovarao željama ovog naroda.

2. Nijedna reakcija ne može osigurati prava na kakve bilo manjine i današnje balkanske vlade, čiji samovoljni i reakcionarni režim je opće poznat, još će manje bili kadre da to učine. U ostalom u balkanskim državama nije se ni sanjalo o том, da je zaštita manjina dovoljno zaštićena međunarodnim ugovorima. Pošto se ove države smatraju kao nacionalne države, sastavljene od samo једне nacije i žele, da ih takvima drže i ostale strane države, to jest takvim državama, u kojima i ne treba garancija za zaštitu narodnih manjina.

3. Једна mogućnost, da se zapriječi ugnjetavanje narodnih manjina jest potpuna izmjena socijalnog poretka, promjenom sadašnjeg, koji se osniva na klasnim protivštinama u један društveni poredak bez klasa. U današnjem bužnaskom društvu, po gotovo u na pola feudalnom poretку, kojega se nalazi na Balkanu, samovoljno djelovanje nacionalista pripada u samoj biti onom stanju stvari, posebice epoka, kad se stari društveni poredak nalazi u defenzivi.

Ugnjetavana klasa, koja nastoji preuzeti vlast jest bitno internacionalna. Kada ona dodje na vlast, neće biti više narodnog ugnjetavanja.

U. S. S. R. može nam služiti kao primjer, kako u једној zemlji sa mnogim narodima primjena narodnog samoodređenja onemogućuje narodno ugnjetavanje.

Ne opstoji razloga, suparništva među raznim narodnim grupama, s obzirom na то, što su sve podređene zajednički višoj vlasti svih zajedno, po том vlasti, kojoj su podređeni u isti mah i članovi.

4. Ја sam čvrsto uvjeren, da će se svakako ostvariti federacija balkanskih naroda, ja sam uvjeren o једној još većој stvari, da će ona biti dio još једне šire zajednice naroda; ali sam ja isto tako uvjeren, da današnji balkanski vlastodršci ne mogu otvariti takvu federaciju, pošto je takva organizacija bitno protivna današnjem društvenom poretку.

Današnje balkanske dižave nijesu kadre nego da stvore veoma kratke saveze, za već tačno одређене slučajeve, kako nam je pokazalo iskustvo dvaju balkanskih ratova. Ipak je federacija balkanskih naroda veoma prirodna ideja. Svi balkanski narodi imaju više interesa i zajedničkih crta ego li takovih, koji ih dijele. U ostalom čitava zona malih naroda — nalazeće se između teritorija ruskog i njemačkog od juga Balkana do sjevera Skandinavije je upravo одређена da nastoji stvoriti неко više јединство i da je u том nije preteklo riješenje rusko, onda bi ta zona malih naroda dala bazu za ostvaranje ideje budućih saveznih država Centralne Evrope ili možda i čitave Evrope.

Ove moderne ciljeve ne mogu oživotvoriti stare monarhijske i feudalne države. Stara Austro-Ugarska dala nam je u том nimalo utješljiv primjer. Nužda uјedinjenja malih djelova u veću cjelinu — bio je povod njezinom stvaranju, ali je ona morale biti razdijeljena, e da može napredovati princip samoodređenja iz ovog nesavršenog stanja, kompromisnog stanja, što je bio uzrok svjetskom ratu.

To dokazuje da se pitanje „balkanske federacije“ neda riješiti sa nagodom, imperijalizmom i despotizmom. Samo široke mase radnog naroda моћи će ostvariti društvo bez klasa, a ovo će nastati samo nakon побједоносне борбе proletarijata. Samo

pobjedonosni proletarijat i novi socijalni poredak riješiti će balkanske probleme, a tako i macedonsko pitanje na takav način, da će se i na Balkanu napokon ostvariti ono, što je u prošlom rijeku tražio Američanin Abraham Lincoln za svoju zemlju: Vlada naroda, po narodu i za narod.

Dr. Teodor Bartošek

Za Balkansku Federaciju

I.

Luke i ekonomski emporiji

Najčešći uzrok internacionalnih sukoba i poteškoća leži u traženju i posjedovanju pomorskih izlaza. Izlaz na more, na jedno slobodno more, jest uvjet neovisnosti jedne države.

Zatvorene države su stvarno veoma često onisne u gospodarskom životu od susjednih primorskih država, u koliko ugovorene konvencije ne daju tim državama pravo slobodnog prolaza. Na balkanskom poluotoku bilo je ovo pitanje uvijek na prvom redu. Već prije promjene političke karte poslije posljednjeg rata, bio je položaj Srbije zatvorene između Turske, Bugarske, Austro-Ugarske uzrok raznih sukoba. Srbija nije imala slobodu svog izvoza i lako se sjećamo makinacija i postupaka austro-ugarskih carinarnica, i kako se farizejski i mudro upotrebljavale sanitetske i profilatične mjere, da se samo zapnujeći izvoz srpske stoke.

Srbija je naravno tražila izlaz na jadransko more, ali je bdjela austro-ugarska diplomacija i aneksija Bosne i Hercegovine tiri Srbiju prema egejskom moru, odakle se porodi srpsko-bugarski konflikt, podupiran od centralnih vlasti. Srbija prevarena u svojim težnjama za izlaz na jadransko more, okrenu se prema Macedoniji i Vardaru.

Bugarska je opet sa svoje strane nastojale zadobiti četiri pomorska izlaza: egesko, marmorsko, crno i jadransko more. To je bio program velikog bugarskog imperijalizma, koji je bio zaustavljen na pariškom kongresu.

Svjetski rat umnožio je još više ove poteškoće. Jugoslavija u posjedu jadranskog primorja došla je u sukob sa Italijom, i tako postaje pitanje Rijeke, Zadra, Splita i Dubrovnika — dalmatinsko pitanje.

Italija — nepovjerljiva — straži na izlaz jadranskog mora: Na otrantski tjesnac — to je pitanje Valone i albanski problem. Ekspanzivnost Grčke sve do zapadne Tracije tura Grčku u sukob sa Jugoslavijom, koja želi svoj izlaz na egejsko more — i to je pitanje Soluna.

I napokon Bugarska — žrtvorana, raskomadana, mučena traži trgovački izlaz na egejsko more: Dedeagač, jer ona ne posjeduje na crnom moru — zatvorenom Bosporum — nego samu Varnu i Burgas. Ovaj kratki prikaz pokazuje nam jasno širinu i teženu ovih pitanja.

Ako se želi ići tradicijskim stopama kabinetà — onda su borbe nerazriješive. Ne radi se više o tom, da li će se putem teritorijalnih aneksija doći do prisvajanja pomorskih emporija. Aktuelni problem sastoji u tomu, u kojoj mjeri ekonomska riješenja mogu pravedno ublažiti brutalnost političkih razgraničenja. To sa internacionalne tehničke tekovine, koje mora oživotvoriti socijalizam, ako želi da trijumfuje realistički mir.

Balkanski poluotok je taj predjeo, gdje se mameće traženje takvog riješenja: Statut Soluna, koji bi omogućavao Jugoslaviji upotrebu ove luke, a da ne uspostavi tamo svoj politički suverenitet, koji se ne bi dao nikako opravdati, Statut Dedeagača za bugarski trgovački izlaz — i tako bi izčezla dva osjetljiva miesta na Balkanu. Ali je jasno, da bi ustanova balkanske federacije — okupljajući narode poluotoka — u velike olakšala ispitivanje sličnih riješenja.

Ovaj stari socijalistički zahtjev otaje uvijek veoma hitan, ali neća ga donasnji vlastodišci moći ni htjeti ostvariti. Život i sigurnost Balkana, neovisnost balkanskih naroda — mogući su samo pod tu cijenu.

Jean Zyromski

PARTIE GRECQUE

ΕΝΑ ΙΣΤΟΡΙΚΟ ΝΤΟΚΟΥΜΕΝΤΟ

Δήλωση της 'Επαναστατικής 'Εσωτερικής Μακεδονικής 'Οργάνωσης ('Ενιαίας).

"Εκκλήση προς τον μακεδονικό λαό, προς την διεθνή κοινή γνώμη!

'Η Κεντρική 'Επιτροπή της 'Επαναστατικής 'Εσωτερικής Μακεδονικής 'Οργάνωσης ('Ενιαίας) δημοσιεύει μιὰ δήλωση, στην οποίαν εκθέτει την άποψη της πάνω στο μακεδονικό ζήτημα, κάμνοντας συνάμα και μιάν έκκληση προς τον μακεδονικό λαό και προς τη διεθνή κοινή γνώμη, για να τους ζητήσει να υποστηρίξουν την 'Οργάνωση στον σκληρόν άγώνα της για την ανεξάρτητη Μακεδονία και την Βαλκανικήν 'Ομοσπονδία.

'Η άποψη της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας) όντας ή άποψη που έμεις υπερασπίσαμε πάντα στην Βαλκανικήν 'Ομοσπονδία, δημοσιεύουμε πρόθυμα στις στήλες μας το ιστορικό τούτο ντοκουμέντο.

'Η κατάσταση του μακεδονικού λαού και στα τρία μέρη της Μακεδονίας, γίνεται όσο πάει και πιο άνυπόφορη. Όσο και να διαφέρουν, τα μέσα που μεταχειρίζονται οι κυβερνήσεις, βουλγαρική, σερβική και έλληνική για να καταπιέσουν τον μακεδονικό λαό μοιάζουν όλα σε ένα σημείο: υπέταξαν τον μακεδονικό λαόν δλόκληρο κάτω από ένα καθεστώς τρομοκρατίας, βασιανιστηρίων και δολοφονιών.

Στη Μακεδονία που βρίσκεται κάτω από την βουλγαρική κυριαρχία, ή Κυβέρνηση του Τσαγγύφ χρησιμοποιεί όλα τα μέσα που διαθέτει ή στρατοκρατοφασιστική δικτατορία, για να καταπιέσει τον μακεδονικό λαό. Συλλαμβάνει, ξυλοκοπά, υποβάλλει σε ίεροεξεταστικές μεθόδους σκοτώνει κάθε μακεδόνα, που αγωνίζεται για την ανεξαρτησία της άπελευθερωτικής ανήσεως, που δε θέλει να πουλήσει τα συμφέροντα και το ιδεώδες του λαού στη αντίδραστική αίμοβόρική δικτατορία, που θέλει την άπελευθέρωση και την ένότητα της Μακεδονίας.

Στη Μακεδονία που βρίσκεται κάτω από την σερβική κυριαρχία, ή κυβέρνηση ακολουθεί συστηματικά μιὰ πολιτική άφομοίωσης και έκσερβισμού άπέναντι του Μακεδονικού λαού, και συγχρόνως έξασκει μιάν άθθαίρετη διοίκηση, ήθική καταπίεση και πολιτική άδικία.

Στη Μακεδονία που βρίσκεται κάτω από την 'Ελληνική κυριαρχία, ο μακεδονικός λαός ενδιώκεται από την έστία του. 'Η αντίδραστική πολιτική, ή πολιτική της βίας που εφαρμόζονται εκεί άφορούν όλες τις μακεδονικές εθνικότητες. Κατασπαργμένος, στερημένος από όλα τα μέσα συντηρήσεως, ο πληθυσμός αναγκάζεται να ζητήσει καταφύγιο σε ξένη γή, μεγαλώνοντας έτσι τον αριθμό των δύστυχων προσφύγων.

Τέτοια είναι σήμερα ή κατάσταση του μακεδονικού λαού. Τα καθεστώτα, κάτω από τα όποια είναι αναγκασμένος να ζει σήμερα, είναι καταπιεστικά και αίματοβαμμένα.

'Ο μακεδονικός λαός έκατάλαβε πως οι „χριστιανικές“ βαλκανικές κυβερνήσεις, έθεώρησαν πάντα την Μακεδονία και τον μακεδονικό λαό ως άντικείμενα κατακτήσεως και έμμεταλλεσεως. 'Επέισθηκε πως οι κυβερνήσεις αυτές έβαλαν πάντοτε τα δυνατά τους να σπείρουν τη διχόνοια και το μίσος ανάμεσα στους μακεδόνας μιλιτών, να έπωφεληθούν τις έχθρες αυτές για προσωπικούς σκοπούς, πολιτικούς και κομματικούς, και να χρησιμοποιήσουν την έλευθερωτική δράση των μακεδόνων ως όργανο της ίμπεριαλιστικής τους πολιτικής.

'Ο μακεδονικός λαός, έξακριβώνει πως ακόμα τώρα οι κυβερνήσεις αυτές φέρονται άπέναντι του, σαν προς ένα ξένο λαό που υπέταξαν. 'Ενοιωσε καλά πως οι κυβερνήσεις αυτές είναι οι δυνάστες του και πως τον έχουν μεταβάλει σε δούλο. Αυτό το πράγμα άρχίζουν να βλέπουν φανερά ακόμα και οι εθνικιστές και οι αντιδραστικοί μακεδόνας που είχαν έπιτύχει να ίδοποιηθούν το όνομα της 'Επαναστατικής 'Εσωτερικής Μακεδονικής 'Οργάνωσης.

Κάτω από την πίεση των λαϊκών μαζών της Μακεδονίας στην περιοχή του Πέτριτς, και των τεχνιτών, εργατών, χωρικών, των μεταναστών και των μακεδόνων προσφύγων στη Βουλγαρία: κάτω από την πίεση των μακεδόνων που αποτελούν την 'Οργάνωση του 'Αγιου 'Ηλία ('Πιντεν) που, στο ύπόμνημά τους του 'Απριλίου 1925, είχαν έγείρει τη φωνή τους υπέρ μιās ανεξάρτητης Μακεδονίας και υπέρ της 'Ομοσπονδίας των Βαλκανίων, κρησάμενοι έναντιον κάθε άναμίξεως της βουλγαρικής κυβερνήσεως στα μακεδονικά ζητήματα — άφ' ενός — ένεκα της καταδίωξεως των επαναστατών και των μακεδόνων φυγάδων, της έξορίας εκατοντάδων άπ' αυτούς σε διάφορα μέρη της Βουλγαρίας, της άπαγορεύσεως όλων των μακεδονικών έφημερίδων στη Βουλγαρία: με μιὰ λέξη, έξ αιτίας των διωγμών και βιαιότητων που υπέβαλε ή κυβέρνηση του Τσαγγύφ τη μακεδονική σκέψη και τους Μακεδόνας που αγωνίζονται για

την ανεξαρτησία της χώρας τους — ἀφ' ἑτέρου — ἐδημιουργήθηκε στις ἀρχές τοῦ 1924, μιὰ τέτοια ψυχολογία μεταξύ τῶν λαϊκῶν μαζῶν τῆς Μακεδονίας ἐναντίον τῆς βουλγαρικῆς φασιστικῆς Κυβερνήσεως, ὥστε ἡ ἀναθεώρηση τῆς πολιτικῆς κατευθύνσεως, πού εἶχε τηρηθεῖ ὡς τότε καὶ ἡ ἐξέγερση μιᾶς νέας βάσεως δράσεως μέσα στήν Ἐπαναστατικὴ Μακεδονικὴ Ὄργανωση ἐπεβλήθησαν, ὡς καὶ σ' αὐτοὺς τοὺς ἀρχηγούς τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ὅπως ὁ Τ. Ἀλεξάντρωφ καὶ ὁ Ἄλ. Πρωτογέρωφ.

Ἀφοῦ ἐξέτασαν κατὰ βάθος τίς ἀπόψεις τους καὶ τὴν δράση τους, ὁ Τ. Ἀλεξάντρωφ, ὁ Ἄλ. Πρωτογέρωφ καὶ ὁ Π. Τσαούλεφ, μέλη τῆς Κεντρικῆς Ἐπιτροπῆς τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο., ἐκήρυξαν σὲ ἓνα „Μανιφέστο πρὸς τὸν μακεδονικὸ λαὸ, τὸν πληθυσμὸ τῆς Μακεδονίας καὶ τοὺς μακεδόνες ἐπαναστάτες“, τίς καινούργιες κατευθύνσεις τῆς Ἐπαναστατικῆς Ὄργανώσεως. Στὸ Μανιφέστο αὐτὸ, πού ὑπογράφηκε στὶς 6 τοῦ Μᾶη 1924, ἐδήλωσαν πρὸς τὸν μακεδονικὸ λαὸ, πὼς καμμιά ἀπὸ τίς βαλκανικῆς κυβερνήσεις δὲν ἐσκέφθηκε νὰ δώσει τὴν ἐλευθερία καὶ τὴν ἐνότητα στὸ μακεδονικὸ λαὸ, πὼς καθεμιά ἀπὸ τίς κυβερνήσεις αὐτῆς ἐπροσπάθησε νὰ κυριεύσει τὰ κομμάτια τῆς μακεδονικῆς γῆς πού κατακρατούσαν τὰ γειτονικά κράτη, καὶ πὼς αὐτὴ ἡ προσπάθεια νὰ κατακτήσουνε καινούργιες χώρες ἦταν ἓνας διαρκῆς κίνδυνος γιὰ τὴν εἰρήνη μεταξύ τῶν βαλκανικῶν λαῶν. Ἐκτὸς τούτου ἡ Κεντρικὴ Ἐπιτροπὴ τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ἐδήλωνε ὅτι ἡ ἀπελευθέρωση καὶ ἡ ἔνωση τῆς Μακεδονίας δὲν θὰ ἦταν δυνατὴ παρὰ ἂν ὁ μακεδονικὸς λαὸς ἀγωνιζότανε ἓναν ἀνεξάρτητὸ ἐπαναστατικὸν ἀγῶνα, καὶ ἐργαζότανε γιὰ τὴν ἔνωση τῶν διασκορπισμένων δυνάμεων τοῦ ἀπελευθερωτικοῦ μακεδονικοῦ κινήματος σὲ ἓνα κοινὸ μακεδονικὸ ἐπαναστατικὸ μέτωπο. Ἀνήγγειλαν ὅτι ἡ 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο., σὲ στενὴ συνεργασία μὲ ὅλα τὰ ἐπαναστατικά καὶ προοδευτικὰ κινήματα τῆς Βαλκανικῆς καὶ τῆς Εὐρώπης — στηριζόμενὴ πάνω στὸ κοινὸ βαλκανικὸ μέτωπο — θὰ ἐδυνάμωνε τὴν ἐπαναστατικὴν τῆς δράση γιὰ τὴν ἐλευθερία καὶ τὴν ανεξαρτησία τῆς Μακεδονίας καὶ γιὰ τὴν δημιουργία μιᾶς Βαλκανικῆς Ὁμοσπονδίας, πού νὰ ἐξασφαλίζει μ' αὐτὸ τὸν τρόπο τὴν εἰρήνην στὴ Βαλκανικὴ καὶ νὰ συντελεῖ ἔτσι στὴν σταθεροποίησιν τῆς εἰρήνης σὲ ὁλόκληρη τὴν Εὐρώπην.

Τὸ Μανιφέστο ἐδέχθησαν μὲ ἐνθουσιασμὸ οἱ λαϊκοὶ μακεδονικοὶ μαζές. Οἱ βαλκανικῆς κυβερνήσεις ὀργισμὸς ἐξαρνήθηκαν. Ἰδιαιτέρα ἡ κυβέρνησις τοῦ Τσαγγῶφ ἐφοβήθηκε τὰ συνήματα πού ἐπεριέχονταν ἐκεῖ μέσα. Καὶ ἔβαλε ὅλα τὰ μέσα εἰς ἐνέργεια γιὰ νὰ ἐξαναγκάσει τὸν Ἀλεξάντρωφ καὶ τὸν Πρωτογέρωφ νὰ ἀρνηθοῦν τὴν ὑπογραφή τους. Καὶ οἱ τελευταῖοι αὐτοὶ ἀπαρνήθησαν τὸ Μανιφέστο καὶ τὸ ἐξαπατήσαν ὡς δόλον.

Ἐν τούτοις τὰ συνήματα πού ἐκηρύχθησαν στὸ ἱστορικὸ αὐτὸ ντοκουμέντο εἰσακούσθησαν ἀπὸ τίς μακεδονικῆς μαζές, πού ἔκαναν δικὰς τους τίς ἀρχές πού περιέχονταν μέσα ἐκεῖ. Ἡ βουλγαρικὴ φασιστικὴ δικτατορία ἐκατάλαβε τὸν κίνδυνον πού ἀπειλοῦσε τὴν κυριαρχία της.

Υστερὰ ἀπὸ τὰ συμβούλια πού ἔλαβαν χώρα τὸν Ἀπρίλιον καὶ Μάιον τοῦ 1924, καὶ πού ἀποτέλεσμα εἶχαν τὴν ἐπιβεβαίωση καὶ ὑπογραφή τοῦ Μανιφέστου, ἡ κυβέρνησις τοῦ Τσαγγῶφ δὲν μπορούσε πιά νὰ ἔχει πίστη στὸν Ἀλεξάντρωφ, μολοντί αὐτὸς δήμοσια ἀπαρνήθηκα τὴν ὑπογραφή του. Ἔτσι, ἡ κυβέρνησις τοῦ Τσαγγῶφ ἐσκότωσε τὸν Ἀλεξάντρωφ μὲ τὴν συνδρομὴ τοῦ Πρωτογέρωφ καὶ ἐπροσπάθησε νὰ παραστήσει μπροστὰ στὴν κοινὴ γνώμη τῆς βουλγαρικῆς καὶ τῆς μακεδονικῆς τῆς δολοφονίας τοῦ Ἀλεξάντρωφ ὡς τὸ ἀποτέλεσμα συνομοσίας τῆς ἀριστερᾶς τοῦ μακεδονικοῦ κινήματος. Τὸ ἔκαμε αὐτὸ γιὰ νὰ χτυπήσει τὴν ἀριστερὰ τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. πού εἶχε κατορθώσει νὰ μαζέψει ὁλόκληρη τὴν μακεδονικὴν προσφυγίαν στὴ Βουλγαρίαν καὶ ἔλον τὸν πληθυσμὸ τοῦ Πέτριτς γύρω στὰ συνήματα τοῦ Μανιφέστου, τὸ ἔκαμε καὶ μὲ τὴν ἐλπίδα νὰ δικαιολογήσει ἢ τοῦλάχιστο νὰ δώσει κάποια ἐξήγησιν στὸ βουλγαρικὸ καὶ τὸ μακεδονικὸ λαὸ στὴ Βουλγαρίαν γιὰ τὴν σφαγὴ τῶν πραγματικῶν ἐπαναστατικῶν μακεδόνων πού εἶχανε ταχθεῖ ἐναντίον τῆς κατακτητικῆς καὶ δολοφονικῆς τῆς πολιτικῆς.

Χάρις στὴ συνδρομὴ τοῦ Πρωτογέρωφ, Ἰβ. Μιχαήλωφ, Μπαϊντάρωφ, Παρλίσεφ, Μόνεφ καὶ ἄλλων προδοτῶν τῆς μακεδονικῆς ὑποθέσεως, ἡ φασιστικὴ βουλγαρικὴ κυβέρνησις κατέσφαξε τὸ Σεπτέμβριον τοῦ 1924, 160 ἐπαναστάτες μακεδόνες, μεταξύ τῶν ὁποίων ὁ Δῆμος Η. Δῆμωφ, Σλ. Κοβάτσεφ, Αρ. Γιόβκωφ, Τσ. Κανταρτζίεφ, Ἄλ. Μπουίνωφ. Ἡ κυβέρνησις τοῦ αἰματοβαμμένου καθηγητοῦ Τσαγγῶφ, πού, μὲ τὴν ἐνεργὸν συνδρομὴ τῆς ἴδιας αὐτῆς συμμορίας τῆς ὁποίας ἀρχηγὸς εἶναι ὁ Πρωτογέρωφ,

κατέσφαξε τὸ Σεπτέμβριον τοῦ 1923 ἀρκετὰς χιλιάδες χωρικῶν καὶ ἐργατῶν βουλγάρων στὸ Φερντινάντ, Μπερκοβίτσα, Ἀδμ, Σαράμπευ, στὴν περιφέρεια τοῦ Σομόλοβ, στὸ Μπέλιοβο, στὸ Τατάρ Παζαρντζίκ, στὸ Πλόβνιτς καὶ σὲ ἄλλα μέρη τῆς Βουλγαρίας, καὶ πάνω ἀπὸ ἑκατὸ μακεδόνες ἐπαναστάτες στὰ μέρη τῆς Γιόρνα — Τζουμαγιά καὶ Μεχουρία — ἐξακολοθεῖ νὰ σφάζει καθημερινῶς ἐπαναστάτες, χωρικοὺς, ἐργάτες, διανοοῦμενους μακεδόνες. Μονάχα στὴν περιοχή τοῦ Πέτριτς, ὁ ἀριθμὸς τῶν σκοτωμένων αὐτῶν τὸ χρόνον ὑπερβαίνει τὴν ἑκατοντάδα. Ἡ κυβέρνησις τοῦ Τσαγγῶφ δὲν ἀρεσκόθηκε νὰ σκοτώσει τοὺς ἐχθροὺς τῆς κατακτητικῆς τοῦ πολιτικῆς μέσα στὴ Βουλγαρία. Ἔστειλε τὰ ὄργανά της στὸ ἐξωτερικόν. Οἱ πράκτορες τῆς κατόρθωσαν μὲ τὴ βοήθεια τῶν πρεσβειῶν καὶ προξενείων της, νὰ σκοτώσουνε δύο μεγάλους μακεδόνες ἐπαναστάτες: τὸν Π. Τσαούλεφ, πού σκοτώθηκε στὸ Μιλάνο στὶς 23 τοῦ Δεκεμβρίου 1924 καὶ τὸν Θ. Πανίτσα, πού σκοτώθηκε στὴ Βιέννη στὶς 8 τοῦ Μᾶη 1925.

Ἀλλά, παρ' ὅλες τίς βιαιότητες καὶ τίς δολοφονίες πού γίνονται καθημερινῶς κατὰ τῶν λαϊκῶν μαζῶν στὴ βουλγαρικὴ Μακεδονία, κατὰ τῶν προσφύγων καὶ φυγάδων μακεδόνων στὴ Βουλγαρία καὶ στὸ ἐξωτερικόν, οἱ ἀρχές τοῦ καινούργιου ἐπαναστατικοῦ ἀγῶνα πού ἐκηρύχθησαν στὸ Μανιφέστο ἔγιναν ἓνα καινούργιο Πιστέβω γιὰ τὸν μακεδονικὸ λαὸ πού κἀθεταί στὴ Βουλγαρία. Οἱ ἀρχές αὐτῆς ἔγιναν ἐπίσης δεκτῆς ἀπὸ τίς μακεδονικῆς μαζές ὅλων τῶν ἐθνικοτήτων στὴν σέρβικη καὶ ἑλληνικὴ Μακεδονία καὶ ἀπὸ ὅλες τίς μακεδονικῆς ὀργανώσεις πού ἐτέθησαν στὴν ὑπηρεσία τοῦ λαοῦ.

Ἐπὶ τῆς βάσει τῶν ἀρχῶν αὐτῶν, τὸ μακεδονικὸ ἐπαναστατικὸ κίνημα ἐνοποιεῖται σήμερον.

Ἡ ἔνωση τοῦ ἐπαναστατικοῦ μακεδονικοῦ κινήματος σὲ μιὰ ἐνιαία ἐπαναστατικὴ ὀργανωσις σημαίνει πρὸ πάντων ὅτι πέρνουμε τέλος οἱ ἀγῶνες μεταξύ τῶν διαφόρων μακεδονικῶν ὀργανώσεων καὶ ὁμάδων.

Ἐμεῖς, οἱ ἀντιπρόσωποι τῶν ὀργανώσεων αὐτῶν καὶ τῶν μακεδονικῶν ὁμάδων, κάμνομε γνωστὸ στὸ μακεδονικὸ λαὸ πὼς ἡ ἔνωση τῶν διασκορπισμένων δυνάμεων τοῦ μακεδονικοῦ ἐπαναστατικοῦ κινήματος καὶ τὸ ἐνιαίον μακεδονικὸ ἐπαναστατικὸ μέτωπο εἶναι ἓνα τετελεσμένο γεγονός.

Στὴν συντακτικὴ Συνέλευσις τοῦ ἐνιαίου ἐπαναστατικοῦ μακεδονικοῦ κινήματος, πού ἔλαβε χώραν τὸν Ὀκτώβριον, ἀντιπροσωπεύονταν ὅλες οἱ ὀργανώσεις καὶ ὅλες οἱ ὁμάδες μέσα στὴ Μακεδονία πού παραδέχονται τίς ἀρχές πού ἐκθέτει τὸ Μανιφέστο.

Μαζὶ μὲ τοὺς ἀντιπροσώπους τῆς ἀριστερᾶς τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. καὶ τίς ἐπιτροπές καὶ ὁμάδες πού ὀργανώθηκαν ἐν νέου στὴ Μακεδονία ἐπὶ τῆς βάσει τοῦ Μανιφέστου, ἔλαβαν μέρος στὴ συντακτικὴ Συνέλευσις καὶ μιλιτάν τῆς ὁμάδος τῶν παλαιῶν ἐπαναστατικῶν τῶν Σερρών καὶ μιλιτάν τῆς Ἐνώσεως τῶν κομμουνιστῶν φυγάδων, τῆς Ἐνώσεως τῶν Μακεδόνων φυγάδων καὶ τῆς ὀργανώσεως „Πίντεν“ τῶν φυγάδων.

Μιλοῦμε ἐν ὀνόματι ὁλόκληρου τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ!

Παρουσιάζομαστε ὡς ἀντιπρόσωποι ὁλόκληρου τοῦ μακεδονικοῦ λαοῦ, ὄχι μόνο γιὰτι εἴμαστε οἱ ἐντολοδόχοι τῶν ὀργανώσεων του καὶ τῶν ὁμάδων του, ἀλλ' ἀκόμα καὶ διότι μόνο τὸ πρόγραμμά μας ἀνταποκρίνεται πρὸς τὸ ἰδεώδες καὶ τίς βλέψεις ὁλόκληρου τοῦ λαοῦ.

Ὀνομάσαμε τὴν ὀργανωσὴ μας 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. (Ἐνιαία) διότι οἱ ἀρχηγοὶ τῶν ὀργανώσεων καὶ ὁμάδων πού ἀντιπροσωπεύομε ἦταν — ποῖος λίγος, ποῖος πολὺ — μιλιτάν τῆς 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο., τὸν καιρὸ πού εἶχε λαϊκὸν χαρακτήρα διότι εἴμαστε οἱ διεργηγεῖς τοῦ μεγάλου ἰδεώδους τῶν ἱδρυτῶν καὶ τῶν μιλιτάν τῆς Ὄργανώσεως στὰ πρῶτα τῆς χρόνια, ὅταν ἐκρατοῦσε ψηλὰ τὴ σημαία τῆς ἀνεξαρτησίας τοῦ ἐπαναστατικοῦ μακεδονικοῦ κινήματος καὶ ἀγωνίζονταν εἰλικρινᾶ γιὰ τὴν αὐτονομία τῆς Μακεδονίας. Ὁ κρητῆσομε, κ' ἐμεῖς, ψηλὰ τὴν ἐπαναστατικὴν σημαία.

Ἡ 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. (Ἐνιαία) θὰ ἀγωνισθεῖ κατὰ τῆς φασιστικῆς κυβερνήσεως τοῦ Τσαγγῶφ, πού ἐσφαξε ἑκατοντάδες ὁλόκληρες ἀξίους μακεδόνες ἐπαναστάτες, δολοφονεῖ καθημερινῶς εἰλικρινεῖς μακεδόνες ἀρχηγούς καὶ στερεῖ ἔτσι τὴν ἀνεξάρτητη μακεδονικὴ σπῆλη ἀπὸ κάθε δυνατότητα νὰ ἐκδηλωθεῖ. Θὰ ἀγωνισθεῖ ἐναντίον τῆς κυβερνήσεως αὐτῆς ἢ ὅποια ἂν αἶται ὁ κύριος ὑπεύθυνος γιὰ τὴν ἀπέλαση τῶν μακεδόνων προσφύγων (φέρνει τὴν κυριότερη εὐθύνη γιὰ τὴν μετανάστευση τοῦ μακεδονικοῦ πληθυσμοῦ), δείχνει μιὰν ἀπάθεια καὶ ἀμέλεια ἐγκληματικὴ καὶ γελᾶ μπροστὰ στὰ βάσανα τῶν δυστυχισμένων αὐτῶν, πού ἐγκαταλείπουνε κατὰ μαζές τίς ἐστῆες τους, φεύγουνε, γυμνοὶ καὶ πειναρμένοι, στὴ Βουλγαρία

και περιπλανώνται στην χώραν αυτή πεθαίνοντας καθημερινά από την πείνα και τις αρρώστιες.

Η'Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) θ' αγωνισθεί κατά της καταπιεστικής πολιτικής των κυβερνώντων στο Βελιγράδι που θανατώνουν κατά μάζες τους μακεδονικούς πληθυσμούς που φυλακίζουν, δέρνουν, και σκοτώνουν άθώους: άντρες, γυναίκες και νέους που καταπιέζουν τον μακεδονικό λαό τόσο πολιτικά, όσο και οικονομικά, κοινωνικά και εθνικά που δίδουν στους μεγαλοαγοστήμονες όλα τα δικαιώματα και κάθε ελευθερία να εκμεταλλεύονται τον αγροτικό πληθυσμό και που όχι μόνο δεν δίδουν τη γη σε εκείνους που δεν έχουν ή έχουν μονάχα ένα ελάχιστο κομμάτι, μα πέρνουν ακόμα και τη λίγη γη που έχει ο μακεδόνας χωρικός, για να εγκαθιδρύσουν αποίκους από όλες τις γωνίες της Γιουγκοσλαβίας, προσπαθώντας έτσι να αλλάξουν τον εθνικό χαρακτήρα της Μακεδονίας. Θ' αγωνισθεί κατά των κραταιών αυτών οι όποιοι εγκληματούν εις βάρος των προσφιλέστερων αισθημάτων του μακεδονικού λαού, που του πήρανε κάθε ελευθερία ανάπτυξεως πολιτισμού ή εθνική, και εξακολουθούν με τέχνη λεπτή την πολιτική τους την αφομοιωτική και ενσερβιστική και δεν αφήνουν κανένα, μέσο άχρησιμοποίητο για να σπάσουν το ήθικόν του λαού.

Η'Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) θ' αγωνισθεί έναντιόν της πολιτικής της βίας των κυβερνώντων στην Αθήνα που εφαρμόζουν τις ίδιες βάρβαρες μεθόδους, όπως και ο Πάσις, για να εκμηδενίσουν τον μακεδονικό λαό σκοτώνουν μακεδόνες χωρικούς (Ταρλις, Μπουτίμ, Λειβαδιχτή) κακοποιούν, εξορίζουν και σκοτώνουν τους εργαζόμενους χωρικούς, εργάτες και τεχνίτες, μακεδόνες τρομοκρατούν πολιτικά και εκμεταλλεύονται οικονομικά τις μάζες, βοηθούμενοι σ' αυτό από διάφορες ξένες καπιταλιστικές εταιρείες εκδιώκουν, δια της βίας, από τις εστίες τους όλες τις εθνικότητες του μακεδονικού πληθυσμού εφ' όσον δεν είναι ελληνικές· αρπάζουν τα υπάρχοντά τους για να τα δώσουν στους πρόσφυγες της Μικράς Ασίας, του Καυκάσου και της Θράκης, σ' αυτούς που είναι αδελφοί του μακεδονικού λαού στη δυστυχία, θύματα της ιμπεριαλιστικής πολιτικής της ελληνικής κυβέρνησης και των προστάτων της. Η'Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) θ' αγωνισθεί έναντιόν της δικτατορίας των κρατούντων στην Ελλάδα, οι όποιοι στην προσπάθειά τους να αλλάξουν τον εθνικό χαρακτήρα της χώρας, μιμούμενοι τους σέρβους κυβερνώντες, εξακολουθούν υπούλα την σατανική τους δράση, με σκοπό να εξελληνίσουν και να σερβιοποιήσουν τον πληθυσμό όσας δεν έχει διωχθεί από τα σπίτια του.

Η'Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) θ' αγωνισθεί έναντιόν των αρχηγών της φασιστικής βουλγαρομακεδονικής οργανώσεως: Πρωτογέωφφ, Μιχαίλωφ, Μπαϊντάρωφ, Παρλίτσεφ, και έναντιόν των αρχηγών της „Ουντροζένιε“, όργάνου της σερβικής Κυβερνήσεως: Καλαμάτιεφ, Τσίλσεφ, Χ. Ρίντωφ, αυτών των προδοτών της μακεδονικής υποθέσεως· θα εξακολουθήσει έναντιόν τους τον αγώνα ως την τελειωτική τους κατασύντριψη.

Αποτεινόμεστε σ' εκείνους τους Μακεδόνες που εξακολουθούν να δίδουν την ήθικη τους και την υλική τους υποστήριξη στην Οργάνωση του Πρωτογέωφφ και του Μιχαίλωφ, και τους λέμε: Η υποστήριξη που δίνετε στην Οργάνωση αυτή, είναι υποστήριξη δοσμένη, όχι για να ελευθερωθεί η Μακεδονία μα για να αλυσσοδεθεί ακόμα πιο πολύ. Διατηρώντας την οργάνωση αυτή, βοηθείτε την κυβέρνηση εκείνη που επέτσώκωψε 20.000 χωριάτες, εργάτες, τεχνίτες, διανοούμενους και νέους βουλγάρους, τους μόνους ειλικρινείς φίλους της απελευθερώσεως και της ενώσεως του μακεδονικού λαού· πέρνοντας μέρος σ' αυτήν την Οργάνωση ή δίδοντας της την ήθικη και υλική υποστήριξη σας, γίνεσθε συνένοχοι της προδοσίας κατά του μακεδονικού λαού, διότι η Οργάνωση αυτή εξακολουθεί να υποστηρίζει τον Τσαγγώφ, ακόμα και τώρα που αυτός έπορεύει τα συμφέροντα του μακεδονικού λαού στον πιο μεγάλο εχθρό της ελευθερίας της Μακεδονίας, στην κυβέρνηση του Πάσις.

Αποτεινόμεστε σε όλους αυτούς τους Μακεδόνες οι όποιοι μόνον καταλαβαίνοντας τον πραγματικό χαρακτήρα της Οργάνωσης αυτής, λαβαίνουν μέρος σ' αυτή και τους προσκαλούμε να την εγκαταλείψουν.

Αποτεινόμεστε σε όλους τους Μακεδόνες της περιοχής της Μπρεγκάλνιτσα που συνδέονται με την „Ουντροζένιε“ του Καλαμάτιεφ και των συμμοριών του Τσίλσεφ και Σία και τους ζητούμε να δηλώσουν έναντιόν των προδοτών αυτών που έχουν ταχθεί στην υπηρεσία της κυβέρνησης Πάσις για να εξαακήσουν την πολιτική

του, της αφομοιώσεως και ενσερβισμού με σκοπό να σπάσουν το ήθικόν του μακεδονικού πληθυσμού.

Αποτεινόμεστε προς όλους τους μετανάστες της Βουλγαρίας, της κεντρικής και δυτικής Ευρώπης και της Αμερικής, και τους εξορίζουμε όχι μόνο να αρνηθούν την ήθικη και υλική τους συνδρομή στις διάφορες φασιστικές μακεδονικές οργανώσεις που κηλιδώνουν την μακεδονική υπόθεση και βοηθούν την αίματηρή βαλκανική αντίδραση, αλλά και να υποστηρίζουν τον αγώνα μας, ο όποιος, μόνος, θα φέρει την απελευθέρωση και ένωση της Μακεδονίας και την Ομοσπονδία του μακεδονικού λαού μαζί με τους άλλους βαλκανικούς λαούς.

Αποτεινόμεστε προς την μακεδονική νεολαία στο έξωτερικό και την προσκαλούμε να δηλωθεί κατά των δολοφόνων του μακεδονικού λαού, οι όποιοι με την σφαγή των πραγματικών μακεδόνων επαναστατών και με το ρόλλο που παίζουν ως πράκτορες στην υπηρεσία των δυναστών του μακεδονικού λαού και του Τσαγγώφ, ενθέτουν και άτιμάζουν το επαναστατικό μακεδονικό κίνημα μπρος στην ξένη κοινή γνώμη· τους προσκαλούμε επίσης να δηλώσουν έναντιόν των διαφόρων πλερωμένων μακεδονικών οργανώσεων και να υποστηρίζουν την δράση της Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαίας).

Αποτεινόμεστε προς όλους τους Μακεδόνες οι όποιοι μη πιστεύοντας πλέον στην πιθανότητα της απελευθερώσεως και της ενώσεως της Μακεδονίας, έμειναν ως τα τώρα και εξακολουθούν ακόμα να μένουν έξω από τις οργανώσεις και τις ομάδες που εμείς αντιπροσωπεύουμε, και τους καλούμε να υποστηρίζουν τον αγώνα μας. Διότι η Οργάνωσή μας είναι η μόνη επαναστατική δύναμη μέσα στο απελευθερωτικό μακεδονικό κίνημα. Έξω από την Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) δεν υπάρχουνε στην Μακεδονία επαναστατικές δυνάμεις!

Ο αγώνας του Μακεδονικού λαού για μίαν ανεξάρτητη Μακεδονία και για μίαν Βαλκανική Ομοσπονδία βρίσκει συμπάθειες και υποστήριξη ανάμεσα στους καταπιεζόμενους λαούς των Βαλκανικών χωρών που και αυτοί επίσης δέχονται τα χτυπήματα της βαλκανικής αντιδράσεως. Οι Κροάτες, οι Άλβανοί, οι Μαυροβουνιώτες, οι Σλοβένοι, οι Βόσνιοι, οι Θράκες, οι Ντομπρουτζιανοί και οι άλλοι βαλκανικοί λαοί βρίσκονται στην ίδια κατάσταση, όπως και ο μακεδονικός λαός. Εκείνοι και εμείς, έχουμε τους ίδιους εχθρούς: τις αντιδραστικές βαλκανικές κυβερνήσεις. Έχουμε μαζί τα ίδια συμφέροντα. Επιδιώκουμε μαζί να επιτύχουμε την εθνική απελευθέρωση. Θέλουμε, η ελευθερία που θα κερδίσουμε στον αγώνα να είναι διαρκής, και αυτό θα είναι μονάχα δυνατό με μίαν Ομοσπονδία όλων των βαλκανικών λαών σε μίαν πολιτική ενότητα.

Ο αγώνας των βαλκανικών λαών είναι κοινός. Οι λαοί αυτοί είναι έτοιμοι να υποστηρίζουν με όλες τους τις δυνάμεις την πάλη του μακεδονικού λαού, για την εθνική αυτοδιάθεση, όπως και ο μακεδονικός λαός, εκ μέρους του είναι έτοιμος να δώσει όλη του την υποστήριξη στους αγώνες τους για την εθνική τους απελευθέρωση.

Εκτός αυτού, στον αγώνα μας για την ανεξάρτητη Μακεδονία και την Βαλκανική Ομοσπονδία, έχουμε τις συμπάθειες και την υποστήριξη των καταπιεζόμενων τάξεων των Βαλκανίων. Οι εργάτες και οι χωριάτες της Βουλγαρίας, Σερβίας και Ελλάδος, έδειξαν πράγματι πως είναι ειλικρινείς φίλοι της απελευθερώσεως των καταπιεζόμενων βαλκανικών λαών. Υποστηρίζαν και υποστηρίζουν πάντα τον αγώνα μας. Εμείς πάλι, από μέρους μας, όπως και οι επαναστατικές οργανώσεις και επαναστατικές ομάδες των καταπιεζόμενων βαλκανικών λαών, θα υποστηρίξουμε τον αγώνα των εργατικών τάξεων για την ανατροπή των φασιστικών δικτατοριών στις βαλκανικές χώρες. Γιατί ξέρουμε ότι εφ' όσον θα υπάρχουνε αυτές οι δικτατορίες, θα είναι αδύνατη η απελευθέρωση των βαλκανικών λαών και η ένωση τους σε μίαν βαλκανική Ομοσπονδία.

Η τωρινή κατάσταση στη Βαλκανική υπαγόρευε τον σχηματισμό του ενιαίου επαναστατικού βαλκανικού μέτωπου. Το μέτωπον αυτό εδημοιουργήθηκε και υφίσταται δυνάμει των σημερινών συνθηκών που υπάρχουνε στις βαλκανικές χώρες.

Καθορίζοντας τις σχέσεις μας απέναντι των διαφόρων πολιτικών παραγόντων έξω από την Βαλκανική, δηλώνουμε:

Η'Ε.Ε.Μ.Ο. (Ενιαία) δεν μπορεί να έχει εμπιστοσύνη στην βαλκανική πολιτική των δυτικοευρωπαϊκών κρατών τα όποια έτοιμασαν και υπόγραψαν τις συνθήκες ειρήνης που σημαίνουνε δουλεία για τον μακεδονικό λαό, καθιέρωσαν τις ειδικές συνθήκες που αφορούνε την μετανάστευση του μακεδονικού πληθυσμού και που υποστηρίζουν τις συνθήκες αυτές και είναι έτοιμα να υποστηρίζουνε

tis σημερινές βαλκανικές κυβερνήσεις έναντιον των παιδιών της Μακεδονίας που αγωνίζονται για την απόρριψη των συνθηκών αυτών, για την απελευθέρωση και ένωση της Μακεδονίας.

Αλλά η 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαία) ξεύρει πώς τις συνθήκες αυτές τις καταδικάζουν στην Εύρωπη και στην Αμερική οι εργατικές μάξες. Ξεύρει πώς η προοδευτική κοινή γνώμη δολόκληρου του κόσμου είναι έναντιον της καταστάσεως που εδημιουργήθηκε με τις συνθήκες αυτές στη Βαλκανική και στη Μακεδονία.

Κάμνομε έκκληση σ' αυτούς τους σπουδαίους παράγοντας της διεθνούς πολιτικής να υποστηρίξουν τον αγώνα μας.

Εν όνόματι της ανεξάρτητης Μακεδονίας και της Βαλκανικής 'Ομοσπονδίας, θα εξακολουθήσουμε την επαναστατική δράση. Εν όνόματι αυτών των μεγάλων σκοπών θα διεξαγάγομε την προπαγάνδα μας στο έξωτερικό. Εν όνόματι των αρχών αυτών, θα απευθύνουμε την έκκλησή μας σε όλες τις οργανώσεις και όλα τα πρόσωπα στο έξωτερικό που αγωνίζονται έναντιον των αιμοβόρων κληστώτων του κόσμου, να υποστηρίξουν τον αγώνα μας.

Είμαστε πεπεισμένοι πως, μονάχα με την επαναστατική πάλη, σε συμφωνία με τους καταπιεζόμενους λαούς και τις καταπιεζόμενες τάξεις στη Βαλκανική, θα επιτύχει ο Μακεδονικός λαός την απελευθέρωσή του και την ένωσή του και θα κατορθώσουν οι βαλκανικοί λαοί να ζήσουν ελεύθεροι.

Ζήτω η ανεξάρτητη επαναστατική πάλη!

Ζήτω το έναίιο μακεδονικό επαναστατικό μέτωπο!

Ζήτω το έναίιο βαλκανικό επαναστατικό μέτωπο!

Ζήτω η ελεύθερη και ανεξάρτητη Μακεδονία!

Ζήτω η Βαλκανική 'Ομοσπονδία!

Όχτώβρης 1925

Η Κεντρική Έπιτροπή της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας)

Σκοποί και χαρακτήρας της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας).

Για να έχουνε οι αναγνώστες μας μια πιο ακριβή ιδέα αυτής της λαϊκής επαναστατικής 'Οργάνωσης μέσα στην οποία έχουνε μαζευτεί όλοι οι τίμιοι Μακεδόνες δημοσιεύουμε παρά κάτω μερικά αποσπάσματα του καταστατικού της.

ΚΑΤΑΣΤΑΤΙΚΟ της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας).

I Σκοποί, καθήκοντα και χαρακτήρας.

Άρθρ. 1. Η 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαία) έχει για καθήκον.

Να επιτύχει την ελευθερία και την ανεξαρτησία της Μακεδονίας, στα γεωγραφικά και οικονομικά της όρια και να την κάμει

μιαν αυτόνομη πολιτική μονάδα που ναποτελεί μέρος, ως μέλος, με ίσα δικαιώματα, της μελλοντικής Βαλκανικής 'Ομοσπονδίας.

Άρθρ. 2. Το ανεξάρτητο και ελεύθερο μακεδονικό κράτος θα καθιερωθεί επί τη βάσει της τελείας ισότητας των εθνικών, πολιτικών δικαιωμάτων, των δικαιωμάτων πολίτου και πολιτισμού όλων των εθνικοτήτων που το κατοικούνε.

Άρθρ. 3. Για να επιτύχει αυτόν τον σκοπό, η 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαία) θα εργασθεί για:

α) Το σχηματισμό μιας οργάνωσης των επαναστατικών μαζών, που να περιλαμβάνει τις λαϊκές μάξες στα τρία μέρη της Μακεδονίας, της μοιρασμένης μεταξύ της Σερβίας, Ελλάδος και Βουλγαρίας, καθώς και δολόκληρη την μακεδονική μετανάστευση που βρίσκεται έξω από τα όρια της Μακεδονίας, και για την προετοιμασία αυτών των μαζών για μια γενική λαϊκή εξέγερση.

β) Για να ενώσει όλες τις λαϊκές μακεδονικές δυνάμεις τραβώντας στις τάξεις της όλες τις ομάδες, οργανώσεις, πρόσωπα, όλων των κοινωνικών στρωμάτων, χωρίς διάκριση εθνικότητας, υπηκοότητας, θρησκείας ή φύλου, που παραδέχονται ειλικρινά τον σκοπό, τις αρχές, τις ιδέες και τον τρόπο της δράσεως της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας).

γ) Για να μπει σε στενές σχέσεις με όλες τις οργανώσεις και όλα τα εθνικοεπαναστατικά και κοινωνικοεπαναστατικά κόμματα της Βαλκανικής που υποστηρίζουν την αρχή της αυτοδιάθεσεως των λαών και που είναι πρόθυμα να συνεργασθούν πραγματικά για να δημιουργηθεί μια ενότιη μακεδονική ανεξάρτητη και πολιτική.

δ) Υπό τις σημερινές συνθήκες πλήρους εθνικής πολιτικής και οικονομικής καταπίεσεως, που υφίσταται σήμερα ο μακεδονικός λαός, η 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαία) θεωρεί ως ουσιαδεις της καθήκον ναγωνισθεί για την ιαπόχτηση της ελευθερίας της γλώσσας και της εκπαιδύσεως για όλες της εθνικότητες της Μακεδονίας, για την κατάχτηση των πολιτικών ελευθεριών και της ισότητας των δικαιωμάτων, για να δοθεί γής στους χωρικούς και μια γερπή βοήθεια στις οικονομικά αδύνατες τάξεις.

Άρθρ. 4. Η 'Οργάνωση δηλώνει πως είναι — με τον σκοπό και το καθήκον που έτέθηκε παραπάνω — χαρακτηρα επαναστατικού. Δρά συνομοτικά. Δέν αποκλείει όμως τον νόμιμον αγώνα σε όλες του τις δυνατές εκδηλώσεις, σύμφωνα με τον τόπο και σύμφωνα με τις περιστάσεις. Ο νόμιμος αγώνας θα συντελέσει στην πλατεία ανάπτυξη προπαγάνδας και στην οργάνωση της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. ('Ενιαίας) και θα στερεώσει και θα κάμει πιο στενούς τους δεσμούς με τις λαϊκές μάξες.

PARTIE ALBANAISE

Rusia, Lidhja e Kombevet, Federata Balkanike

Së kë asnjë dyshim se politika e jashtme e Sovietëve është tuj diffue perparime e sukeese të mëdhaja.

Duhet me këne krejt i verbuëm prej para-gjykimesh stupide a por rob i kalbur i doktrinave të kohes së varrueme, per me i mydhë sytë para kësjaj të vertetë.

Në sà para pak vjetvet prej qarqevet kundershata ju profetonte Sovjetvet një shkatërim i plotë i permbrendshem, dal nga dalë u provue se themelet e mbrendshme janë të pà-tundëshme; mbas kësjaj u profetue një kundershëm prej të gjith botes së jashtme, tuj thanë se Rusia do të mbette e izoluar, e se Lidhja e Kombevet do t'organizote një ballë të perbashktë kundra Sovjetëve. Mirë po, Lidhja e Kombevet — e thirrur me të drejtë prej Çiferinit „impotencia e organizueme“ — s'po është e zoja t'organizojë vehten; s'po është e zoja të ndalojë një padrejtësi; perkundrasi Lidhja e Kombevet sot është bà çerdhja e intrigavet të fuqivet të mëdha per të shtypë popujt e vogjel; si u prà Lidhja e Kombevet para invasionit të Jugosllavis në Shqypni, para invasionit t'Italis në Korfus, pà grabitjes s'Anglis në Mossul? Heshti, e kuer guxoj me cilë gojen, aherë e çeli per t'i dalë zot invasionsvet a por grabitësve; Lidhja e Kombevet e kë vye si motto mbi derë të sajë „gjithmonë mbaj krah të fuqishmit“, dhe à bà zyra ku grabitjes e vëhet vula e drejtësis. Popujt e shtypur po e kuptojn dita me ditë ket punë, dhe disilusioni i ban me kerkue tjetër kund miq. N'skaj të Lindjes s'Europes banon një popull i madh e fisnik, që kë lujtë kurdoherë rolin më të parë per rrjedhjet historike botnore. Per popujt e vogjel pergjithësisht e per Shqypnin veçanerisht, ky shtet nuk ishte i dobishem para luftes së madhe, pse nen rregimin e Carëvevet kish per basë politike imperialismen e panslavismen.

Revolucioni i madh e ndryshoj krejt ftyren e themelet politike të këtij Shteti me randësi. Tuj marrë per basë fuqije grumbuit e

buiqëvet e të puntoris, prà krejt popullin e vogel, imperialisma e panslavisma ranë vehtë vehtë. Populli rus u bà sot mprojtësi e të gjith popuivet të shtypur prej imperialismes e kapitalismes nderkombtare.

Tuj këne por qi këto dy elementa janë fatale per shum kombe, rrjedhë vehtë vehtë, që Rusia duel si mprojtëse e nacionalismes, kuer këjo ish mrenda kufivet etnik e ish në rrezik me u perpi prej kulshedrave gjithmonë t'unëshme t'imperialismes e të kapitalismes.

Pik së parit erdhi populli i Kines, populli ma i madh i botes. Këtu, posë tjera fuqinavet parasite, është kapitalisma e imperialisma e Anglis që tash qinda vjetësh është mëne me jetne në shpinë të popullit kines, tuj e repë e tuj e perdorë per punë sishtasë, në sà pinjollat e aristokracis angleze nuk dishin si me i perdone pasuninat e grumullueme.

Dialeria kinese, e mësueme në dhena të hnaja, ja hoqi masken hipokrisis kapitaliste në ket vent, e një duhë disprimi u çue kundra grabitësve.

Argumenti që bin fuqit kapitaliste, se gjinden n'ato vende per të prue kulturen etj.: është vehtem per idiotë, e sot s'kà të marrë që e xanë besë ket prallë; kultura që fuqit imperialiste do të bin ner vende të huaja, është kultura e koloninavet, d. m. th. është mësimi qí i ulë nierzit në shkallë të shtasëve, per gëzimin e pà mundë të një pakices. E dyta shkallë e kulture qí bin shtetet imperialist është grabitja. Interesant është se kudo qi gjindet ndo 'j krue vajgurit, a por ndo 'j damar metalesh, aty kë dishir-kulture (!) bota imperialiste e kapitaliste.

Kurrkush ma teper se tyrqit e Moslit, nuk paska nevojë per kulturen anglo-sakse! Shum interesant, sidomos kuer di nieri shumen e vajgurit që natyra i kë falë këtij vent; edhe sot endë, bota imperialiste kujtojn se i xen kush besë pallavravet mbi kulturë etj.!

Mir po, Tyrkis i kë falë Zotinji burrë-shteti që do popullin e shtetin e tije, së genjehet prej rrenavet të shtetevet imperialist.

Ismail Qemali e ka lidhë shtetin e tij në një miqësi të fortë me Shtetin e Sovjetëve, për të ndaluar grabitësit e huaj; kjo lidhje e ka ndaluar disi urin e pangopëshme të imperializmit s'huaj. —

Deri shtete të mëdha që borse lufte, e shofin dobin e një lidhjes miqsore me shtetin rus, mbasi tjerët shtete gjithnjë nuk don m'e lëshue rrugen e ushtrimit në shpinë të mujtumvet.

Shembell tipik për ketë është Gjermania. E thirrur prej fuqitë të Locarno-s për të hi në Lidhje të Kombeve, kthej në shpi e përcjellur me shumë fjalime të bukura; fakti është që „impotencia e organizueme“ as një çështjes së këtyllë s'kje e zoja me i dhanë funt: mikun e thirrur e la jashtë deres. Ky të pruem, që rri në kundërshtim me zakonet shqiptare, e xheu aq përfaqësuesin e Ahmet Zogut në L. të K., së Begu i Frasherit, proponoj me nxehësi, tuj lanë në nje anë statutet e pallavrat të tjera, m'e qitë mrendë Gjermanin. Bravo Mehdi Bej! fundi i fundit edhe L. e K. s'munt t'u pështoka ndryshej veç se me një akt revolucionar; Briandi munt të zgerdhëhet por e verteta është kjo, more Mehdi Bej!

Të kthejm prap te Gjermania: traktati rus-gjerman është traktati më me randsi që është nënkruar mbas lufte së madhe, për sigurimin e paqes në basa të drejta, e jo me metode imperialiste-militariste.

Posë themelit të traktatit që është pagja, bje në sy detyrimi i të dy fuqitë mos me marrë pjesë në luftë po kje se një shtet i tretë, atakon ndonjenin ner to.

Balli i lufte prë, që do t'u organizote kundra Sovjetëve, thehet, a ma mirë me thanë shkatërrohet krejt; ashtu edhe Art. 16. i statutit të Lidhjes së Kombeve për së i perket Gjermanis, munt të vëhet në sergji.

Shum randsi kan edhe sigurimet e Litwinoff-it në Moskau, ku Rusia diftohet gati me mbyllë kësi traktate miqsije edhe me Kombe të tjerë.

Prë mbaston që të dishrohet vereverte pagja, mbaston t'hiqet jetesa parasite, për të shtypur popuj të tjerë, e popujvet do t'i çilet një kohë e pertardhshme më e mirë.

Per së i perket popujvet të Balkanit, këto më fort se ç'do popuj të tjerë, kan nevojë m'u libne prej zgjedhes të qeverinavet të tyre, të vume e të mbajtuna në fuqi prej kapitalizmit së huaj; do ner to vehtë imperialiste. Populli kurrfarë fitimi së ka ner shtetet e Balkanit, fitimin e kan një pakicë njerësëh që kan fuqin në dorë, e të mbajtuna me korrupsion të mrendshem e të jashtëm e mbajnë popullin në gjumë, a në frigë, me gogolin e bolshevismes, a por aty ku ka fillue të zgjohet, me argumentin e terrorit të bajonetavet. Interesi i pergjithëshem i të gjith popujvet të Balkanit si popuj, është lidhja nermjet të tyne; fuqia që lenë prej kësaj lidhje, ndalon grabitjet e imperializmit së jashtëm e shqimë korrupsionet e mbrendëshme; popujt e Balkanit bëhen të zott e vehtes e së lanë të huejt, a veglat e tyre me sundue në vent të tyre.

Prej të gjith popujvet të Balkanit shifet Federata Balkanike si i vetmi pështim, por realizimi i sajë duket fantastik, e i pëmundur a por shumë i largtë.

Në së ngiati lufta botnore, edhe mbasi mbaroj, shumë sende që janë realizue n'at kohë dukeshin jo vetun fantastike, por bile edhe utopike.

Deri së traktatet e paqes të mbahen si sacre et sacrosante, deri së Lidhja e Kombeve me organizimin e sajë impotent, të kqyrin buzëqeshur invazionet armate t'antarvet të sajë mbi anëtarët e sajë, deri së shtete fituese e më të medhaja të botes, si Anglia, Franca etj. mos munt të zgjidhin tëmerimet financiare e ekonomike të mbrendëshme [sciopero-generale n'Angli, ramja e frankut në Francë etj.], deri së n'skaj të Lindjes t'Europes shteti ma i madh i Europes të dalin me fjalë e me vepra si mprojtë të popujve të shtypur; deri së Amerika të perdorin në të prumin me Europen një soj contractum leoninum: Amerika e mban për shëjte Monroe Doktrinen, mbas të cilës Europa s'ka të drejtë m'u perzië n'punë t'Amerikes, në tjetren anë veçse një farë Mello Franco prej Braslijet, është i zoti m'e desorganizue krejt edhe at impotencë t'organizueme që gjendet në kambë; deri së në nje anë Europa të des unit per ar, per at ar që kapitalizma e trusti i potencuem i Amerikes kan qitë ner kthetra të tyne, n'at arë që janë zhytë aq së m'u mbytë mrendë; deri së ky chaos ekonomik e politik të ngiasin — munt të parashifen ndryshime të mëdha në të krejt Europen, aq ma teper në Balkan ku imperializma e kapitalizma kan hjekë masken; ku terrorizma e korrupsioni sundojn; ku populli po des prej bajonetavet a prej tjet.

Mbaston që popujt e Balkanit të fillojn me kuptne possibilitetin e një permirsimit të gjendjes të tyne e të kën besim në vehte; at ditë që popujt e Balkanit t'a kën kuptue ket, e t'a don ket, at ditë fantasija Federata Balkanike do të bëhet realitet.

Genevë, Maj.

J. Dedi

Një Mentor i meritëshmen për nacionalisemen shqiptare

Një farë Francesco Argondizza, prej Romet, ka fillue me i dhanë nacionalizmit shqiptarë këshille e mësim, këshille e mësim që kurrkush prej nacionalizmit s'ja ka kerkuë, këshille e mësim

që munt të jën per të mirë e per fitim të shtetit italian, a por per të mirë të ndo'j shqiptari vegël e këty shteti por kurr per të mirë të Shqypnis.

E perkohëshmjia Federata Balkanike rri në niveau aq të naltë, e filltet e saja janë aq të kiarta, së nuk merret kurr me çështje personale; fakti veçse që Signor Francesco-ja, ka „la sfacciatagine“ me shkruë artikuj per interes të shtetit italian në një fletore shqyp-tare, fakti që me at pak shqipe që di do të gënjejn shqyp-tarët, tuj u paraqitë si shqyp-tar a s'paku si italo-shqyp-tar, ndryshon çështjen personale në çështje të pergjithëshme shqyp-tare.

Ja, ç'ka na ban me dijtë Signor Francesco-ja, në Dielli të 10^{is} Prillit të k. v. No. 2998—(541):

„Miqësia në marëdhëniet midis Italisë dhe Shqipërisë sa vete bëhet më e ngushtë, dhe tani nuk është më një çështje ceremonirash, të cilat s'kanë veç një vlerë dekorative; bashkëpunimi italo-shqipë-tar tani është një fakt jo vetëm në sheshin politik, po dhe në sheshin ekonomik. Atë që gjejnë në politikën italo-shqipë-tare disa lajthime hollësirash dhe janë gati nga ky shkak t'a dënojnë tërë politikën që në funt e në krye, nukë kanë të drejtë, se laithimet e vögela, lajthimet në hollësirat, munt të çduken edhe mirësia e politikës së pergjithëshme të mbetet e pacënuar. Puna është këtu: një Shqipëri që ka perkrahen morale dhe ekonomike të Italisë—dhe këtë perkrahe të kthiellë Shqipëria nukë munt t'a ketë veç nga Italia, fqiri i saj i painteresuar—një Shqipëri e tillë munt t'a ndjejë veten të siguruar përbrënda kufireve të saj që të vështrroj punën dhe të përparojë në qetësi të plottë. Kjo miqësi është e duhur për Shqipërinë më tepër sot, kur Italia, nga një tok shkakesh të ndryshme të cilat s'munt t'i shpëtojnë një njeriu që di t'i shpjegojë mirë ngjarjet evropjane, ka marë në Ballkan një pozitë zotë-rónjëse, me gjithë që moskthimi i Z. t. Ninçiq në Romë u-bë shkak të qëndrohen marëdhëniet që kishin për të patur si përfundim të bërët e trakteit italo-jugosllav. Për neve, politika e Ahmed Zogut kundrejt Italisë, dhe nga ana tjetër politika e Mussolinit kundrejt Shqipërisë meritojnë lëvdata, se nga kjo politikë munt të presim pemë të mira për të dy vëndet.“

Shum bukur Signor Francesco, vehtëm të gjith këto fjalë shifet kiartas se janë shkruë n'interesë t'Italis e kurr të Shqypnis; prë s'pari kish m'u dashtë me dijtë a shkrueni si shqyp-tar a por si italian; po kje se shkrueni si italian atëherë është e turp, të shkrueni per interesë t'Italis n'organin e Federates Pan-amerikane shqyp-tare Vatra, pse ky organ është themelue per të mprojtë interesat e Shqypnis, e jo t'Italis e t'agentavet të tij; është per t'u çuditë edhe që Drejtori i Diellit të shtypin një artikull të tillë pa kurr-farë shenim të Redakcionit, por kjo është një çështje tjetër. Po kje se shkrueni si shqyp-tar Signor Francesco, atëherë gënjeni popullin shqyp-tar (jô, italian!) pse çka shkrueni nuk është e vertet, e ja argumentat që e rrezojnë mësimet e këshillet e juaja.

E dim edhe na se bashkëpunimi italo-shqipëtar është një fakt jo vetëm në sheshin politik, po edhe në sheshin ekonomik, porsë si shqyp-tar (jô, si italian!) na intereson me dijtë ky fakt a është per të mirë të Shqypnis, a por per dam e fikje të Shqypnis e per të mirë t'Italis. Per së i perket Italis e dim se Mussolini që është sot Diktatori i Italis, ka vajtue, e vajton gjithnjë të lëshuemit e Vlores, e dim se partija fashiste është imperialiste, e si hap të për shef per ket zgjerim, token shqyp-tare.

A thue edhe ju Signor Francesco jeni në ket mendim, aherë jn lutemi mos të perziheni në çështje shqyp-tare me masken e një shqyp-tari.

E dim se gjyqi i Tranit, i shtyem prej partis fashiste, ka lëshue një kriminel-incendiar vrasës të një kryetarit ma në zë të nacionalizmit shqyp-tare per të pë-fajshem, ka dënuë ket kryetar të dekun, si trahtuër, e e ka barabasme me Esad Pashen. Po kje se thoni se gjyqet e Italis janë indipendente, aherë duhet me ju qitë ner ment skandalin nderkomtarë, vrasjen e Matteotit e gjyqin teatral mbi ket vrasje.

Po kje se gjithmuj thoni se, gjyqet e Italis sot janë indipen-dent, aherë delni në kundërshtim me shtypin nderkomtarë që gjyqin e Matteotit e ka dënuë, e me krejt nacionalizmen shqyp-tare që me faljen e Baltion Stamolles, të Çatin Saraçit, e me barabasimin e Gurakuqit me Essad Pashen, është fye mu në loçkë të zëmërs.

A thue nuk e dini Signor Francesco, se bash ajo lidhje eko-nomike, që ju e lavdëroani, u muer me një akt zorimi prej Italis?

A s'e dini se Italia e kish vue Ahmet Zogun para dy udhash, a m'e qitë në shesh vrasjen që ish shkaktue prej Ahmetit neper-mjet të Çatin Saraçit, a por me nënkruë traktatet e Huas e të Bankes?

A lajthime të vogla, lajthime në hollësirat, kenkan per Jue, Banka Nderkomtare e Huaja e 50 Miliunvet? A s'e dini se Italia me këto traktate, e ka futë Shqypnin, në saje të korrupsioneve të bejlervet Mati-Libohova, në një grackë që do të çojnë Shypenin në greminë? Hollësira janë per Vostra Signoria, këto? Hollësira? Po, na diftoni njihërë se si e ku t'i marrë populli Shqyp-tar (jô, italian!) ato pare që lypsen per të pagure interesat etj. të Huas që është një grabi? Hollësira? Po na diftoni njihërë se ç'ka ndollë, mbas traktatit, po kje se nuk paguhet interesi etj. të Huas, që populli shqyp-tar kurrsesi s'munt t'i paguej? Hollësira? A thue janë hollësira per Jue, Signor Francesco, marrja e monopolevet, e doganavet, e Vlo-nes etj.?

Aherë, të na kjartoni këto, se po kje se Vostra Signoria i thret hollësira bankerotin financiar të Shqypnis të shkaktuem prej Italis, e at shpaten e Damokles që Italia i ka vue Shtetit shqyp-tarë mbi krye, tuj i ndej gati — natyrisht me ligjë, si garanti! — grabis se monopolevet, të doganavet, të Vlores etj., aherë është vështir me gjotë ne Jue më hijen e një gazetari që flet per të mirë të Shqypnis.

Po të vijojm ma giatë: Mbas mësimevet e experiences shumë të kthellë të Signor Francesco-s, „përkrahje të kthiellë Shqipëria nukë munt t'a ketë veç nga Italia, fqiri i saj i paiteresuar (sic)“. Bravo, brë, Signor Francesco! Pernjiment shkaqet që dot'a kenë shtye Signor Francesco-n, me shkruie një „balordagjinë madornale“ të tillë, do të jën kenë shumë të forta, pse kurrkush, aq ma pak një, që e thret vehten gazetari, s'ka dishirë, me i dhanë vehtes çertifikatin e marris.

Italia, fqiri i paiteresuar i Shqypnis? A ka ndo'j diplomat shqyp-tar a të huej që seriozisht — e jo, per arsuna të tjera — e flet një frase të tillë? A ka kund shqyp-tar a të huej, që s'e di që s'ka shtet më t'interesuar per Shqipërin se Italia?

Interesimi i Italis per Shqipërin ish një interesë dores së parë, kuer sundojshin n'Itali, qeverina shumë a pak demokratike, jo më, sot, ku sundon Mussolini me partin fashiste, që madhështohet se „ka fitue n'Shqypëni me udha diplomatike, ato që kishin bjerrë me armë, qeverinat të tjera“. E Signor Francesco-ja, na seguron se Italia është e paiteresuar, por pak ma poshtë Signor-i bje në kundershtrim me vetëhehten, pse na seguron se „Italia nga një tok shkakesh të ndryshme të cilat s'munt t'i shpëtojnë një njeriu që di t'i shpjegojë mirë ngjarjet evropiane, ka marrë në Balkan një pozitë zoteronjëse“.

Per sá i perket „shkakevet të ndryshme e njeriut që di t'i shpjegojë ngjarjet evropiane“, lypset dyshue shumë se është Signor Francesco-ja aj nieri, kuer bje në një „paradosso madornale“ të tillë „Italia e pá-interesuar në Shqipëri — Italia ka marrë në Balkan një pozitë zotëronjëse“: ku per këdo që di pak logik të thatë rri një „indovinello“ per t'u zgjidhë se si është e mundun që një shtet të marr një pozitë zotëronjëse në një vent, tuj kenë fare i paiteresuar per at vent!

Por ky „indovinello“ spiegethet disi, kuer Signor Francesco-ja, na paraqet ma poshtë shpnesen e një perfundimi të traktatit italo-jugoslav. Duket se Signor Francesco-ja s'e ka kuptue, a nuk don

t'a kuptojn, se fikja e dasija e Shqypnis, rredh po më të ramit në godi t'Italis me Jugosllavin, me perfundimin e atij traktatit italo-jugoslav, që Signor Francesco-ja na paraqet si një pështim per Shqypëni.

Me at ditë që Italia të bin në godi me Jugosllavia, indipendena shqyp-tare mbaron, pse kush do t'i ndalojnë këto dy fuqina t'a dajn Shqypnin, po kje se bin në gedi njana me tjetren; a thue Lidhja e Kombevet do t'i ndaloj? Ajo Lidhje e Kombevet që s'kje e zoja të ndaloj Serbin n'invasion e Shqypnis, Italin n'invasionin e Korfuset? Jô, është një fakt historik, se kuadershtimi austro-italiane e rrejti Shqypnin prej annexionvet, mandavet, protekcionevet etjeravet institute, trillue prej fusqivet imperialiste per të shtypur popujt e vogjel; vendin e Austris e ka xanë Jugosllavia, e po, ky kundershtrim nermiet t'interesavet jugosllavë e italiane, shkaktun gjith ato turbullime, grabina e shtypje në vent, pse mjërisht kurdoherë gjinden trathtarë, shqyp-tarë, a të hnej me masken shqyp-tare, që të shitur, punojn në shërbim të fqivet shumë t'interesuar, t'Italis e të Jugosllavis. Æsht e vertetë veçse kundershtrimi italo-jugoslav mban një ekuilibre në Balkan, e per sá i perket Shqypnis, ndalon dasin e sajë: prá është një trahiti naj Shqypnin me dishrue që Italia të bin në godi me Jugosllavin.

Pa vent, por demaskuese, janë fjalët e Signor Francesco-s, kuer thotë: „per neve politika e Ahmed Zogut kundrej Italis, dhe politika e Mussolinit kundrej Shqipërisë meritojnë lëvdata, se nga kjo politikë munt të presim pemë të mira për të dy vëndet“.

Politika e Ahmet Zogut kundrej Italis, ka pasë për Shqipërin vehtem këto të mira: bankerotin shtetnuer, grabin e gjás së popullit shqyp-tarë per të mbajtur në fuqi Ahmet Zogun; e vertetë është veçse se në tjetër anë kjo politikë ka pasë shumë fitime per Italin, e mundet edhe per Signor Francesco-n; Signor-i veçse duhet t'a dín, se shqyp-tart munt të haken; munt të luftohen e edhe munt të vrahën nermjet të tyre, porsë kuer një i huej në lamë shqyp-tarë, fillon me masken e një shqyp-tari, me dhanë këshilla të pá lypyra në një anë, levdata të pá kerkueme në tjetër anë, aherë shqyp-tarët mbas esperiencavet që kan pasë, mendojn shumë keq per një mentor rrenacak të tillë.

Shqyp-tarët kan miaft hallet e tyre, por e fymja ma e madhe per krejt popullin shqyp-tarë është kuer këto halle perdoren si lamë spekulacioni.

Romë, Maj

Academicus

SOMMAIRE

Texte français (697-706)

La Fédération Balkanique et l'opinion européenne

Notre Enquête auprès des personnalités politiques et littéraires — VIII

Pierre Cazals

Dr. Zdenek Nejedly

Victor Serge

I. Mateescu: A la veille des élections en Roumanie

G. Kazanovsky: Sous le régime de la dictature militaire en Bulgarie

N. Kalinka: L'oligarchie roumaine et l'émigration en Dobroudja

Transilvanicus: La nouvelle politique économique en Roumanie

Y. Dramsky: Souvenirs de la vie et de l'activité de Todor Panitza

Revue de la Presse

Texte allemand (706-708)

Die Balkan-Föderation und die europäische öffentliche Meinung

Die Redaktion: Unsere Enquete bei politischen und literarischen Persönlichkeiten

Henri Barbusse

Melingos: Nach der Schlacht

Texte roumain (708)

I. Mateescu: In fața alegerilor

Texte bulgare (709-713)

G. Kazanovski: Под режима на воената диктатура в България

Пол Луи: Реакционния блок на балканските държави

Ж. Зиромски: За Балканската Федерация + II. Режима на националните малцинства

К. Веже: Пятна нхм катастрофата. Падането на централните сили

Texte serbe (713-714)

Балканска Федерација и европско јавно мишљење

Виктор Маргерит

Франтишек Сукун

Пол Луи: Реакционарни блок балканских држава

Texte croate (714-715)

Balkanska Federacija i evropsko javno mišljenje

Teodor Bartošek

J. Zyromski: Za Balkansku Federaciju — I. Luke i ekonomski emporiji

Texte grec (715-718)

Ενα Ιστορικο Ντοκουμєντο. Διλωση της 'Επαναστατικης 'Εσωτερικης Μαχε-δωνικης 'Οργανωσιως (Ενιαίας)

Σχοποι και χαρκτηρας της 'Ε. 'Ε. Μ. 'Ο. (Ενιαίας)

Texte albanais (718-720)

J. Dedi: Rusia, Lidhja e Kombevet, Federata Balkanike

Academicus: Një Mentor i meritëshmen për nacionalisëmën shqyp-tare